

هنا من العالم

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14284 - 5 F

SAMEDI 29 DÉCEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Au-delà de leur refus de l'arabisation totale

## Les dizaines de milliers de manifestants d'Alger ont dénoncé les dangers de l'intégrisme

### Crispation

A bout de souffle - et de mandat - une classe politique se réfugie souvent, pour survivre, dans l'archaïsme et la démagogie. En décidant, à une écrasante majorité, la « généralisation de la langue arabe », les députés algériens viennent d'illustrer tristement ce réflexe de crispation. Comment faire cohabiter le français et l'arabe en Algérie ? Quelle place conserver à la langue de l'ancien colonisateur ? Cet immense et vieux débat agite régulièrement le pays depuis l'indépendance. Au fil des ans, les gouvernements algériens ont, à coup de décrets, arabisé l'enseignement, ramenant le français au statut de langue étrangère, et allant jusqu'à privilégier parfois l'anglais à ses dépens, notamment dans certaines filières du cycle supérieur.

MAIS la vie d'une langue ne se résume pas à des décrets. Grâce à la spectaculaire démocratisation de l'enseignement et aux liens étroits tissés - émigration oblige - entre les deux rives de la Méditerranée, les francophones sont aujourd'hui deux fois plus nombreux en Algérie qu'il y a trente ans. Au-delà du souci légitime de promouvoir la langue maternelle du plus grand nombre - fil-croix du défilant parfois de la langue de la minorité berbère - la tentation subsiste, chez certains dirigeants, au nom d'un nationalisme érigé, de réduire - au forceps - l'identité des Algériens aux seules langues et cultures arabes.

Tel est d'ailleurs le dessein des intégristes musulmans, pour qui l'arabe est d'abord un outil idéologique au service de l'islam triomphant. Sévèrement battus, par le Front islamique du salut (FIS) lors des élections locales de juin dernier, les cagiques - en sur-sis - de l'ex-parti unique FLN, sont prêts à toutes les stratagèmes pour regagner un peu du terrain perdu. L'alliance parlementaire de circonstance FLN-FIS, qui se reflète dans le vote du 26 décembre, devrait surtout profiter aux forces extrémistes les plus rétrogrades. En manifestant massivement jeudi contre l'« intégrisme », nombre d'Algériens Arabes et Berbères - ont voulu faire savoir qu'ils résisteraient à l'« obscurantisme » culturel et religieux.

OUTRE qu'elle coûte cher et qu'elle complique singulièrement la vie quotidienne des Algériens, l'arabisation systématique semble vouée à l'échec, ne serait-ce que par manque de moyens et de professeurs à son service. Imposée à contre-courant de l'évolution profonde d'une société algérienne en pleine décomposition, elle se solderait par une véritable amputation culturelle d'un peuple qui - après avoir longtemps étouffé - goûte enfin la démocratie et aime respirer l'air du large.

Pour les Algériens, le bilinguisme est une chance, une clé pour l'entrée dans le monde moderne. Loin d'être une contrainte, l'usage du français répond à des besoins - notamment scientifiques et techniques - et à des rêves. A l'heure où l'Algérie regarde de plus en plus vers la France - son point d'ancrage en Europe - il faut souhaiter que le projet d'« arabisation à outrance » ne soit qu'un combat d'arrière-garde perdu d'avance.

Plusieurs dizaines de milliers de sympathisants du Front des forces socialistes (FFS) ont manifesté, jeudi 27 décembre, à Alger, contre la nouvelle loi sur l'arabisation, adoptée la veille par le Parlement. Les partisans de M. Hocine Ait-Ahmed, qui, en majorité kabyles, protestent depuis des mois contre la montée de l'intégrisme musulman, ont à nouveau dénoncé « l'intolérance politique et religieuse », défendant par la même occasion la culture et la langue berbères.

La foule, composée de jeunes, de femmes et de personnes âgées vêtues de burnous et de djellabas, a suivi la voiture de M. Ait Ahmed jusqu'à une tente symbolique plantée sur les hauteurs d'Alger, près de la présidence de la République. Les manifestants étaient venus en train, en car ou en voiture de la Kabylie et de villes de l'intérieur comme Bejaia ou Tizi-Ouzou.

Le leader du FFS a sévèrement critiqué la dernière loi sur l'arabisation (*Le Monde* du 28 décembre) qui, à ses yeux, « supprime les libertés démocratiques, terrorise les gens et les prive

de l'usage des langues qu'ils maîtrisent » - référence aux « berbérophones » et francophones.

Selon M. Ait Ahmed, la marche était initialement conçue comme une « réplique aux forces obscurantistes », destinée à montrer qu'il existait « des forces démocratiques luttant pour une Algérie fraternelle et humaine » et qu'il y avait une « autre option politique en Algérie que le Front islamique du salut (FIS) ». Il a condamné le risque d'une « arabisation au rabais » et « gâchée ».

Lire la suite et nos informations page 7.

Après l'élection laborieuse du vice-président Ianaev

## L'Union soviétique menacée de banqueroute par la « guerre des budgets »

Le Congrès des députés soviétiques a achevé, jeudi 27 décembre, une session marquée par des revers successifs pour M. Gorbatchev. La démission de M. Chevardnadze a été suivie par la mise hors course du premier ministre, M. Rykov, frappé par une crise cardiaque après avoir vainement tenté de prévenir la « guerre des budgets » lancée par le président russe Boris Eltsine, qui menace l'Union de banqueroute. Enfin, ce n'est qu'à l'issue d'un second tour à la légitimité douteuse que M. Gorbatchev a obtenu l'élection jeudi de M. Ianaev à la vice-présidence.

Lire nos informations page 4.



Après l'assassinat de Lucien Tirroli

## Le FLNC accuse ses adversaires de vouloir « déstabiliser » la Corse

Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) a lancé, jeudi 27 décembre, une mise en garde, adressée de façon transparente au MRG et au RPR insulaires, à propos de certains assassinats récents, notamment celui de Lucien Tirroli, le président de la chambre régionale d'agriculture.

Le FLNC affirme que « ceux qui ont intérêt à déstabiliser la situation sont de farouches partisans du statu quo politique en Corse et de tout aussi farouches antinationalistes ». L'organisation dissoute indique que toute action qui viserait un militant nationaliste, « sous prétexte de représailles » après l'assassinat de Lucien Tirroli, entraînerait une « riposte implacable », dirigée contre ses exécutants, mais, aussi, contre ses « instigateurs ».

Après l'assassinat du président de la chambre régionale d'agriculture, à Ajaccio, le 19 décembre, comme après celui du maire de Grossotto-Frugna, Charles-Antoine Grossetti, le 26 septembre dernier, les soupçons s'étaient tournés vers des auteurs de spéculation immobilière. D'autres pistes avaient été, cependant, évoquées dans le cas de Lucien Tirroli, mettant en cause les nationalistes, la victime, militant du RPR, étant connue pour ses positions hostiles à leur endroit. Ce n'est pas la première fois que les nationalistes, eux-mêmes soupçonnés de tels agissements, retournent l'accusation contre des « réseaux barbouzards », qui mèleraient intérêts immobiliers, gangstérisme et manipulation politique.

Lire nos informations page 24.

## Les atouts de la démocratie allemande

Du système politique imposé par les Anglo-Saxons et les Français un peuple a fait l'élément fondamental de son patriotisme

BONN

de notre correspondant

En cette année de bouleversements européens, bien des regards se sont portés sur une Allemagne dont l'unification constitue un événement politique majeur, marquant la fin de l'après-guerre et de la guerre froide. Nombreux sont les observateurs français qui se sont attachés, comme Georges Valance ou Alain Minc (1), à sonder le cœur, les reins et le portefeuille de cette nation dont le rôle européen et mondial s'est notablement accru.

Si l'on a, à juste titre, braqué les projecteurs sur la formidable puissance économique de la partie occidentale du pays divisé, qui l'a mise en mesure d'absorber

avec de bonnes chances de réussite globale l'ancienne RDA, on n'a souvent jeté qu'un regard rapide sur un autre aspect important de la réussite allemande : le fonctionnement du système démocratique de la République fédérale.

Alors que, dans quelques-unes des « vieilles » démocraties européennes et aux Etats-Unis, on perçoit des signes inquiétants de fatigue du « pire des systèmes », selon la fameuse formule chuchotée, l'Allemagne se signale par une identification portée à un très haut degré de ses citoyens avec le système politique, les partis et les politiciens qui le font fonctionner. Voilà un pays qui réduit au statut de phénomènes marginaux des attitudes comme

l'antiparlementarisme démagogique, le rejet des partis politiques, la désaffection de la jeunesse vis-à-vis de la chose publique.

La participation aux élections nationales, régionales et locales reste élevée, même si l'on a pu noter, à l'occasion des premières élections paneuropéennes, un léger recul, qui n'a rien de dramatique si l'on considère la météorologie exécrable, le fait que l'issue du scrutin ne faisait guère de doute, et que, dans l'ex-RDA, les électeurs se rendaient pour la quatrième fois aux urnes en moins d'un an.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 3

(1) Georges Valance *Le Retour de Rimbaud* (Flammarion, 1990); Alain Minc, *La Grande Illusion* (Grasset, 1989).

### Le conflit du Golfe

Le président Bush réitère son refus de tout compromis

page 5

### La crise de la Fédération tchécoslovaque

La Slovaquie de plus en plus tentée par la sécession

page 4

### Un article de M. François Léotard

« Entre deux peurs »

page 2

### Déboutés du droit d'asile et clandestins

III. - Deux peines pour une faute

page 8

Le sommaire complet se trouve page 24

Cartier

Les bijoux Cartier ont une vraie personnalité dans les joailleries et les boutiques Cartier, un caractère attachant leur authenticité les accompagnent.

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS  
47.20.06.73

### Mariage et « cohabitation »

Depuis vingt ans, de plus en plus de couples vivent sans être mariés. C'est à cette « cohabitation », particulièrement développée chez les jeunes, que s'intéresse le rapport annuel de l'Institut national d'études démographiques (INED) : aujourd'hui plus de la moitié des personnes qui se marient ont déjà vécu ensemble, parfois plusieurs années.

Beaucoup ont d'ailleurs des enfants, et un quart des naissances annuelles sont survenues « hors mariage ». Cependant, ces unions semblent moins solides que le mariage, puisqu'elles aboutissent plus souvent à une séparation.

Lire page 20  
l'article de GUY HERZLICH

M 0147 - 1229 0 - 5 00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 960 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 2,20 S; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 IR; Israël, 90 p.; Italie, 2.000 L; Luxembourg, 33 F.; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL.; Portugal, 180 ESC; Suède, 375 F CFA; Suisse, 14 KRS; Soudan, 1,70 FS; USA, 2 \$; USA (Guam), 2,00 \$.



## DÉBATS

France

## Entre deux peurs

par François Léotard

C HACUN des dix-huit mois qui viennent de s'écouler depuis l'été 1989 nous aura apporté sa moisson d'étonnements, de joies profondes et d'inquiétudes nouvelles. Dans cette brusque accélération du temps, un fait étrange s'impose peu à peu : les manifestations qui ont entouré la réunification allemande - dans le craquement général du monde socialiste - ont eu moins d'échos en France que celles qu'un an plus tôt nous avions organisées pour célébrer le bicentenaire de notre Révolution.

L'avenir jugera très sévèrement ce choix de l'opinion française : entre l'évocation ludique et narcissique d'un passé dont nous ne savons plus tirer aucune leçon et la brutale interruption d'un événement aux dimensions formidables pour l'avenir, nous avons choisi. Nous avons préféré nous souvenir de notre histoire d'hier plutôt que de pénétrer dans celle d'aujourd'hui. Pis : nous semblons, depuis quelques mois, nous enraciner encore davantage dans ce choix, avec la ténacité d'un peu morbide de ceux qui ne comprennent plus leur temps et se rassemblent autour de leurs souvenirs pour « vitupérer l'époque ».

Cette coïncidence d'une mémoire complaisante et d'un aveuglement persistant est troublante. Elle est l'un des signes les plus forts de la crise que traverse notre peuple. De même que, dans un organisme qui s'affaiblit, les maladies se conjuguent et se nourrissent l'une de l'autre, notre pays se trouve en outre, aujourd'hui, confronté physiquement à l'hypothèse d'une guerre qu'il n'a les moyens ni de vouloir ni de maîtriser.

Un pays  
sommambule

Minée intérieurement par des querelles qui la décomposent, sans objectif national clair, sans alternative politique crédible, la France traverse en sommambule un monde qui, peu à peu, l'ignore. Si elle ouvrait les yeux, pourtant, elle retrouverait, jusque dans les mots eux-mêmes, les plus vieilles interrogations qui lui aient été posées de l'extérieur depuis qu'elle existe comme nation : la question allemande et la question d'Orient. Disons-le plus crûment encore : le Français des années 90 retrouve sur sa route - au-delà d'un imaginaire qu'il n'ont jamais quitté - l'Allemagne et l'Arabie. L'un à l'Est et l'autre au Sud, c'est-à-dire là où se posent et s'imposent les débats d'aujourd'hui. Comment « gère-t-il » ces deux voisins ? Comment répond-il à cette idée simple qu'un peuple comme le nôtre doit avoir d'abord la politique de sa géographie ?

Dans un cas, l'Allemagne, le défi est, d'abord, de l'ordre de la puissance, c'est-à-dire, aujourd'hui, de l'organisation sociale. Dans l'autre, le monde arabe, il est de l'ordre de la culture, c'est-à-dire du rapport d'échange. Dans les deux, il est affaire de lucidité et de courage.

Voltaire définissait la Prusse comme « un royaume de lisières ».

Maintenant que cette lisière tire l'Allemagne vers l'Est, quelle est notre politique ? Entre la confédération évoquée par le président de la République, sorte de baiser Lamourette international, version française de la maison commune, et l'intégration - qui en est à peu près le contraire, mais à laquelle nous semblons également souscrire - quelle est la voie qui est proposée aux Français ? Quel est le chemin qui ne nous serait pas imposé, soit par les événements, soit par les voisins ?

Dans l'Allemagne de 1990, l'organisation de la formation, le système de protection sociale, le régime de la décentralisation (pour ne parler que de ces trois domaines), sont reconnus comme étant - dans chacun des cas - plus performants que les nôtres. Si la logique à venir est celle d'une compétition accrue, où sont les orientations qui nous permettraient d'y faire face ? Entre la crainte et l'abus de la réforme - toujours conjugués chez nous pour s'annuler - dans chacun des trois secteurs concernés, la paralysie s'est emparée des esprits comme des institutions. Nous n'avons tiré aucune leçon de la formidable mutation du destin allemand. Or, seules une volonté et une capacité européennes, l'une et l'autre très fortes, permettraient aux Français de proposer à nos voisins d'outre-Rhin un destin politique et militaire qui nous soit commun.

Quelle politique  
arabe ?

Vers le Sud effervescent, nous n'avons, non plus, aucune volonté claire. Nous distribuons, aujourd'hui, en moyenne, cinq mille visas par jour à des ressortissants algériens pour qu'ils se rendent en France, où on ne les attend pas... Il y a plus d'enseignants marocains en France que de Français enseignants au Maroc. Nous accordons d'une façon automatique notre nationalité à un nombre croissant de personnes qui, culturellement, la refusent... On pourrait poursuivre cette litanie des incohérences françaises, que nous reprochons souvent ceux-là mêmes que nous croyons aider ou flatter.

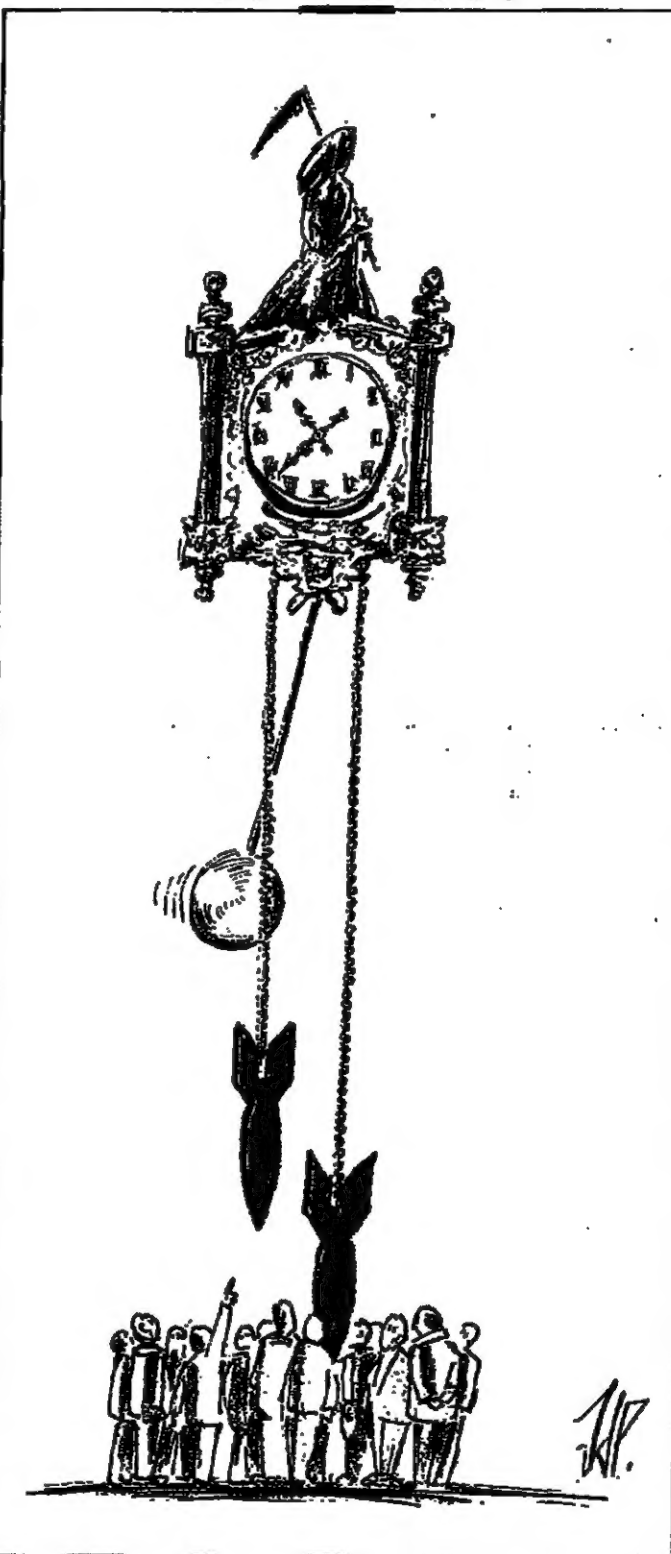
Si nous sommes à la veille d'un conflit armé avec l'un des principaux pays arabes, sur quelle politique pouvons-nous nous appuyer pour justifier ce conflit ? Quelles sont nos références de culture, de diplomatie, d'histoire ? Mais la question est encore plus simple : qui oserait aujourd'hui faire, sans complaisance, le bilan de la fameuse « politique arabe de la France » ? Un Institut du monde arabe qui s'échoue lentement dans l'indifférence, des soldats français devenus, dans une « drôle de guerre », les alliés de Syriens qui les haïssent, un général libanais caché - par nos soins - dans notre ambassade à Beyrouth, des Algériens qui s'enfoncent dans l'intégrisme, et, de temps en temps, Arafat qui s'arrête au Crillon dans la suite que vient de quitter Shamir...

Or la France a, bien entendu, une vocation à l'amitié et à la coopération avec le monde arabe.

On ne conjure pas la peur par le mensonge, fût-il d'omission, mais on la nourrit sûrement par l'impuissance. S'ils veulent réussir à être eux-mêmes, les Français d'aujourd'hui devraient avoir peur de leurs peurs.

► François Léotard, ancien président du Parti républicain, est député du Var, maire de Fréjus.

## TRAIT LIBRE



Irak

## Renverser Saddam Hussein

par Fakhri Karim

O N envisage de plus en plus nettement la guerre comme seule issue possible de la crise du Golfe, en négligeant le rôle que peut jouer l'opposition interne en Irak. Une telle omission ne laisse plus d'autre recours que la guerre dès lors que l'on croit pouvoir constater l'échec de l'embargo. Elle ignore les facteurs internes qui ont conduit Saddam Hussein à envahir le Koweït aujourd'hui comme naguère à déclarer la guerre contre l'Iran.

Economiquement, avant l'invasion du Koweït, Saddam Hussein était dans une impasse : les revenus nationaux - tirés pour l'essentiel du

pétrole, - ne représentaient qu'environ 60 % des besoins à couvrir. Encore ce chiffre est-il sous-estimé, compte tenu de l'ambition affichée par Saddam Hussein d'acquiescer une stature non seulement régionale, mais aussi mondiale. Le régime avait par ailleurs épuisé toutes les possibilités de rééchelonnement de la dette et se trouvait à court d'expédients, telle sa vaine tentative (au printemps 1990) de vendre aux Japonais pour 180 milliards de dollars une île riche en pétrole, l'île de Majoun.

Cette situation économique a eu des répercussions sociales importantes : l'accélération de l'inflation a entraîné une dégradation brutale du niveau de vie ; la montée du chômage, aggravée par la démobilisation des soldats après l'arrêt de la guerre contre l'Iran, s'est accompagnée d'un développement de la corruption et de la criminalité.

Dans un tel contexte, le sort de l'armée posait au régime irakien un problème insoluble : que faire de ce million d'hommes mobilisés depuis huit ans contre l'Iran ? Les rendre à la vie civile et ainsi saturer le marché du travail ? Les maintenir dans une institution militaire privée d'objectif ? Confrontés à la dégradation de la situation économique, les appels constituaient une menace potentielle sérieuse pour la stabilité du régime, comme l'ont montré les émeutes qui, à Bagdad, ont opposé plusieurs centaines de soldats aux forces de l'ordre les 17 et 18 juillet 1989 dans la gare routière d'Al-Nahda.

Enfin, malgré le recours aux armes du génocide, le problème kurde reste entier. Le régime suppose qu'il n'y a pas de solution sans restriction aux aspirations nationales démocratiques du peuple kurde, à l'évidence incompatibles avec la nature dictatoriale du régime. Quelle qu'ait pu être dans le passé la gravité des défaites militaires subies, le mouvement kurde a fait la preuve, à maintes reprises, de son extrême vitalité. Or son potentiel militaire est demeuré cette fois intact : retranché sur les frontières de l'Irak, il est prêt à intervenir de nouveau et fait peser sur le régime une menace constante.

Un projet  
démocratique

En dépit de la répression la plus barbare (liquidations physiques, tortures, recours aux armes chimiques, prise en otage des enfants d'opposants...), l'exigence démocratique demeure et offre la seule vraie réponse possible. Le vent de liberté qui a soufflé sur le monde, les soulèvements qui ont agité certains pays voisins, la montée de couches sociales nouvelles maintenues à l'écart des décisions, ont dans la période récente renforcé cette exigence, contraignant Saddam Hussein à imaginer des subterfuges. Ainsi a-t-il été amené, à la veille de l'invasion du Koweït, à proposer une nouvelle Constitution instaurant un prétendu pluralisme... dont se trouve de fait exclue toute l'opposition irakienne en vertu de dispositions interdisant l'activité politique de tout parti ou de tout individu qui n'a pas participé, apporté son soutien ou contribué à l'effort de guerre contre l'Iran.

Face à ces contradictions, Saddam Hussein était acculé à choisir entre deux options :

- Renoncer à une partie de ses pouvoirs absolus et permettre un semblant de démocratie : hypothèse inacceptable tant en raison de sa mégalomanie personnelle qu'en raison de la fragilité constitutive d'un régime qui ne repose que sur un homme ;

- Recourir à la fuite en avant dans l'aventure militaire en accaparant les richesses du Koweït pour résoudre la crise économique et différer les solutions politiques.

La faiblesse de l'opposition irakienne tient à la clandestinité contraignante qui lui est imposée, mais aussi à sa division. Se trompent cependant ceux qui ignorent la part essentielle que peut et doit prendre l'opposition dans le renversement du régime. La seule issue interne jusqu'ici retenue par les stratèges occidentaux, celle d'un putsch militaire, est jugée peu crédible, ce qui conduit nécessairement à opter pour une intervention militaire étrangère. Or c'est méconnaître les perspectives qu'ouvrirait - au sein de l'armée irakienne, voire dans le parti Baas - l'émergence d'une solution politique portée par une opposition, unifiée et renforcée par le soutien international.

Quelles que soient ses divisions, cette opposition - du Parti communiste irakien aux courants islamistes - est unanime dans sa volonté de renverser le régime. Cet objectif commun a conduit les forces qui la composent à intensifier depuis l'invasion du Koweït la réflexion commune, engagée depuis un an pour élargir leurs points de convergence et élaborer un projet démocratique. Les progrès réalisés dans cette voie sont sur le point de se concrétiser par la signature d'un accord de programme commun, par ailleurs de nature à rassurer ceux qui redoutent le « chaos de l'après-Saddam ».

Ainsi, même si le pari sur l'opposition paraît difficile et si l'issue qu'elle offre exige du temps, c'est le seul pari possible pour éviter la guerre aujourd'hui.

Faire le choix de la guerre, c'est contraindre le peuple irakien à se mobiliser contre l'agresseur étranger. C'est prendre le risque de déclencher des conflits incontrôlables susceptibles de déstabiliser la région au profit des forces obscurantistes montantes et réintroduire dans l'ordre international une logique d'affrontement. C'est prendre le risque d'une violence multiforme et généralisée qui n'épargnerait aucun des pays impliqués. C'est paradoxalement prendre le risque de renforcer durablement la dictature.

Pour éviter une telle catastrophe, la seule voie conforme aux intérêts des peuples de la région et du monde consiste à faire le choix d'une solution interne, ce qui suppose, entre autres : exiger le retrait des troupes irakiennes du Koweït et le retrait des forces étrangères du Golfe ; maintenir l'isolement politique de Saddam Hussein dans la communauté internationale ; appliquer les résolutions de l'ONU, concernant notamment l'embargo, sous réserve que la sanction atteigne le régime et non le peuple irakien.

► Fakhri Karim est membre du bureau politique du Parti communiste irakien.

INDEX  
Le Monde

Le Monde met à la disposition de ses lecteurs un index courant de toutes les informations qu'il publie. Grâce à ses multiples critères de classement, cet index donne à tous ceux qui cherchent, occasionnellement ou professionnellement, une voie d'accès aux faits et chiffres de l'actualité quotidienne ainsi qu'à leurs commentaires.

## S'abonner aux index analytiques officiels :

En vous abonnant à l'index du Monde, vous recevez un index par mois. En fin d'année, les index mensuels sont regroupés en un seul volume.

## Commander les index annuels déjà parus :

Vous pouvez aussi acquérir les index annuels publiés par « Research Publications » depuis trois ans :

1987 : 533 pages 1988 : 681 pages 1989 : 538 pages

Pour tous renseignements, veuillez contacter :

■ Pour la France, l'Espagne et l'Afrique francophone : DAWSON FRANCE, B.P. 40, 91121 Palaiseau cedex, France.

■ Pour tous les autres pays :



RESEARCH PUBLICATIONS,  
P.O. Box 45, Reading RG1 8 HF,  
Grande-Bretagne.

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Tél. : 281.311 F

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
520 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Impression  
du « Monde »  
12, r. M. Gendreau  
94852 IVRY CEDEX

Le Monde

PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans,  
directrice du développement  
5, rue de Montesson, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPLUS 206 136 F  
Tél. : 45-55-94-70 - Société filiale  
du journal Le Monde et Régie Presse 94.

Le Monde

TELEMATIQUE

Compétence 30-15 - Taper LEMONDE  
ou 30-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Taper LEMONDE

code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, BELGI, LUXEM.	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 580 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie

serieuse tarif sur demande.

Pour vous abonner,

renvoyer ce bulletin

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

SERVICE A DOMICILE :

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse déclinés en

provisoire : nos abonnés sont invi-

tés à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en

indiquant leur numéro d'abonné

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les

noms propres en capitales d'imprimerie.

PP-Paris 99



ALLEMAGNE : entretiens avec M. Erich Honecker

## L'ancien chef d'Etat de la RDA a la conscience tranquille

L'ancien chef du parti et de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, s'est longuement épanché, au cours du printemps 1990, devant deux amis de sa fille Sonia, les auteurs compositeurs de chansons Reinhold Andert et Wolfgang Herzberg. Ces derniers ont rassemblé les confidences du dirigeant déchu et de son épouse dans un livre publié par les éditions Aufbau intitulé *La chute : Honecker sous le feu croisé des questions*.

BONN

de notre correspondant

Selon l'ancien chef d'Etat de l'ex-RDA, sa chute, le 17 octobre 1989, est le résultat d'un « complot de grande envergure, dont les tireurs de ficelles se tiennent encore dans l'ombre ». L'écroulement des régimes communistes en Europe de l'Est n'est pas, à son avis, la consé-

quence de fautes ou d'erreurs commises par les partis communistes au pouvoir, mais de « la rupture de la solidarité internationale entre ces pays ». M. Erich Honecker a vu particulièrement aux dirigeants hongrois de l'époque d'avoir démantelé le rideau de fer à la frontière autrichienne « pour obtenir le crédit promis par le gouvernement de la RFA ». Pour le reste, il déclare avoir « la conscience tout à fait tranquille » et n'éprouve aucun remords lorsque l'on évoque devant lui les quelque deux cents victimes recensées du mur de Berlin et de la frontière interallemande. « Je souffre à la pensée de vingt-cinq de nos camarades lâchement assassinés le long de cette frontière », rétorque-t-il en faisant allusion aux vagues victimes d'échanges de coups de feu avec les gardes-frontière ouest-allemands qui tentaient de protéger la fuite de citoyens de la RDA.

M. Honecker se déclare également « profondément déçu » par l'attitude de ses anciens compa-

gnons du bureau politique du SED, qui, comme MM. Egon Krenz et Günter Schabowski, ont précipité sa chute en octobre 1989. Il est particulièrement choqué par l'attitude de l'ancien chef de la STASI, Erich Mielke, qu'il accuse d'avoir participé à ce complot sous l'influence de conseillers soviétiques : « Et moi qui croyais que c'était un ami ! », se lamente-t-il aujourd'hui.

Mandat d'arrêt

M. Honecker, soixante-dix-huit ans, se trouve actuellement en traitement à l'hôpital militaire soviétique de Berlin, près de Berlin, où il est entré le 3 décembre dernier pour soigner son hypertension artérielle. Cette hospitalisation coïncide avec le lancement, par le parquet de Berlin, d'un mandat d'arrêt pour « coups et blessures ayant entraîné la mort ». Cette inculpation s'appuie sur la découverte, dans les archives militaires est-allemandes, de procès-verbaux

datant de 1961, selon lesquels M. Honecker aurait déclaré que les gardes-frontière ayant fait usage de leurs armes pour arrêter les fuyards « devaient recevoir des louanges ».

Le gouvernement allemand fait pression, pour l'instant sans succès, sur les autorités soviétiques pour que M. Honecker soit remis à la justice de son pays ou que tout au moins un médecin mandaté par le parquet de Berlin puisse constater que son état de santé est incompatible avec une incarcération.

Il semble néanmoins juridiquement difficile aux magistrats allemands de pouvoir obtenir une condamnation d'Erich Honecker pour des faits en relation avec l'ordre de tir donné par le pouvoir aux vagues du mur de Berlin. Le traité d'unification entre la RDA et la RFA stipule en effet que les crimes et délits commis sur le territoire de l'ex-RDA jusqu'à la date de son unification doivent être jugés selon les lois en vigueur dans cette partie du pays à la date où ils ont été commis.

L. R.

## Les atouts de la démocratie allemande

Suite de la première page.

« Cette bonne santé de notre démocratie est d'autant plus remarquable que ses formes nous ont été imposées par les alliés en 1945 », nous confiait récemment le président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, qui ajoutait avec ironie que « les Anglo-Saxons ont imposé un système proportionnel pour les élections qu'ils ne pratiquent pas chez eux, et les Français centraliser une décentralisation très poussée ». Pour la première fois de leur histoire, les Allemands aiment une démocratie dont ils n'ont pas défini eux-mêmes les cadres, à l'exception de la Loi fondamentale qui fait office de Constitution. Ils en font même l'élément central de leur patriotisme, ce qui le rend acceptable par des voisins et partenaires vite soupçonneux devant les manifestations de chauvinisme germanique.

Lorsque l'on cherche à comprendre pourquoi le système fonctionne en Allemagne à la satisfaction quasi générale, il est inutile d'aller chercher dans les profondeurs de la psychologie des peuples ou dans l'armoire aux clichés pour mettre par état de fait sur le compte de l'esprit de discipline innée ou du respect héréditaire de toute autorité dont serait pourvu chaque Allemand dès sa naissance. En procédant à une sorte d'« audit » de la démocratie d'outre-Rhin, on s'aperçoit que nos voisins, pas plus dans ce domaine que dans celui de l'économie, ne disposent d'une quelconque potion magique dont la formule secrète serait inaccessible aux autres.

Ne s'appuyant pas sur une tradition pluriséculaire, les éléments constitutifs de la démocratie allemande s'assemblent en une sorte de patchwork empruntant des pièces aux systèmes anglo-saxon ou français, que les juristes et politiciens allemands ont astucieusement bricolé pour les adapter aux conditions et à la mentalité de leur pays. On s'aperçoit ainsi qu'avec quelques recettes simples on peut préserver le système parlementaire des défauts qui minent la confiance des citoyens dans leurs Assemblées et dans leurs députés.

L'absentéisme parlementaire combattu

L'adoption d'un système électoral mixte, où la proportionnelle établit le rapport de forces entre les partis à l'échelle nationale, et où le scrutin uninominal permet le choix de la moitié des députés au suffrage direct, a pour avantage de faire coexister au Bundestag des députés liés au terroir et d'autres, élus à partir de listes établies par les partis, qui peuvent se consacrer au traitement des grands sujets de politique intérieure ou extérieure sans avoir à se soucier de « travailler » une circonscription. Jamais un homme politique de grande envergure ne court le risque d'être battu pour de sombres histoires de quotas laitiers ou de bouillottes de cru.

L'absentéisme parlementaire est efficacement combattu par deux règles simples : une stricte limitation du cumul des mandats, qui ne tolère de compatibilité qu'entre les fonctions de maire et de député au Bundestag, un cumul au demeurant exceptionnel puisque les députés qui sont maires peuvent se compter sur les doigts d'une main, et l'obligation

du vote personnel de toutes les lois. Une absence non excusée lors d'un scrutin se traduit par une amende dont le montant augmente en cas de récidive.

La classe politique allemande n'échappe pas aux « faiblesses » qu'une presse particulièrement vigilante ne manque pas de dénoncer. La plus rentable d'entre elles, l'affaire Flick, qui éclata en 1984, mettait en cause plusieurs hommes politiques de premier plan accusés d'avoir illégalement reçu des subides pour leur parti du groupe financier de Friedrich Karl Flick. Le discrédit qu'elles peuvent causer à l'ensemble du corps politique est cependant limité par le traitement même qui est appliqué à ces affaires.

Le seuil à partir duquel le politicien, quel que soit son rang, se sent contraint à la démission est notablement plus bas que dans d'autres pays : ainsi, le comte Lambdorff, ministre de l'économie, a dû quitter son poste en 1984 pour quelques millions d'anciens francs récoltés illégalement auprès du groupe Flick dans le cadre de ses fonctions de trésorier du Parti libéral démocrate.

Plus récemment, le ministre de l'Intérieur de Hesse, M. Grottel (CDU), s'est vu contraint de se retirer pour avoir cité, au cours d'un débat au Landtag, un procès-verbal d'écoutes téléphoniques. A l'occasion de la démission de ses fonctions gouvernementales et dans la CDU de l'ancien premier ministre est-allemand, Lothar de Maizière, soupçonné d'avoir collaboré avec la STASI, on a même pu entendre quelques voix qui déploreraient que pour les hommes politiques la charge de la preuve soit inversée : pour pouvoir survivre politique-

ment, ils doivent apporter la preuve de leur innocence. A cela s'ajoute la mise en place de commissions d'enquêtes parlementaires dont les travaux ne se perdent jamais dans les sables, dont les débats sont publics, sauf rares exceptions, et qui disposent de larges pouvoirs d'audition.

La « culture des associations »

Ainsi, le chancelier Kohl a-t-il été appelé à comparaître dans le cadre de la commission d'enquête sur l'affaire Flick, et le ministre de la défense Gerhard Stoltenberg devant celle mise en place pour éclaircir un scandale d'exportation illégale de technologie militaire à l'Afrique du Sud.

La considération dont jouissent les partis politiques est un autre facteur du bon fonctionnement du système démocratique en Allemagne. Ils possèdent certes de la monnaie de l'individualisme, du déclin des solidarités traditionnelles qui atteignent la société allemande au même titre que ses homologues européennes, mais l'effet de ces tendances se fait plus lentement sentir ici qu'ailleurs.

Les deux grands partis qui animent la vie politique allemande, la CDU et le SPD, restent des partis de masse, avec plus de six cent mille adhérents pour la première et plus de neuf cent mille pour le second. Il faut partie de cette « Verwurzelung », cette « culture des associations » qui anime la vie sociale et culturelle d'un bout à l'autre du territoire.

Il est un autre aspect moins connu, mais tout aussi essentiel, du fonctionnement des partis politiques qui leur assure un crédit notable dans la « société civile ». Ils apportent une contribution non négligeable à la formation des élites du pays, que ce soit par le biais de leurs fondations, richement dotées par les pouvoirs publics, ou par les hommes issus de leurs rangs qui accèdent à des fonctions élevées de l'appareil d'Etat ou de l'économie.

BELGIQUE

## Adoption d'un plan de restructuration de l'armée

BRUXELLES

de notre correspondant

Alors que dans un message adressé à la nation, lundi 24 décembre, le roi Baudouin assurait que « le désarmement devrait permettre, à moyen terme, de réorienter des ressources importantes vers la lutte contre la pauvreté », un conseil de cabinet réuni le même jour à Bruxelles a décidé un élargissement progressif des dépenses de défense.

Les ministres ont, en effet, adopté un plan de restructuration de l'armée, étudié depuis plusieurs mois par l'état-major, sans le modifier substantiellement. En cinq ans, le service militaire sera ramené par paliers de douze à huit mois. Les effectifs passeront par étapes de 82 000 à 66 000 hommes. Les forces belges stationnées en Allemagne seront réduites de 22 000 actuellement à 3 500 fin 1993. Ce qui va poser de sérieux problèmes de reconversion.

Selon les calculs de l'OTAN, la Belgique consacre 2,5 % de son produit intérieur brut à la défense. En 1990, seulement 13,7 % des dépenses militaires profitaient à l'équipement et aux infrastructures, l'essentiel étant constitué par

les dépenses en personnel et en fonctionnement. La nouvelle politique sera de consacrer plus d'argent à la modernisation, y compris au sein des forces terrestres dont les réductions d'effectifs seront les plus sensibles. Pour ne pas amoindrir ses capacités technologiques, l'armée gardera ses militaires de carrière, la diminution de leur nombre résultant seulement des départs naturels à la retraite.

Plutôt que de songer à liquider leur armée, les Belges réfléchissent surtout à leur avenir dans le cadre d'une défense européenne. Lors de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, le 17 décembre, ils ont suggéré qu'il y ait un jour une armée européenne « comme il y aura une monnaie commune, l'euro ».

Dans un « projet » récemment proposé à ses militants, le Parti socialiste francophone, un des piliers de la coalition gouvernementale, présente la défense comme « une des importantes compétences qui devraient être exercées au niveau supranational, avec la monnaie, la fiscalité, l'environnement et le soutien aux technologies de pointe ».

JEAN DE LA GUERIVIERE

POLOGNE

## Reprise du dialogue entre M. Walesa et M. Mazowiecki

M. Lech Walesa a reçu, jeudi 27 décembre, le premier ministre démissionnaire M. Tadeusz Mazowiecki, son rival malheureux à l'élection présidentielle, pour l'exhorter à demeurer à son poste. L'entrevue « de plus d'une heure », au palais du Belvédère (siège de la présidence), la première entre les deux hommes depuis l'investiture du président de la République, « n'a apporté aucun résultat concret », a dit M. Walesa, précisant, selon l'agence PAP, qu'ils allaient « se revoir dans un ou deux jours ».

M. Mazowiecki, en sa qualité de premier ministre expédiant les affaires courantes, a affirmé qu'il s'agissait d'un « entretien préliminaire ». Le gouvernement devait se

réunir, vendredi 28 décembre, pour discuter de la réponse à apporter à la proposition du président. Aux termes de la Constitution, M. Walesa doit proposer le nom d'un premier ministre aux députés le 4 janvier. Selon la Radio polonaise, le candidat le plus sérieux est Jan Krzysztof Bielecki, trente-neuf ans, député et homme d'affaires, l'un des leaders des libéraux de Gdansk. Il avait refusé le poste la semaine dernière, mais, selon l'agence PAP, il a rencontré Lech Walesa à plusieurs reprises jeudi. D'après une source gouvernementale, il s'est également entretenu avec le ministre des finances, M. Leszek Balcerowicz. (Reuters, AFP.)

## Une lettre d'information sur le Sud-Est européen

La relance en 1990, à la faveur de l'affondrement du système communiste, de l'Association française pour le développement de l'étude pour le développement de l'étude du Sud-Est européen (ADESEE, le Monde du 17 avril 1990) s'est concrétisée, à la fin de l'année, par la publication du premier numéro d'une lettre d'information trimestrielle, *Sud-Est Express*.

Parrainée en particulier par M. René Rémon, président de la Fondation nationale des sciences politiques, animée notamment par l'ambassadeur Jean-Marie Le Breton et par M. Jacques Fauve, ancien conseiller culturel, l'ADESEE se propose de faire mieux connaître en France et dans le reste du monde francophone les pays du Sud-Est européen (Albanie, Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie, Turquie, Yougoslavie).

Tous les trois mois, une « Lettre » d'une cinquantaine de pages étudiera désormais une des sept situations de la zone ou un de leurs aspects. La lettre n° 1, qui ne com-

porte qu'une quinzaine de pages, est consacrée à la Roumanie et à la francophonie dans le Sud-Est européen. On y relève qu'au sixième congrès international d'études sur le Sud-Est européen, qui a réuni mille deux cent quatre-vingt-dix participants de la région à Sofia, en 1989, sur huit cent vingt-deux interventions, trois cent vingt se firent en français, deux cent trente-neuf en anglais. L'ADESEE plaide pour que ce capital linguistique francophone ne soit pas laissé en friche maintenant que la France a les coudées culturelles plus franches dans cette partie longtemps fermée de l'Europe.

J.-P. P.-H.

► Lettre trimestrielle *Sud-Est Express*, abonnements : 270 F par an (1 000 F pour les institutions ou entreprises), 2, rue Emile-Faguet, 75014 Paris. Tél : (1) 45-39-64-73.

EN BREF

■ IRLANDE DU NORD : fin de la trêve de Noël. — Un policier a été légèrement blessé, jeudi 27 décembre, à Belfast, lors de l'explosion d'un engin lancé contre le commissariat de Mountpottinger. Il s'agit du deuxième acte de violence depuis la fin de la trêve de trois jours décrétée par l'IRA à l'occasion de Noël. Vingt minutes seulement après la fin de cette trêve, un groupe de sept hommes armés avait ouvert le feu sur un poste de contrôle routier à la frontière avec la République d'Irlande, blessant deux automobilistes civils. (AFP.)

■ RWANDA : procès de trente-deux rebelles. — Trente-deux rebelles rwandais et ressortissants ougandais devaient comparaître, vendredi 28 décembre, devant un tribunal de Kigali, a annoncé jeudi la radio d'Etat. D'autre part, les troupes régulières ont tué cinq cent

quarante rebelles, lors d'affrontements dans le district de Byumba (nord-est). (AFP.)

■ TURQUIE : la grève générale du 3 janvier déclarée illégale. — Le gouvernement turc a déclaré illégale la grève générale prévue pour le 3 janvier. Cent cinquante mille travailleurs ont actuellement cessé le travail pour réclamer une amélioration de leur condition et une augmentation de salaire. Ce mouvement est le plus important de l'histoire syndicale turque.

■ Message de M. Gorbatchev à M. Bush. — Le président George Bush a annoncé jeudi 27 décembre avoir reçu un message du président Gorbatchev à l'occasion d'un entretien d'une demi-heure avec l'ambassadeur soviétique Alexandre Bessmertnykh. M. Bush s'est refusé à donner la teneur du message.

## Vivre en Tsar est un art.



Van Clee



## EUROPE

URSS : le Congrès accepte à l'arraché M. Ianaev comme vice-président

## M. Eltsine lance la « guerre des budgets »

Le Congrès des députés du peuple a achevé ses travaux jeudi soir 27 décembre dans l'épuisement et la confusion. Si M. Gorbatchev a réussi à imposer l'élection - au second tour - de son candidat à la vice-présidence, la décision de la Fédération de Russie de réduire de 80 % sa contribution au budget de l'Union laisse l'URSS sans loi de finances à trois jours de l'ouverture de l'exercice 1991.

## MOSCOU

de notre correspondant

Le quatrième Congrès des députés soviétiques est sur le point de se terminer, jeudi soir 27 décembre, quand M. Gorbatchev monte à la tribune. L'air sombre, défilé la Pravda et apostrophe l'Assemblée : « C'est plus que la guerre des lois (...) on court à la destruction du pays. »

Le constat est presque devenu banal, mais cette fois le défi à une autre dimension. Ce qui met en rage le président, c'est tout simplement le dernier pied de nez de son rival Boris Eltsine, le président de la Fédération de Russie. Pendant que le Congrès s'apprête à voter un renforcement des pouvoirs du président, le Soviet suprême de Russie votait en catimini le budget 1991 de la principale république soviétique. Il contient une bombe : la réduction de plus de 80 % de la contribution russe au budget soviétique. Elle passe en 1991 à 23,4 milliards de roubles. Une catastrophe pour M. Gorbatchev, alors que la Russie assure à elle seule plus de la moitié des recettes de l'Etat soviétique ; ces recettes vien-

nent pour 90 % des trois républiques slaves (Russie, Ukraine et Biélorussie), sur les quinze que compte l'Union.

Le budget soviétique n'a toujours pas été voté. Présenté le 26 novembre, il ne concernait que les activités relevant de l'Etat fédéral, dont les recettes devaient atteindre 248 milliards de roubles. Près de la moitié du budget était laissé aux républiques. Mais le Parlement en est resté là, faute de nouveau traité de l'Union devant définir notamment la part des recettes revenant aux républiques, ainsi que la part leur revenant de leurs richesses naturelles.

## La réunion de l'infarctus

Mikhaïl Gorbatchev s'est bien gardé de porter un tel débat devant le Congrès, lui a seulement demandé un vote de principe sur « le concept » de traité de l'Union, c'est-à-dire rien. Il a aussi obtenu une résolution sur la nécessité d'un accord temporaire devant être passé au

Conseil de la fédération pour faire fonctionner l'économie l'année prochaine.

Le Conseil s'était réuni mercredi soir. Après quatre heures de querelles, un accord a été trouvé pour les produits alimentaires, l'Ukraine refusant néanmoins d'assurer des livraisons de viande aux autres républiques. Trois quarts des contrats entre entreprises de cette année étaient renouvelés à ce moment-là, mais la question des budgets n'était pas réglée. Le premier ministre Nikolai Rykov était rentré fourbu de cette réunion, dans la nuit il était victime d'une attaque cardiaque. Les médecins parlent maintenant d'un « infarctus » d'au moins un mois.

Valentin Pavlov, le ministre des finances soviétiques, a fait jeudi à la tribune du Congrès le compte rendu de l'échec des négociations qui ont suivi en commission. M. Gorbatchev a exigé des explications des dirigeants russes. Encore fallait-il les trouver. Boris Eltsine, une fois la mèche de la bombe allumée, est parti dans la nuit de mercredi à jeudi le

plus loin possible, en Yakoutie, au fin fond de la Sibirie. Il compte y rester jusqu'au 30 janvier à visiter les mines de diamant, tout un symbole. On ne pourra pas en tout cas l'accuser de fuir au soleil, la température approchant là-bas les moins quarrante.

## Scrutin peu glorieux

Nicolas Silaïev, le premier ministre russe, était tout aussi introuvable que son président et M. Gorbatchev a dû se contenter de Mikhaïl Botcharov, un simple conseiller économique de Boris Eltsine, venant expliquer que les Russes voulaient d'abord savoir ce que l'Etat comptait faire de leur argent avant d'accepter de payer.

« Toute l'économie sera détruite dans deux ou trois mois et le peuple sera dans la rue », a tempêté le président. « J'aurais selon les lois de l'Union, celles-là personne ne peut les changer, j'aurais comme président », a-t-il menacé.

Il venait de se battre pendant dix jours dans cette quatrième session du Congrès des députés qui s'est achevée jeudi pour réformer une fois de plus l'exécutif, obtenir des pouvoirs légaux pour le chef de l'Etat supérieur à ceux de tous ses prédécesseurs soviétiques. Il a essayé plusieurs camouflages, le principal étant la démission d'Edouard Chevardnadze et le dernier, la difficile élection de son « bras droit » Guennadi Ianaev, obtenu dans un peu glorieux deuxième tour de scrutin.

Ces revers paraissent pourtant dérisoires face au défi qui l'attendait maintenant. Tout ne fait en effet que commencer avec le spectre de la banqueroute pour l'Union Soviétique.

(Inédit.)

## Le nouveau pouvoir exécutif

La réforme de la Constitution soviétique, que le Congrès des députés a approuvée au cours de sa session, accorde un contrôle total de l'exécutif à M. Gorbatchev et instaure un véritable système présidentiel. Le nouveau pouvoir exécutif est composé du président, du vice-président, du conseil de la Fédération, du cabinet des ministres et de deux organes de contrôle : la Chambre de contrôle, chargée de la surveillance du budget et des questions de propriété au niveau fédéral, et la Cour suprême d'arbitrage, qui contrôle notamment l'application des lois et des décrets présidentiels.

Le vice-président, qui fait son apparition dans la Constitution soviétique, est élu en même temps que le président, et sur sa proposition. M. Gorbatchev avait été élu en mars dernier par le Congrès des députés pour cinq ans, la réélection devant se faire au suffrage universel.

Le gouvernement, qui s'appelle désormais cabinet des ministres, est responsable à la fois devant le Parlement et le président. Il comprend un premier ministre, dont la candidature est présentée par le président, et approuvée par le Parlement, des adjoints au premier ministre et des ministres.

Les Premiers ministres des quinze républiques soviétiques peuvent participer à ses travaux. Théoriquement, les membres du cabinet peuvent, à la majorité des deux tiers, contraindre le président à signer un décret.

Doté jusque-là de simples fonctions consultatives, le conseil de la Fédération devient un organe exécutif à part entière, destiné à coordonner les politiques du gouvernement central et des républiques, et faire des recommandations pour le règlement des conflits ethniques.

Le nouveau conseil de la Fédération est composé du vice-président de l'Union et des présidents de l'exécutif ou du parlement des quinze républiques fédérées et des vingt républiques autonomes. Il prend ses décisions à la majorité des deux tiers.

## Un Conseil de sécurité sur le modèle américain

Un Conseil de sécurité, inspiré du système américain et composé notamment des chefs des armées, du KGB et des ministres de l'Intérieur et des affaires étrangères, assure le maintien de la sécurité nationale, économique et écologique, sous le contrôle du président. Il est aussi chargé des catastrophes naturelles.

Le Parlement peut provoquer la démission du gouvernement par un vote de défiance, pour lequel la majorité des deux tiers du total des membres du Soviet suprême est nécessaire. (AFP, Reuters.)

## Quatre attentats en Lettonie

Quatre nouveaux attentats à l'explosif ont été commis à Riga, capitale de la Lettonie, près d'un jardin d'enfants, d'un hôpital, d'une maison et d'une école pour les Russes, a annoncé jeudi 27 décembre l'agence Baltic News Service. Il n'y a pas eu de victimes, comme pour les dix autres attentats qui se sont produits à Riga depuis le 5 décembre, visant des bâtiments du Parti communiste, de l'armée ou du KGB.

Selon un porte-parole du Parle-

ment letton, « il s'agit d'un programme de déstabilisation » devant permettre à la commission d'enquête sur la situation dans les républiques baltes, mise en place mercredi par le Congrès des députés à Moscou, de préconiser « l'introduction des pouvoirs présidentiels en Lettonie ». C'est dans cette république, où les Russes forment près de la moitié de la population, que les tensions sont les plus vives entre l'armée et les habitants de souche. (AFP.)

## La crise de la Fédération tchécoslovaque

Dérive yougoslave ou modèle de solution pour l'Europe post-communiste ?

L'exemple de la Slovaquie, qui vient de prouver avec éclat sa volonté de quitter la Yougoslavie, sera-t-il suivi par la Slovaquie, dont les velléités de divorce avec le « grand frère » tchèque ont provoqué en décembre une nouvelle crise, certes surmontée, mais dont chacun s'accorde à reconnaître qu'elle ne sera pas la dernière ? Beaucoup de facteurs plaident contre, mais à entendre des Slovaques comme le président de leur Parlement, l'ex-dissident catholique Frantisek Miklosko, c'est un processus bien engagé.

## BRATISLAVA

de notre envoyée spéciale

« Les mouvements de désintégration en URSS et en Yougoslavie influent fortement sur les consciences chez nous, et il ne faut pas sous-estimer l'effet qu'aurait l'indépendance de la Slovaquie. Je peux très bien imaginer que l'Occident, placé devant le fait accompli de la désintégration yougoslave, renonce à son hostilité envers tout redéveloppement des frontières dans l'Europe ex-communiste. Les Slovaques nous ont dit en septembre que l'avis de l'Occident ne leur fait pas peur et qu'ils seront indépendants en décembre », déclare M. Miklosko. Pour les Slovaques, affirme-t-il cependant, « il n'est pas question de tracer une frontière avec les Tchèques », mais de trouver un nouveau modèle « entre la sécession impossible et l'état actuel ».

Or, l'état actuel est déjà, en puissance, une fédération d'un type lâche, avec le vote le 12 décembre à Prague d'une loi sur le partage des compétences entre gouvernement fédéral et chacun des gouvernements tchèque et slovaque. Cette loi, qui a provisoirement calmé les passions slovaques, est l'équivalent de la « traite d'union » que M. Mikhaïl Gorbatchev ne parvient pas à imposer à ses quinze Républiques.

Mais M. Vaclav Havel, qui a pourtant la chance d'être président de deux nations seulement et toutes deux slaves, n'a obtenu son adoption qu'au prix d'un engagement personnel, d'un discours de fermeté qu'il n'avait encore jamais tenu. Cela lui a encore fait perdre de sa popularité en Slovaquie, où elle avait déjà chuté à 43 points après 75 en juillet, alors qu'elle s'est sans doute encore renforcée parmi les Tchèques, chez qui elle n'avait pas baissé. Le discours télévisé qu'il a tenu devant le Parle-

ment fédéral a montré que son charisme jouait encore pour animer les nouveaux gouvernements à la raison, mais aussi qu'il lui faudra sans doute placer la barre plus haut à chacune des crises à venir.

La première avait abouti le 20 avril à rebaptiser la « Tchécoslovaquie » en « République fédérative tchèque et slovaque ». Mais l'ancien nom est celui que l'étranger continue à utiliser couramment, quand il ne l'abrége pas en supprimant l'appendice slovaque.

## La question d'un référendum

La frustration des Slovaques est donc restée entière, alors qu'ils sont avant tout en quête de reconnaissance internationale, d'une « entrée en Europe comme sujets », disent-ils pour ne pas prononcer le mot d'indépendance. Le Parlement slovaque, poussé par la montée de partis indépendantistes, s'est mis alors à voter ses propres lois, pour concrétiser l'égalité des deux peuples, alors que les Tchèques, deux fois plus nombreux que les Slovaques, tendent à considérer ces derniers comme une « minorité nationale ». Et il est vite apparu que si l'on voulait éviter que ne s'installe un chaos légal à la soviétique, il fallait négocier les premières répartitions de compétences, sans attendre l'élaboration de trois nouvelles Constitutions - celle de la Fédération et des deux Républiques.

La loi adoptée à l'issue de six mois de négociations ardues (elle modifie plus de deux cents articles de la Constitution de 1968) donne

à Prague les pouvoirs minimums nécessaires, à la sauvegarde d'une fédération : défense, affaires étrangères, émission monétaire et quelques impôts fédéraux directs dans les deux Républiques, le budget étant très largement décentralisé. Les Slovaques voulaient leur propre banque d'émission et avaient été tout de suite critiqués « relations extérieures ».

Mais de nombreux problèmes restent en suspens devraient resurgir bien avant l'impasse finale, attendue au moment de l'adoption des trois Constitutions fin 1991. Il reste ainsi à prendre des décisions urgentes sur les médias d'Etat, sur la mise à plat de circuits financiers d'une économie totalement inbriguée et sur les pouvoirs du président fédéral, qui restent très flous.

M. Havel avait demandé, dans son discours, qu'il soit clair, notamment au droit de déclarer l'état d'urgence. Une démarche logique au moment où la fédération en crise s'apprête en plus à affronter les tempêtes du passage à l'économie de marché, mais qui a été tout de suite critiquée. Le débat sur ce point a été reporté, les députés retenant en revanche deux autres propositions présidentielles, la création d'une Cour constitutionnelle et l'élaboration de procédures de référendum.

La question d'un scrutin sur le maintien ou non d'un Etat fédéral est ainsi ouvertement posée. Certains, comme M. Miklosko, prêtent à M. Havel l'intention d'en organiser un le plus vite possible, sachant que les Slovaques y étaient encore favorables cet été à plus de 70 %, selon les sondages. Le Parti national slovaque (SNS), indépendantiste, reconnaît à contrario de telles

estimations en déclarant qu'il est « encore trop tôt » pour organiser un référendum en Slovaquie.

Mais il est troublant de voir des personnalités slovaques qui n'ont peut-être pas conscience d'indépendantisme se prononcer aussi, mais pour des motifs opposés, contre un tel scrutin. C'est le cas du maire de Kosice, deuxième ville de Slovaquie et centre de sa partie orientale, où l'on s'est toujours mieux entendu avec Prague, la capitale fédérale et tchèque mais lointaine, qu'avec Bratislava, la sous-capitale slovaque et rivale.

## Le cheval nationaliste

« Le simple fait de poser la question de l'indépendance de la fédération, c'est déjà un danger, qui peut être exploité par nos adversaires », déclare ainsi M. Jan Kopnický. Pour ce catholique du mouvement Public contre la violence (VPN), allié du Forum civique tchèque avec lequel il partage le pouvoir, les adversaires ne sont pas tant les indépendantistes mal implantés dans l'Est slovaque, que le Parti communiste, qui a refusé en son nom ou en celui de candidats « indépendants », le plus grand nombre de maires en Slovaquie aux élections locales de novembre.

M. Kopnický, l'air désespéré dans son grand bureau vide, se plaint de son appareil resté communiste qui lui « cache » les informations dont il a besoin et bloque ses décisions. Et il voit déjà une alliance entre les indépendantistes et des communistes. Les premiers affirment faire la différence entre

« communistes et bolcheviks », alors que le nouveau chef fédéral du PC, le Slovaque Pavel Kanis, nous a déclaré que le SNS, le parti indépendantiste, « comportait indiscutablement une aile démocratique ».

Ces appels au pied au courant indépendantiste ne sont pas le propre des communistes, anxieux de sortir de leur état « d'antichambre ». C'est aussi la stratégie du parti chrétien-démocrate (KDH), arrivé second aux législatives en juin dernier, le VPN, mais qui l'a surpassé lors des élections locales six mois plus tard.

Entretiens, le KDH, dirigé par les frères Carnogursky - dont le père est un chanteur de la République slovaque indépendante « chrétien-fasciste » du temps de la guerre - est devenu presque ouvertement indépendantiste, en déclarant que la question nationale est plus importante pour la Slovaquie que la réforme économique, les investissements étrangers ou l'intégration aux organisations internationales. L'indépendance « immédiate », ajoute-t-il cependant, n'est pas possible.

Le succès du KDH compense fortement, dans ces conditions, la défaite essuyée aux élections locales par les indépendantistes déclarés du SNS. Alors que tous prédisaient leur chute, après les manifestations bruyantes et parfois un peu violentes qu'ils ont organisées devant le Parlement slovaque, ils n'ont finalement recueilli que 4 % des voix, contre 14 en juin aux législatives. Mais alors qu'en juin ils avaient une liste nationale, en novembre aux élections locales ils ne présentaient que des candidats dans un quart du nombre des communes.

La dernière raison, plus inquiétante, de ne pas les sous-estimer est qu'ils ont emporté une mairie comme celle de la banlieue de Bratislava sur la rive droite du Danube, une ville champignon dont les HLM ont poussé en quinze ans pour en faire la seconde agglomération de Slovaquie en nombre d'habitants. C'est là qu'on vit le plus mal, avec la plus forte hausse de la criminalité. Les futures victimes du passage au marché se tourneront-elles aussi, en Slovaquie, vers le SNS, qui agresse son programme d'antisémitisme et de hémophilie la plus franche envers les fortes minorités hongroise et tzigane, concentrées en Slovaquie ?

On peut comprendre alors que M. Vaclav Havel puisse hésiter sur la question du référendum, d'autant plus qu'une réaction de rejet des Slovaques de la part des Tchèques n'est pas à exclure. En Slovaquie, le président du Parlement, M. Miklosko, refuse aussi un référendum « tant que l'on ne sait pas ce qu'il nous est proposé ». Il est pour-

tant membre de la direction du VPN, le parti slovaque censé soutenir le plus fortement l'idée de fédération. Or le VPN semble presque aussi divisé sur la question nationale que l'est le Forum civique tchèque sur celle des réformes économiques.

Le nouvel homme fort de Slovaquie, le très populaire premier ministre Vladimir Meciar, également du VPN, n'hésite pas, à l'occasion, à enfourcher le cheval nationaliste. « Toute idée d'un Etat tchécoslovaque unitaire est dépassée », nous a-t-il affirmé, en dénonçant avec force une autre idée du président Havel : celle de diviser l'Etat en cinq régions et non pas seulement en deux Républiques. Visant à dissoudre le nationalisme slovaque, elle s'appuie sur les mouvements autonomistes montants de Moravie et de Silésie en région tchèque, ainsi que sur les Slovaques de l'Est, tel le maire de Kosice.

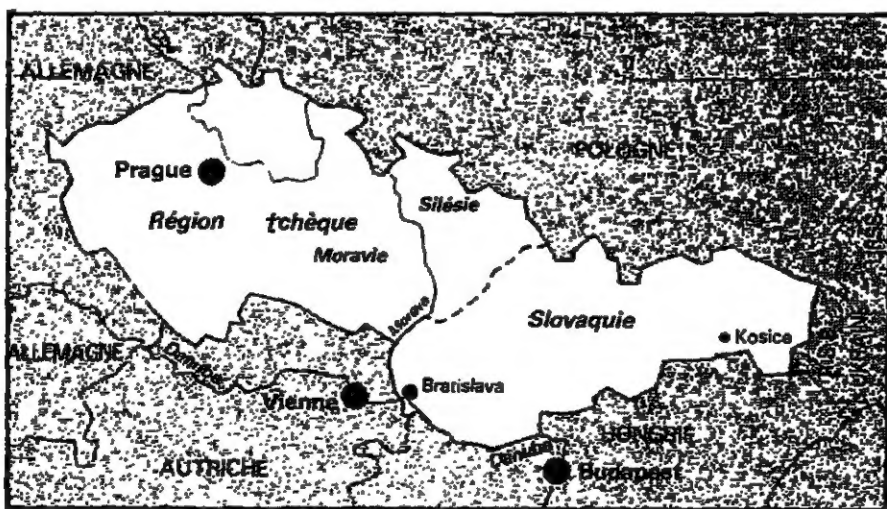
Il reste en effet des « tchécoslovaquistes » optimistes, qui pensent que l'agitation séparatiste sera dépassée par les contradictions entre Slovaques, par la leçon de réalisme que doivent donner aux dirigeants slovaques leurs nouvelles responsabilités économiques, ou par la peur, toujours éprouvée, que Budapest ne « veuille un jour venir « protéger » les Hongrois qui habitent de façon compacte dans le sud de la Slovaquie. Sans parler des complexes problèmes de minorité à la frontière ukrainienne de la Slovaquie.

Parmi ces optimistes, le ministre de la justice slovaque, M. Ladislav Kostka, un francophone qui affirme qu'aucune des trois futures Constitutions ne contredira l'autre parce qu'elles sont élaborées en coordination, et en « contact quotidien avec des juristes français ». Tous les fédéralistes soulignent en outre que la crise de décembre a permis de roder des mécanismes de conciliation.

Pour qu'ils fonctionnent encore, il suffit que les Tchèques comprennent qu'il ne sert à rien de tenter de renier les Slovaques par la force, estime un dirigeant du Forum civique, M. Jan Sokol, un des rares Tchèques à admettre que ces derniers ont une vision biaisée du problème.

Il reste à M. Vaclav Havel à donner à l'Europe de l'Est, qui en a bien besoin, l'exemple d'une issue heureuse à un problème national. Plus qu'un autre, il en a les moyens. Et il fut celui qui le premier avait osé demander aux Tchèques d'en finir avec leur condescendance et aux Slovaques de ne pas écouter les démagogues.

SOPHIE SHIHAB





## PROCHE-ORIENT

### La crise du Golfe

#### M. Bush réitère son refus d'un compromis avec M. Saddam Hussein

Le président George Bush a réaffirmé avec force, jeudi 27 décembre, son refus de toute concession à l'Irak, n'écarter toutefois pas la possibilité d'une solution diplomatique à la crise du Golfe.

« Pas de compromis sur quoi que ce soit », a-t-il déclaré au cours d'une brève conférence de presse donnée dans les jardins de la Maison Blanche alors qu'il regagnait sa résidence de vacances de Camp David après avoir passé la matinée à Washington.

« Il n'y aura pas de compromis avec cet homme », a-t-il dit avec insistance, rappelant que M. Saddam Hussein continuait à considérer le Koweït, envahi le 2 août dernier, comme la 19<sup>e</sup> province de l'Irak.

Le président américain a, cependant, émis l'espoir qu'une solution diplomatique puisse être trouvée, tout en indiquant qu'il n'y avait « pas de progrès » dans la recherche d'un accord sur les dates pour la venue à Washington du ministre irakien

des affaires étrangères Tarek Aziz et l'envoi à Bagdad du secrétaire d'Etat James Baker.

M. Bush s'est, en outre, inscrit en faux contre les informations selon lesquelles l'état de préparation des troupes américaines dans le Golfe serait insuffisant pour lancer une offensive aussitôt après le 15 janvier.

« Le rapport que j'ai eu de Dick Cheney et de Colin Powell était très différent de ce que j'ai lu », a-t-il dit en référence aux entretiens qu'il a eus lundi avec son secrétaire à la défense et le chef d'état-major interarmes, à leur retour d'Arabie saoudite.

#### Mobilisation jordanienne

La coalition formée contre l'Irak reste déterminée à ce que M. Saddam Hussein respecte entièrement les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, a poursuivi M. Bush. « J'espère encore qu'il comprendra le message », a-t-il dit.

Sur le terrain, les Jordaniens ont renforcé leur dispositif militaire le long de leur frontière avec Israël, de crainte que l'Irak hébreu ne devienne partie prenante dans une guerre du Golfe, a-t-on appris jeudi de source autorisée à Amman.

Des soldats et des chars ont pris position pour le cas où Israël lancerait une offensive contre l'Irak à travers la Jordanie.

En outre, selon des sources jordaniennes, le premier ministre Moudar Badrane a discuté, il y a une semaine, à Damas, d'une coordination jordanosyrienne pour faire face à une éventuelle attaque israélienne. Coïncidence entre Israël, la Syrie, l'Irak et l'Arabie saoudite, la Jordanie dispose d'environ 100 000 soldats.

M. Saddam Hussein a souvent déclaré que en cas d'offensive des forces américaines et alliées, Israël serait la première cible des Irakiens et les Israéliens ont promis une riposte foudroyante. — (AFP, Reuters)

#### Les Mirage-F1 français resteraient au sol en cas de conflit

Les Mirage-F1-CR français en Arabie saoudite « resteraient au sol si le conflit éclatait », a-t-on indiqué, jeudi 27 décembre, de source militaire à Paris. « Il serait dangereux d'avoir en l'air des avions identiques [aux Mirage-F1 des forces irakiennes], mais la question ne date pas d'aujourd'hui et a déjà été envisagée », a précisé un représentant du service d'information de l'armée de l'air.

Il a démenti cependant les indications selon lesquelles les F1 français seraient rapatriés (le Monde du 28 décembre) en disant que leur retour « n'est pas envisagé pour l'instant ». L'armée de l'air précise que sur les huit Mirage-F1 envoyés en Arabie, deux sont rentrés en France et ont été remplacés par des Jaguar ; un autre s'est écrasé au sol, le 7 décembre.

Les cinq appareils restants sont utilisés pour des missions de reconnaissance, accompagnés — pour faciliter leur identification — soit de Mirage 2000 soit de Jaguar. Ces deux types d'appareils effectueraient seuls les reconnaissances en cas de conflit. — (AFP)

#### Alger proteste contre l'arraisonnement du « bateau arabe pour la paix »

Les chefs des missions diplomatiques américaine, britannique et australienne à Alger ont été convoqués, jeudi 27 décembre, au ministère des affaires étrangères après l'arraisonnement, la veille, du « bateau arabe pour la paix » par les marines occidentales, en mer d'Oman (le Monde du 28 décembre).

L'Algérie, estimant que la mission de ce navire — parti d'Alger début décembre — avait « un caractère pacifique et humanitaire », a protesté contre la « brutalité » des soldats américains. Les autorités algériennes ont exigé que soit assurée la sécurité de leurs ressortissants se trouvant à bord et réclamé leur rapide rapatriement. D'autre part, à Tunis, plusieurs députés ont dénoncé « les provocations » dont ont fait l'objet les pacifistes, tandis que l'OLP a protesté contre cette « agression impérialiste ». — (Reuters)

#### BIBLIOGRAPHIE

« Guerre du Golfe : le dossier secret » de Pierre Salinger et Eric Laurent



#### Le malentendu

La seconde guerre du Golfe, si elle éclate bientôt, sera-t-elle le fruit amer d'un immense malentendu ? Au fil des mois qui mènent à cette nuit fatale du 2 août, où le Koweït perdra sa liberté, Washington et Bagdad ne cessent de se méprendre l'un sur l'autre, de méjuger leurs intentions mutuelles, d'échanger mots et signes mal interprétés. Le livre de Pierre Salinger et Eric Laurent — au titre présumé ? — « Guerre du Golfe : le dossier secret » égrène les épisodes de ce grand quiproquo.

Les légendes de l'Amérique frisent l'incohérence, son aveuglement la trahit. Au gré de ses porte-parole, Washington oscille, à l'égard de Bagdad, entre fermeté et complaisance, passant, sans logique apparente, des menaces aux compliments. Saddam Hussein promet-il, dès le 2 avril, de réduire Israël en cendres ? L'administration Bush se fâche, et approuve des sanctions... qui resteront lettre morte. Dix jours plus tard, cinq éminents sénateurs américains, reçus par le maître de Bagdad, l'assurent que tout va bien entre leurs deux pays et déplorent avec lui l'« arrogance » de la presse. Ils représentent — il est vrai — de riches Etats agricoles, grands pourvoyeurs de l'Irak en blé.

#### Les alertes de la CIA

Homme-clé dans cette période d'avant-crise, le sous-secrétaire d'Etat John Kelly incarne, pour le pire, cette ambiguïté américaine. N'a-t-il pas, en février, félicité le président irakien pour sa « modération » ? Et deux jours avant l'invasion du Koweït, il réaffirmera, avec une insistance malséante, qu'aucun traité de défense ne lie l'Amérique aux Etats du Golfe.

Saddam Hussein est d'autant plus enclin à accueillir cette passivité comme une garantie de non-intervention que, au cours d'un entretien, qui aujourd'hui fait date, l'ambassadeur américain, M<sup>re</sup> April Glaspey, vient de lui offrir

mer que Washington n'a pas d'opinion sur le conflit frontalier irako-koweïtien. Pourquoi douterait-il de la relative bienveillance occidentale ?

L'Amérique, jusqu'au bout, ne veut pas croire à l'inéluctable. Dès février, Saddam Hussein a pourtant multiplié les avertissements. Il accuse le Koweït de vouloir mettre son pays à genoux en pratiquant la surproduction qui fait chuter les revenus du brut, menace de ses foudres les pétromonarchies qui refusent d'apporter la dette irakienne, crie au complot « américano-sioniste », brandit l'arme du terrorisme. Ni les alertes de la CIA, ni les mises en garde des experts israéliens ne convaincront, assez tôt, Washington du danger.

Le monde arabe n'est pas plus clairvoyant. Personne ne croit au chantage de Saddam Hussein, familier des coups de « bluff », tant semble sacrilège l'invasion d'un pays arabe par un autre, et le président égyptien Hosni Moubarak enrage encore d'avoir été trompé par son homologue irakien. L'agression commise par leur « client » Saddam Hussein — qu'ils croient si bien connaître — prend également les Soviétiques à contrepied.

S'agissant d'Israël, Pierre Salinger et Eric Laurent livrent, au passage, une révélation insolite. Vibrant d'une haine viscérale pour l'Etat juif, « usurpateur » et « voleur de la terre arabe », Saddam Hussein aurait pourtant proposé, au début de 1990 — et par l'entremise d'un homme d'affaires — une rencontre secrète à Itzhak Rabin, l'un des caciques de la gauche sioniste. Une date fut arrêtée, mais Saddam Hussein annula l'entrevue au dernier moment. Le dirigeant israélien se demande encore ce que voulait l'Irakien...

JEAN-PIERRE LANGELLIER

► Editions Olivier Orban, 304 pages, 120 F.

#### La visite de l'émir du Koweït à Pékin

#### La Chine refuse de considérer la guerre comme inévitable

PEKIN

de notre correspondant

La Chine a, une nouvelle fois, refusé d'endosser l'idée qu'une guerre était désormais inévitable dans le Golfe, comme l'a soutenu, au cours d'une visite à Pékin, l'émir Jaber accompagné de plusieurs dirigeants koweïtiens en exil. Le communiqué conjoint, publié vendredi 28 décembre, fait nettement apparaître une divergence de vues sur cette question, les positions des deux parties étant exposées séparément en des termes différents.

La Chine réitère sa condamnation de l'Irak et son appel à un retrait inconditionnel du Koweït mais ne prend pas position sur l'éventualité d'un conflit. La partie koweïtienne, elle, exprime « l'espoir que la Chine continuera d'exercer des pressions politiques, économiques et diplomatiques » sur l'Irak de manière à « forcer » M. Saddam Hussein à se retirer et d'« éviter le danger d'une guerre dans la région et dans le monde entier ».

La veille, lors d'une conférence de presse, le ministre koweïtien des affaires étrangères avait été plus précis : il est « trop tard », avait-il déclaré, pour toute nouvelle initiative de paix ou autre démarche auprès de Bagdad, que ce soit de la part de la Chine, d'un autre membre du Conseil de sécurité ou d'un pays quelconque dans le monde.

La responsabilité d'une guerre, avait-il encore souligné, reviendrait « à celui qui a provoqué » cette crise. M. Saddam Hussein, s'il refusait de se retirer avant le 15 janvier, Interrogé peu après, le porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a tenté de masquer le différend en faisant valoir la nécessité de nouvelles pressions sur Bagdad. Mais il s'est refusé à préciser si Pékin s'apprêtait à relancer son dialogue privilégié avec le régime irakien.

F. D.

□ En Cisjordanie occupée : trois Palestiniens blessés par des « Vengeurs sionistes ». — Trois Palestiniens, dont un bébé, ont été blessés par balles, jeudi 27 décembre, alors qu'ils circulaient en voiture près d'une colonie de peuplement juive, en Cisjordanie occupée. Un mouvement jusqu'alors inconnu, les « Vengeurs sionistes », a revendiqué la responsabilité de l'attentat dans un appel à la télévision israélienne. L'incident s'est produit aux abords de la petite implantation d'Etzion, un groupe de sept maisons occupées par des colons juifs. Les victimes sont un vieillard, grièvement blessé à la poitrine, un bébé, atteint à la cuisse, et sa mère. — (Reuters)

#### Une circulaire saoudienne

#### Si un chrétien vous présente ses vœux ne lui répondez pas...

Comment un bon musulman saoudien doit-il se comporter face à un non-musulman ? Une circulaire édictant les règles de bonne conduite est affichée depuis quelques jours dans les administrations saoudiennes et dans les entreprises où travaillent des chrétiens.

« Faut-il, selon l'islam, féliciter les non-musulmans qui travaillent avec nous à l'occasion de Noël et de la nouvelle année ? L'islam permet-il de se rendre à leurs fêtes s'ils nous y invitent ? Quelqu'un qui accepterait par politesse ou par honte ou qui y serait obligé pour toute autre raison commet-il un péché ? »

Réponse : « Il n'est pas permis de féliciter des non-musulmans à l'occasion de Noël ou de toute autre fête religieuse, car cela serait une façon d'accepter leurs pratiques. Il n'est pas permis de participer à leurs fêtes religieuses car cela déplaît à Dieu. (...) »

Il n'est pas permis de les féliciter pour leurs fêtes même s'ils nous félicitent pour les nôtres, pour la raison que l'islam a annulé toutes les autres religions. S'ils nous présentent leurs vœux à l'occasion de leurs fêtes, nous ne devons pas leur répondre. »

CHAMPAGNE!

Certains moments méritent un cordon rouge.

**G.H. MUMM & Co.**



Jameson. The Premium Irish Whiskey.



Sachez apprécier et consommer avec modération.

## ASIE

JAPON : un ancien ministre inculpé de fraude fiscale

### Après l'affaire Recruit-Cosmos, le scandale Kotani

Ancien directeur de l'Agence pour l'environnement et membre du parti libéral démocrate (PLD), M. Toshiyuki Inamura a été inculpé jeudi 27 décembre par le parquet de Tokyo pour fraude fiscale massive (1,7 milliard de yens). Il est accusé d'avoir dissimulé au fisc des revenus s'élevant à quelque 2,8 milliards de yens, soit près de 20 millions de dollars, obtenus grâce à des malversations boursières (le Monde du 28 décembre).

TOKYO

de notre correspondant

Ce nouveau scandale politique qui couvait depuis plusieurs semaines confirme, s'il en était besoin, que nombre de politiciens nippons se meuvent dans des eaux pour le moins troubles. Il risque d'avoir des répercussions sur le remaniement ministériel prévu pour le début janvier. Déjà au centre de l'affaire Recruit-Cosmos, scandale politico-boursier dans lequel furent impliqués ses grands « cagiques » et qui provoqua au printemps 1989 la chute du premier ministre Takeshita, le Parti conservateur est une nouvelle fois sur la sellette. C'est, en effet, la première fois qu'un député libéral-démocrate est impliqué dans une affaire de fraude fiscale d'une telle ampleur ; en 1966, le député

conservateur Shoji Tanaka avait été inculpé pour le même motif, mais les sommes en jeu étaient beaucoup moins importantes.

M. Inamura semble, en outre, mêlé à un autre scandale boursier pour lequel a été arrêté, il y a quelques semaines, un grand *raider* de la place de Tokyo, M. Mitsubishi Kotani (le Monde du 24 juillet). C'est une indication que le scandale Kotani pourrait s'étendre au milieu politique. M. Inamura a réalisé ses opérations boursières sous une vingtaine de noms d'emprunt dont ceux de son secrétaire et de personnes responsables de son appareil électoral.

Néfastes pour l'image du PLD qui, il est vrai, en a vu d'autres, l'inculpation de l'ancien ministre donne, en revanche, des arguments au premier ministre Kaifu pour ne pas réintégrer dans le gouvernement des personnalités compromises dans les grands scandales de ces vingt dernières années (affaires Lockheed et Recruit).

Un courant mené par M. Michio Watanabe, chef de l'ex-clan Nakasone et prétendant à la succession de M. Kaifu, se dessinait en effet au sein du PLD en faveur d'un retour sur la scène de plusieurs politiciens écartés des cabinets précédents. S'ils sont encore une fois exclus du gouvernement, ces personnalités pourraient néanmoins reprendre place dans les cercles dirigeants du PLD.

PHILIPPE PONS

## CHINE

### Le Parlement a adopté des mesures pour renforcer le maintien de l'ordre

C'est officiel, les « pornographes » risquent désormais la peine de mort. Le Comité permanent de l'Assemblée nationale, bras légiférant du pouvoir, a adopté, vendredi 28 décembre, une résolution en ce sens, faisant partie d'un ensemble de mesures accompagnées d'un remaniement partiel du gouvernement.

PÉKIN

de notre correspondant

Pour ce qui concerne la « pornographie », concept vague d'il en est en Chine, l'objectif déclaré est de « sauvegarder l'ordre social et de promouvoir une culture socialiste de pointe ». Il est toutefois précisé que cette mesure ne concerne pas les livres d'anatomie et les œuvres littéraires et artistiques contenant « des matériaux sexuellement explicites ». La mesure vise surtout les trafiquants de publications ou enregistrements vidéo à caractère réellement pornographique. Mais son champ d'application paraît assez large pour qu'on puisse prévoir des débordements locaux d'une police souvent très zélée dès lors qu'il s'agit d'exercer son autorité.

C'est bien parce que la police avait, pour une fois, manqué à cette habitude lors de la marée contestatrice du printemps 1989 que son chef, M. Wang Fang, ministre de la sécurité publique, a perdu son poste au cours de la même réunion. Il a été remplacé par son vice-ministre, M. Tao Sijie, un homme de cinquante-cinq ans dont on peut penser qu'il est jugé fiable : entré au PCC à l'âge de quatorze ans, il travaille dans ce ministère depuis qu'il a reçu son diplôme de l'académie de police, en 1950. M. Tao était devenu vice-ministre en 1983, année qui vit une énergique reprise en main des milieux intellectuels accusés de colporter la « pollution spirituelle » de l'Occident.

**Lutte contre la drogue**

Toutefois, l'éviction de M. Wang, dont les cagiques orthodoxes voulaient obtenir la tête, survient avec un tel retard après la crise qu'elle démontre elle aussi les difficultés des factions du pouvoir à se mettre d'accord. Dans le même remaniement a été annoncé le remplacement prévu, et non politique, du ministre du commerce extérieur, M. Zheng Taobin, par son adjoint, M. Li Langqing.

Par ses résolutions, le Comité permanent a également renforcé la législation frappant les trafiquants de drogue, désormais passibles de la peine capitale. Cette mesure est destinée à accompagner sur le plan juridique un réel effort de lutte contre un véritable problème, res-

surgi à la faveur de l'ouverture du pays. Autre satisfaction d'un besoin tout aussi tangible, le pouvoir a enfin adopté une loi protégeant les handicapés. La question est chère à M. Deng Xiaoping en raison de l'infirmité de son fils, qui fut défensé par les gardes rouges. Mais ce n'est que récemment que Pékin a compris la nécessité de s'attaquer à ce problème longtemps occulté.

Toutes ces mesures interviennent alors que se tient la session plénière du comité central du PCC, différée depuis l'automne et dont on attendait ce vendredi la clôture imminente. Contrairement à la pratique instaurée lors de la crise de 1989, cette instance ne semble pas siéger dans l'hôtel édifié au milieu d'un pâté d'immeubles appartenant à l'armée de l'air, mais, croit-on savoir, dans le Palais du peuple, son lieu normal de réunion.

C'est un début de retour à une certaine forme de légalité, mais il est de portée réduite : les 175 membres du comité central, apparemment accompagnés d'un nombre important d'observateurs, permettant au pouvoir de verrouiller la session, auraient été convoqués vers le Palais par le réseau de galeries souterraines qui innervent le centre de Pékin. Le regain de vigueur des mentalités de guerre remontant à la Longue Marche interdit toujours au pouvoir de s'afficher publiquement dans les moments où se négocient les décisions cruciales.

FRANCIS DERON

o PHILIPPINES : la justice suisse ordonne la restitution à Manille des avoirs de l'ex-président Marcos. — Le Tribunal fédéral helvétique a ordonné jeudi 27 décembre la restitution aux Philippines de 330 millions de dollars déposés dans des banques suisses par la famille de l'ex-dictateur Ferdinand Marcos. La justice philippine devra toutefois ordonner dans un délai d'un an la confiscation des fonds pour qu'ils soient restitués. Cette décision ne s'applique qu'aux avoirs déposés dans des banques de Fribourg et de Zurich. Des jugements similaires devraient être prononcés pour les fonds se trouvant dans les cantons de Genève, Vaud et Lucerne. — (Reuters, AP.)

o CORÉE DU SUD : achat d'un second réacteur nucléaire canadien. — Le Canada a vendu un second réacteur nucléaire à la Corée du Sud, a annoncé jeudi 27 décembre le ministre canadien de l'énergie. De type « Candu », ce réacteur, qui portera le nom de « Wolsong 2 », sera le neuvième réacteur sud-coréen. Livré clés en mains par le Canada, « Wolsong 1 » est en activité depuis 1983. — (AFP.)



## AMÉRIQUES

### La « sale guerre » des Andes au Pérou

Guérilleros, militaires et groupes d'autodéfense se livrent un combat dont la barbarie fait de nombreuses victimes dans les communautés paysannes

LIMA

de notre correspondante

Armés de coutelas, de haches, de lances en bois, et le visage dissimulé par un masque-mouton, trois mille sans-culottes indiens défilent au pas de l'oie sur la grand-place d'Ayacucho, pour la cérémonie patriotique dominicale. Paysans, écoliers, mères portant leur nourrisson sur le dos, ils viennent des communautés voisines et défilent pour la première fois dans le chef-lieu du département. Ce sont des *ronderos*, des membres des groupes d'autodéfense organisés par l'armée pour expulser de cette région, qui fut leur premier bastion, les guérilleros du Sentier lumineux.

Au début de la décennie, les « sententistes » avaient réussi à créer dans cette zone des Andes ce qu'ils appelaient des territoires « libérés ». Leur objectif était d'exterminer l'ennemi. Ils avaient utilisé la terreur. Et si l'ennemi était, au tout début, « le tyran local, le vil exploitateur, le représentant de l'Etat, le traître, le moucharab », dix ans plus tard, la liste n'excluait plus personne, d'où l'assassinat, entre autres milliers de victimes, de quatre jeunes Français (deux coopérants et deux touristes), d'une religieuse de soixante-dix ans, d'une centaine d'ingénieurs, maîtres, syndicalistes, et d'innombrables familles paysannes, vieillards et nouveaux-nés compris.

Un certain « Centurion »

Les *ronderos* ont réussi à refouler le Sentier lumineux vers les vallées tropicales des départements voisins, non sans payer le coût le plus élevé de cette orgie de sang. Ils se sont défendus en appliquant la loi du talion. Deux dirigeants du Conseil mondial des Eglises, José Antonio Martín et Charles Harper, venus en octobre à Ayacucho pour vérifier les nombreuses dénoncia-

tions de tortures, de disparitions et d'exécutions extrajudiciaires de prisonniers, estiment que « les excès attribués auparavant à l'armée retombent maintenant aussi souvent sur les *ronderos* ».

Après avoir assassiné sept adolescents en 1983 à Iquicha, et huit journalistes présumés « sententistes » à Uchuraccay, les groupes d'autodéfense multiplient les expéditions punitives meurtrières et généralisent la « sale guerre » dans la région. Aujourd'hui, il n'y a plus d'âme qui vive à Uchuraccay, et les derniers survivants d'Iquicha ont été séquestrés, en septembre, par des *ronderos* du voisinage, commandés par un sous-officier baptisé « Centurion », de la garnison de Huanta. Les cadavres ont été retrouvés dans des fosses communes.

« Centurion » est suspecté d'être le chef d'un mouvement de libération « antiterroriste ». Ailleurs, c'est un certain « Mapocha » qui est présumé responsable de l'assassinat d'une trentaine de paysans. « Nous sommes en guerre », dit, pour justifier ces faits, le général Petronio Fernandez, chef du commando politique et militaire d'Ayacucho. Les « Centurion » et les « Mapocha » font que le Pérou occupe, pour la troisième année consécutive, le premier rang dans le monde pour le nombre de « détenus-disparus » recensés par les Nations unies. En dix ans de « sale guerre », aucun chef militaire n'a été reconnu responsable d'une quelconque violation des droits de l'homme. « Et rien n'a changé depuis l'arrivée au pouvoir, il y a cinq mois, de Fujimori », constatent les membres de la commission ecclésiastique.

A Pucallpa, cette commission a recueilli d'autres témoignages : les maréchaux des environs sont utilisés comme sépultures clandestines de victimes qui ont été visiblement torturées, achevées d'une balle dans la tête, et lancées depuis des hélicoptères. A Lima, une délégation de la vallée du Haut-Huallaga, principal bastion du Sentier lumineux, a démenti la version officielle assurant que les militaires

avaient abattu récemment quatre-vingt-cinq « subversifs » au cours d'un affrontement, sans faire de blessés ni de prisonniers. Les témoins parlaient d'une exécution massive dans une salle des fêtes.

La révolte des Indiens

Font aussi des victimes les règlements de comptes et aux disputes territoriales entre les deux principaux mouvements subversifs, le Sentier lumineux, maoïste, et le mouvement révolutionnaire Tupac-Amaru, guérilliste. C'est ainsi que ce dernier a assassiné, en décembre 1989, le chef de l'armée indigène la plus nombreuse du pays, les Ashaninkas. Ce fut le signal de la rébellion pour cette peuplade qui supportait depuis un an déjà les exactions des « sin-chis », le corps de police spécialisé dans la lutte antiterroriste, ainsi que celles des « sententistes ». Leur territoire, autrefois fort vierge, est devenu le théâtre d'une violence multiple. En octobre, les Ashaninkas, qui disent compter quatre mille guerriers, ont éliminé, de leur propre aveu, soixante-dix « sententistes », responsables de la mort d'une trentaine d'entre eux.

A l'issue de leur visite au Pérou, les représentants du Conseil mondial des Eglises ont affirmé : « Nous avons pu constater que, cette dernière année, et même depuis l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement, la violence politique a augmenté de façon alarmante... Les exécutions extrajudiciaires et la torture sont le fait des forces de l'ordre, des insurgés et des organisations paramilitaires... La pratique des « disparitions » a augmenté... La création d'organisations de défense civile alimente la spirale de violence... Les terroristes multiplient les assassinats massifs et de sang-froid... Et le gouvernement n'a aucune politique intégrale de pacification... »

NICOLE BONNET

### Un entretien avec le chef de l'Etat colombien

M. Gaviria estime que l'extradition sans le renforcement de la justice n'est pas une arme suffisante contre le narco-terrorisme

En Colombie, la lutte amorcée contre les tout-puissants cartels de la drogue par le président César Gaviria lors de son arrivée au pouvoir le 7 août dernier semble marquer des points. Certains gros trafiquants ont fait savoir qu'ils envisageraient de se rendre à condition de bénéficier de mesures d'amnistie comparables à celles qui ont été proposées aux chefs de la guérilla désireux de déposer les armes.

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

« Il semble que votre politique anti-narcos suscite doutes et inquiétudes aux Etats-Unis ? »

— On veut, en fait, la juger en fonction du nombre d'attentats terroristes et de morts. S'il n'y en a pas, on pense que nous batissons la garde. Je trouve cela profondément injuste. Il me semble que tout le monde devrait se réjouir de savoir que les organisations criminelles de trafiquants ont apparemment renoncé au terrorisme aveugle.

— Cette politique est-elle différente de celle du gouvernement Barco ? Est-ce un changement ?

— Oui, mais il faut préciser. Nous maintenons, comme Barco, la lutte contre les trafiquants, mais elle ne peut pas se fonder seulement sur l'extradition. Nous voulons renforcer notre justice pour qu'elle juge les trafiquants colombiens. Avec efficacité. C'est essentiel pour nous.

— On accuse votre gouvernement de négocier avec le cartel de Medellín...

— C'est parce qu'il y a eu des conversations, des contacts entre les familles des journalistes séquestrés depuis trois mois et les narcos qui les retiennent comme otages. Une nouvelle forme de terrorisme doit souffrir notre pays. Il est difficile de faire comprendre à l'étran-

ger que ces familles et les personnalités qui sont intervenues pour tenter d'obtenir la libération des journalistes ne représentent pas le gouvernement. Nous avons seulement défini les garanties offertes aux trafiquants qui souhaitent se livrer à la justice colombienne. Dans ce cadre, il y a eu, c'est vrai, des entretiens avec les autorités judiciaires afin d'assurer aux narcos que leur vie ne serait pas en danger en prison.

— La garantie de non-extradition, des remises de peine importantes, des prisons spéciales : ce ne sont pas des concessions ?

— La remise de peine ne se pratique pas seulement en Colombie. Les prisons spéciales prévues pour les narcos détenus ne sont pas luxueuses mais sûres, pour qu'ils ne soient pas assassinés. C'est une protection contre ceux, dans les cartels, qui auraient l'intention de les liquider pour les empêcher de témoigner.

— Et le cartel de Cali ? On le laisse tranquille ?

— L'action des autorités a été plus résolue et plus efficace contre le cartel de Medellín, responsable de plus d'attentats, d'actes de barbarie et de morts que l'autre cartel, qui ne dispose pas des mêmes réseaux de sicarios. Mais notre obligation est de combattre tous les cartels, et de les soumettre à la justice.

— Vous luttiez contre le narco-terrorisme, mais pensez-vous pouvoir arrêter le trafic de drogue ?

— Non, tout ce que nous pouvons espérer est, à moyen terme, de limiter le trafic en Colombie. Que les narcos aillent ailleurs dans d'autres pays ! Tant qu'il y aura une demande énorme de drogue dans le monde, il sera bien difficile de mettre fin à un commerce qui remue des milliards de dollars. Nous avons saisi 44 tonnes de cocaïne en 1990, 15 de plus que l'année dernière. Le prix de la « coke » a doublé aux Etats-Unis. C'est donc qu'il y a une baisse de l'offre sur le marché américain.

— Avez-vous consulté les autorités américaines avant de définir cette nouvelle stratégie ?

— Non, pas du tout. Notre politique est autonome et souveraine. Les Etats-Unis l'appuient. Et nous sommes reconnaissants pour toute aide étrangère, en particulier celle de la Communauté européenne et de la France. Cette aide technique se pourrait pour améliorer notre justice et nos services de sécurité. Nous souhaitons que tous les capos de la Mafia se rendent. C'est peu probable, bien sûr, mais nous voudrions les voir tous derrière les barreaux... »

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGAANG

■ BRESIL : Une réserve indienne envahie par les garimpeiros. — Quelque 200 chercheurs d'or et de pierres précieuses (garimpeiros) fortement armés ont envahi, dimanche 23 décembre, la réserve des Indiens Uru-Eu Wau-Wau, dans l'Etat amazonien de Roraima, a annoncé mercredi 26, la Fondation nationale des affaires indiennes (FUNAI). Les garimpeiros, outre qu'ils sont armés, ont fait disparaître le bannage de la réserve, et selon la FUNAI, la situation à l'intérieur de la réserve est « grave ». Les Uru-Eu Wau-Wau pourraient connaître le même sort que les indiens Yanomami de l'Etat de Roraima, à la frontière brésilienne-venézuélienne, « durement éprouvés par la malaria et la tuberculose en raison d'un contact prolongé avec les garimpeiros qui ont envahi leurs terres ». — (AFP)

■ SURINAME : réunion spéciale de l'OECE sur la situation à Paramaribo. — L'Organisation des Etats américains (OECE) devait se réunir, vendredi 28 décembre, pour examiner la situation au Suriname, où l'armée a pris le pouvoir dans la nuit du 24 au 25 décembre. Le président du Conseil permanent de cette organisation, M. Juan Pablo Lohé, a convoqué les trente-deux ambassadeurs des pays membres, à la demande du Venezuela. Le Suriname, ancienne colonie néerlandaise, a rejoint l'OECE en février 1977. — (AFP)

## AFRIQUE

ALGÉRIE : la nouvelle loi en faveur de l'arabisation

### Les secteurs économique et technique seront les plus pénalisés

La nouvelle loi frappe essentiellement la haute administration du secteur économique, restée à la tête du mouvement d'arabisation depuis le début de l'indépendance, il y a vingt-huit ans.

Cette administration, constituée de cadres souvent formés à l'étranger et maîtrisant mal l'arabe, a constitué jusqu'à maintenant un frein majeur à la généralisation de la langue arabe en Algérie. C'est elle qui est le plus souvent en relation avec l'extérieur.

Pourtant, à cette — importante — exception près, l'arabisation s'est progressivement imposée à l'ensemble des secteurs de la vie nationale, depuis le début des années 70, sous l'impulsion de l'ex-président Houari Boumedienne et de l'aité « basiste » (en arabe) du FLN. Les actes administratifs courants délivrés par les mairies et les préfectures sont rédigés en arabe, ainsi que les actes de justice et les actes notariés. Les plaques des rues, sauf rares exceptions, sont prononcées en arabe ainsi que les jugements. La plupart des rapports administratifs sont également rédigés dans cette langue. Les cabinets de traduction prospèrent depuis quelques années à Alger et dans les principales villes du pays.

L'enseignement primaire, qui compte quelque six millions

d'élèves, est de son côté totalement arabisé depuis plusieurs années, ainsi que l'enseignement secondaire, qui ne compte plus que quelques rares sections bilingues.

Le français est cependant enseigné dans ces deux cycles comme langue étrangère. Le dernier baccalauréat dit bilingue, sanctionnant des études en français et en arabe, a été délivré il y a deux ans.

Dans l'enseignement supérieur — près de 250 000 étudiants, — les sciences sociales et humaines, ainsi que les études économiques, politiques et juridiques sont totalement arabisées. La seule langue étrangère admise dans ces filières est l'anglais. Cependant, depuis le début de cette année, plusieurs dizaines de bourses françaises d'enseignement post-universitaire en sciences humaines ont été acceptées par le ministère algérien des universités.

Des traductions rocambolesques

Dans les disciplines scientifiques, les plus recherchées, l'arabisation est bloquée par l'absence d'enseignants. Elle a fait une timide apparition dans quelques sections de première année de sciences exactes. La plupart des titulaires de baccalauréats arabisés

sont ainsi contraints de suivre des études en français, ce qui se traduit dans la plupart des cas par une considérable baisse de niveau.

Les études médicales, technologiques et informatiques restent actuellement épargnées par l'arabisation mais devraient selon la nouvelle loi, être affectées avant 1997. L'« environnement » urbain, notamment les enseignes, a été arabisé brusquement il y a une dizaine d'années. Cette opération a donné lieu parfois à des traductions rocambolesques. Si l'arabe — émaillé d'expressions françaises — s'est progressivement imposé comme langue courante, les Algériens continuent, la plupart du temps, à lire leurs journaux en français.

Les plus gros tirages de la presse nationale sont ceux d'*El Moudjahid*, *Horizons*, *Algérie-Actualité*, le *Nouvel-Hébd*, tous d'expression française. Deux titres sur trois de la nouvelle presse indépendante, créée dans le cadre du pluralisme politique, sont de langue française. Les téléspectateurs et auditeurs algériens restent également attachés aux émissions en langue française et sont de plus en plus nombreux à recevoir par satellite les programmes télévisés des chaînes étrangères, notamment françaises. — (AFP)

### Des dizaines de milliers de manifestants dénoncent les dangers de l'intégrisme



Suite de la première page

Aux abords de la présidence de la République, M. Ali Ahmed a reçu un accueil triomphal et son véhicule est resté bloqué pendant une bonne dizaine de minutes par des partisans enthousiastes. Apparaissant, les manifestants avaient conspué le chef du gouvernement, M. Mouloud Hamrouche, et l'ancien parti unique le Front de libération nationale (FLN). « Cette tante montre que je suis un homme libre vis-à-vis du pouvoir et aussi que je suis un Bédouin qui se sent bien partout », a lancé M. Ali Ahmed. Les manifestants ont chanté des chansons et des poèmes berbères et scandé « Ali Ahmed au pouvoir ! » ou « FLN, on en a assez ! », au rythme du tambour. Certains brandissaient des banderoles appelant notamment à la reconnaissance de la langue berbère comme « langue nationale et officielle » de l'Algérie, au même titre que l'arabe. « Tama-zight à l'école », et « Ne touchez pas à nos langues ! » étaient les slogans les plus souvent repris par les manifestants, agitant des drapeaux nationaux et des portraits de M. Ali Ahmed. Certains observateurs estiment que le président Chadli Bendjedid, qui doit signer cette loi pour qu'elle devienne effective, assumera une responsabilité délicate en donnant son feu vert à une relance de la querelle linguistique qui risque de conduire à l'exclusion du français et la mise entre parenthèses du berbère.

A Paris, l'organisation de rapatriés RECOURS a réagi, jeudi, « avec tristesse » et dénoncé « les graves difficultés que cette mesure ne va pas manquer d'entraîner, tant pour les Algériens eux-mêmes que pour les Français résidant en Algérie ». Selon l'organisation, « si, par ce geste, le FLN veut donner un nouveau gage au Front islamique de salut, il se trompe lourdement car il renforce, au contraire, la marche des intégristes vers le pouvoir ». — (AFP, AP, Reuter.)

TUNISIE : selon le gouvernement

### Le mouvement islamiste Ennahdha est lié au terrorisme

TUNIS

de notre correspondant

L'instruction ouverte devant la justice militaire, à la suite de la découverte, le mois dernier, d'un réseau terroriste islamiste (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre) a établi un lien entre celui-ci et le mouvement Ennahdha, a déclaré, jeudi 27 décembre, le secrétaire d'Etat à l'information, M. Hedi Grioui.

« Des présomptions très sérieuses », a-t-il ajouté, pèsent sur l'implication de deux des six membres du bureau politique d'Ennahdha, MM. Ali Laridh et Ziad Doulati, arrêtés à la fin de la semaine dernière avec plus d'une centaine d'autres islamistes. Mais, pour l'instant, ils n'ont pas encore été déférés devant la justice.

Actuellement, cent deux personnes, interpellées pour la plupart en octobre et novembre, sont incul-

pées dans l'affaire du réseau terroriste, mais l'enquête est loin d'être close. Le réseau, comprenant des militaires, des policiers, des douaniers, tous de rang subalterne, avait commencé à se constituer en 1988, a révélé le secrétaire d'Etat. Il a indiqué que ces éléments, « qui ne croient qu'en la lutte armée comme unique moyen de fonder un Etat islamique », agissaient sous une double identité à connotation religieuse et militaire, « l'avant-garde du sacrifice » et « Les colonnes des martyrs ».

Toujours selon M. Grioui, le ressort des interrogatoires des inculpés que ce groupe avait mis au point tout un plan, dont plusieurs aspects ont connu un début d'exécution : créer un climat de tension dans la rue, en organisant des manifestations ; « noyauter » l'armée, la police, la garde nationale (gendar-

merie), la douane et d'autres secteurs stratégiques, telle l'aviation civile ; voler des armes et des explosifs ; recruter et entraîner des sympathisants aptes à participer à des attentats. De « hauts responsables », que M. Grioui a refusé de nommer, devaient être assassinés et l'attaque d'édifices publics était projetée.

Le mot d'ordre des comploteurs (M. Ali Laridh aurait assisté à plusieurs de leurs réunions clandestines) était d'éviter, autant que faire se peut, que leurs relations avec Ennahdha puissent être établies. Depuis le début de cette affaire, les dirigeants d'Ennahdha ne cessent d'affirmer que leur mouvement n'a aucun rapport avec les terroristes et que les accusations portées contre lui n'ont pour but que de l'affaiblir.

MICHEL DEURÉ



## SOCIÉTÉ

## Déboutés du droit d'asile et clandestins

## III. — Deux peines pour une faute

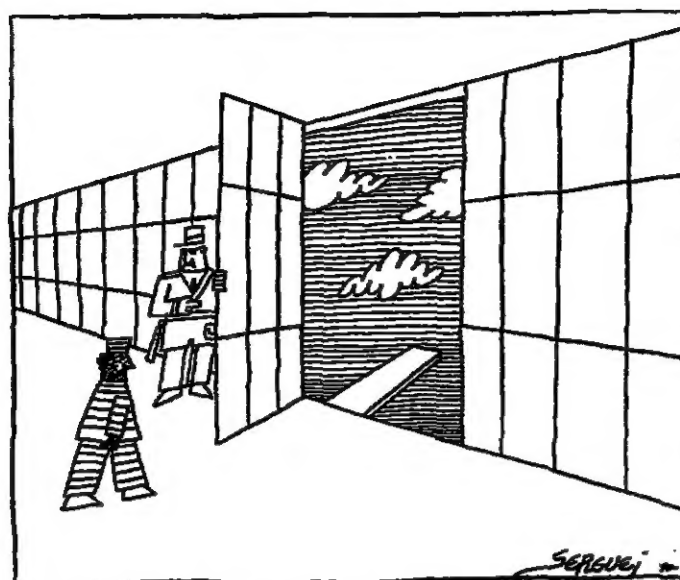
Après avoir passé en revue les limites de la politique de contrôle renforcé du droit d'asile (« Le Monde » du 27 décembre et du 28 décembre), nous terminons notre série sur les clandestins par un reportage sur la situation des délinquants étrangers condamnés à être expulsés après avoir purgé une peine de prison, donc doublement pénalisés. Indésirables dans leur pays d'origine, ils s'efforcent souvent de se maintenir en France, où parfois d'ailleurs ils sont nés, quitte à s'enliser dans la clandestinité.

Le père a enfoncé sa honte en lui-même, car il n'est pas de meilleur coiffeur-fleur qu'un cœur usé de chagrin. Depuis qu'il était arrivé en France, en 1952, il n'avait jamais fait parler de lui. Il avait travaillé, et il avait fait des enfants, qui avaient bien poussé, beaux et sages dans cette banlieue d'herbes folles. Et contre elle, contre cette banlieue dure qui abîme si vite les enfants, il s'était battu pour que ses neufs petits grandissent droit. Lui, le cantonnier respectueux et discret, employé de la mairie depuis plus de vingt ans, était fier. La paix était sur la maison. D'ailleurs, ceux qui avaient grandi avec ses fils, avec ses filles s'étaient mis à fréquenter davantage les juges des enfants et le commissariat de quartier que les bancs de l'école. Il se sentait à l'abri de ces maux du temps.

C'est avec son aîné que le malheur est venu, avec le seul qui, parce qu'il est né en 1959, n'avait pas la nationalité française. Un jour, Ali, qui avait toujours travaillé, a été licencié. Il vivait chez ses parents, avec sa femme et leur premier bébé. Les journées étaient trop longues, enfermées dans ce huis-clos, et les tentations du dehors, du monde que le père lui avait interdit, trop fortes. L'héroïne était en bas de l'escalier, et Ali a plongé.

A l'audience, toute la famille était venue, et tout le monde pleurait. On avait de bon cœur épuisé toutes les économies pour payer l'avocat qui réclamait... 40 000 F. Quand le tribunal a annoncé qu'Ali devait faire quatre ans de prison, on a eu mal, mais on a accepté. Il fallait payer la faute, la première faute. En revanche, quand le juge a annoncé « DIF », personne n'a compris ce qu'il voulait dire. Alors, il a fallu expliquer ce qu'est une « interdiction définitive du territoire français », peine complémentaire systématique lorsqu'un est condamné pour trafic de stupéfiants. Lorsqu'il aurait purgé sa peine, Ali serait reconduit en Algérie, un pays qu'il ne connaît que pour y avoir été en vacances une fois quand il était petit et pour y avoir fait son service militaire. Il ne parle pas arabe, toute sa famille de l'époque est morte.

Et ce fut la déchirure, et avec elle la honte, plus forte encore que celle de la délinquance. Après tout ce temps, ce que la justice disait à Ali et à toute sa famille, c'est qu'Ali n'était pas du pays où il est né et qu'il ne le serait jamais. Comme tant d'autres, le jeune homme, lorsqu'on l'a conduit à « l'union du retour », a refusé d'embarquer, ce



qui lui valut au bout du compte six mois d'emprisonnement supplémentaire. Au terme d'une très longue grève de la faim, puis de la soif, il fallut renoncer à le faire embarquer, et l'envoyer à l'hôpital. Ali en a profité pour filer. Pas très loin : depuis deux ans, il est clandestin chez lui, aux côtés de ses parents, dans sa cité. La peur — bien que chacun, y compris la police, sache très bien où il se terre — ne le quitte plus.

## Prison à domicile

La famille d'Ali s'est isolée du monde. Sa mère ne parle plus aux voisins. Ali, quand il en trouve, fait des chantiers au noir, décharge des cages de fruits et de légumes et rapporte un peu d'argent. Jamais il ne prend les transports en commun, jamais il ne sort boire un café ou voir un film au cinéma, jamais il n'est retourné à Paris. Hormis une grâce présidentielle ou un contrôle d'identité, plus rien ne pourra briser les murs de cette prison à domicile.

Dehors, le long des barres toutes pareilles de la cité, hautes d'une quinzaine d'étages, dans ce piège fait comme exprès aux courants d'air, Tarek — appelons-le Tarek, de même qu'Ali ne s'appelle pas Ali, et que cette cité restera anonyme —

Tarek, donc, a décidé de marcher la tête haute et de résister à la peur. Il sort maintenant, il a une carte orange même, il travaille, quand c'est possible, et a poussé l'audace jusqu'à faire un chantier à l'école de police voisine.

Lui, il l'a fait, le chemin de l'Algérie. Jeune dur de banlieue, petit voleur de voitures, un peu coiffeur de bal, un peu Pied-Nickel de la zone, il est allé au « bled ». Par force, bien sûr, à une période où l'on ne tolérât pas les rejets d'embarquement. Il a connu le mépris de la famille lozaine pour l'immigré qu'il restait dans ce que les autres voulaient être son pays. Il a connu « la vie de clochard, en vérité », passant au début ses meilleures nuits près du four du boulanger qui lui donnait un bout de pain contre un coup de main. Et puis il s'est marié.

Quatorze ans et quatre enfants plus tard, il n'a pas résisté, il est revenu clandestinement, avec une carte d'identité trafiquée et bien des detours, ici, chez lui, où sont ses frères et ses parents, « dans cette cité pourrie où on a ramené notre misère avec nous, sans jamais réussir à s'en débarrasser. Mais j'aime mieux, dit-il, cette pourriture que l'enfer de là-bas, de ce pays qui ne sera jamais le mien ». Par d'autres chemins, la famille a suivi. Par produit « made

in banlieue », comme disent ses copains. Tarek est tout particulièrement fier de ses deux derniers-nés, parce que nés ici, chez lui, en France. Tant pis s'ils vivent, lui, sa femme, les six enfants, une sœur, dans deux petites pièces où les enfants, le soir, dorment tête-bêche à deux sur le même matelas, et s'il faut déplier un minuscule campé-lit. C'est une maison, décorée pour Noël de guirlandes et d'un sapin, et il y fait une vraie chaleur.

Tous les enfants en âge de l'être sont scolarisés, l'administration sachant parfois fermer les yeux. En revanche, aucune aide sociale n'est accordée à ce couple de clandestins dont le père est né en France, et où il a passé toute sa vie avant d'être expulsé. Quand le plus petit a une bronchite, et qu'il étouffe dans son berceau, on n'a pas d'argent pour faire venir le médecin. Quand la femme accouche, on attend le dernier moment pour la faire admettre aux urgences, et on s'arrange pour qu'elle reparte au plus vite, avec la bienveillance de soignants qui ont l'habitude.

## La poste d'Alger

Tarek est entré en résistance, contre les lois injustes qui chassent ses amis vers des pays qui les rejettent et où ils n'ont pas de racines. Avec ses amis du Comité contre la double peine (1), il multiplie les démarches. En exemple de tous ses tracts, le Comité a inscrit une phrase prononcée en janvier 1989 à la Sorbonne par le président de la République, lors des assises nationales sur les nouvelles solidarités : « Ceux qui commettent la faute, par voie de délinquance, se s'écarter des intérêts de notre pays doivent subir la loi que subissent tous Français dans la même situation, mais non point avec une exclusion supplémentaire. »

Démarches au ministère de l'intérieur, où le directeur des libertés publiques les a reçus fraîchement, pour le moins surpris de se trouver face à des clandestins, « des comités » a-t-il dit ; auprès du ministère de la justice, où l'on est bien conscient de ce que, « quand une loi est à ce point inadéquante, elle a besoin d'être revue », et de l'impuissance dans laquelle on se trouve lorsque, « face à des situations scandaleuses, il n'y a d'autre recours que la grève ».

En attendant, les banlieues s'organisent. Comment ? L'auteure de la délinquance ? A qui la faute si la drogue y est entrée, qui doit payer pour cette casse ? Que deviennent les expulsés lorsque, de guerre lasse, ils se laissent emmener au loin ? L'agence Im média, qui participe au collectif, a réalisé un petit film à Alger. Les expulsés tournent autour de leur point de ralliement, la grande poste, d'où, quand ils ont un peu d'argent, ils peuvent appeler leur famille, restée en France. Ils dorment sous des cartons dans une maison abandonnée. Ils n'ont qu'un rêve : revenir en France, ce pays, dit l'un d'eux, « où j'ai laissé des initiales graves dans les arbres ».

AGATHE LOGEART  
F I N

(1) Comité national contre la double peine, 40, rue de Maube, 75011 Paris. Tél. : 43-57-38-15

Elle aura vécu cinquante-sept ans

## La Loterie nationale éliminée par ses propres enfants

En silence, sans prévenir personne, la Loterie nationale est morte jeudi 13 décembre 1990. Etouffée par ses propres enfants, Loto, Loto sportif, Banco, Tac-o-tac et autres, la « tranche traditionnelle » ne représentait plus que 0,75 % du chiffre d'affaires de la société France-Loto. Aussi les dirigeants de la société ont-ils décidé de mettre fin à ce qui fut longtemps une institution.

Née le 7 novembre 1933, elle avait gardé l'image simple, presque sage, de son premier gagnant, Paul Bonhomme, un coiffeur de Tarascon. Son commis, Albert Bin, l'avait convaincu de tenter sa chance ; en remerciement, le gagnant lui avait offert un salon de coiffure. Tous les mercredis, mais aussi lors des grandes occasions — fête des mères, Noël, Saint-Valentin, vendredi 13... — les Français étaient chaque fois plus nombreux à se presser autour des petites guirlandes de bois tenues par des veuves de guerre. Tous les mercredis, jusqu'en 1982. Puis le succès du PMU (Paris mutuel urbain) commença à lui

faire de l'ombre, même si la Loterie avait su trouver dans les Prix d'Amérique ou de l'Arc de Triomphe l'occasion de tirages spéciaux.

Le 18 avril 1974, dans une salle du Conseil d'Etat, la vieille dame avait tenté de se lancer dans la politique en prêtant ses boules numérotées au tirage au sort de l'ordre de passage à la télévision des candidats à l'élection présidentielle, mais l'expérience n'eut aucun lendemain. Pas plus, croyait-on, que le Loto, dont seulement 70 000 bulletins avaient été achetés lors de son premier tirage, le 16 mai 1976. Ce jour-là, pourtant, en donnant naissance à son premier rejeton, la Loterie nationale venait de signer son arrêt de mort. Plus actifs, bénéficiant du support de la télévision, le Loto et ses petits frères ont vite relégué la tranche traditionnelle aux oubliettes de l'Histoire, près des « gueules cassées » et des « ailes brisées » qu'elle aimait tant à célébrer.

N. H.

## MÉDECINE

Après le retrait du médicament en Belgique

## La France demande une réunion européenne sur les risques de la commercialisation du Glifan

A la demande des autorités sanitaires belges, le groupe pharmaceutique français Roussel-Uclaf a décidé de retirer de la vente dans ce pays, à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain, le Glifan, l'un des plus anciens et plus célèbres médicaments antalgiques. Cette décision est prise alors même qu'une harmonisation européenne semblait avoir été trouvée pour prévenir les risques de toxicité — mis en évidence ces dernières années — de cette substance, potentiellement allergisante. Sans adopter une mesure similaire, les autorités sanitaires françaises ont, pour leur part, décidé, jeudi 27 décembre, de saisir la commission des spécialités pharmaceutiques de la CEE, qui pourrait se réunir dans les prochains jours.

Mis sur le marché français en 1965, et présenté sous forme de comprimés et de suppositoires, le Glifan est l'une des substances les plus connues de la famille des antalgiques, ces produits destinés à diminuer l'intensité des symptômes douloureux sans pour autant s'attaquer à la cause même du mal. On estimait, ces derniers temps, les ventes de ce produit à près de quatre millions de boîtes par an en France, alors même que son fabricant — le groupe pharmaceutique français Roussel-Uclaf (filiale du groupe chimique allemand Hoechst) — prenait soin de préciser : « L'utilisation du Glifan ne se justifie que lorsque son activité est susceptible de lui conférer un avantage face à d'autres antalgiques. »

## Les dangers de l'automédication

L'inquiétude, manifestée aujourd'hui par les autorités belges, n'est pas nouvelle. « Nous avons eu connaissance des premiers cas d'intolérance ou d'accidents en 1980, explique-t-on au siège de Roussel-Uclaf. En liaison avec les autorités sanitaires, deux enquêtes nationales ont été menées en 1982 et 1983 durant trente et un mois, puis en 1987 durant douze mois. Le problème était traité très régulièrement au niveau de la commission de pharmacovigilance, et, à la fin de l'année 1989, un certain nombre de mesures préventives ont été prises. »

Ces mesures, décidées à l'échelon européen dans le cadre de la commission des spécialités pharmaceutiques de la CEE, visent à faire en sorte que le Glifan ne puisse plus être obtenu que sur prescription médicale. Il s'agissait aussi de fournir une série d'informations destinées aux médecins et soulignant les dangers auxquels on

exposait les personnes pouvant être allergiques à la glafénine, son principe actif (1). Il est en effet acquis aujourd'hui que cette allergie peut être à l'origine d'accidents (chocs anaphylactiques mortels). Le risque, estimé à deux ou trois cas sur dix millions de prises, est beaucoup plus élevé chez les personnes ayant déjà souffert de symptômes de type allergique lors d'une première prise du médicament (2). Cette situation imposait de tout faire pour interdire l'automédication, comme ce devait être la règle pour l'ensemble des produits qui, dotés d'une réelle efficacité, ne peuvent pas être totalement dénués de toxicité.

Les autorités sanitaires ont-elles pris suffisamment tôt toutes les mesures qui s'imposent ? La Belgique ne le pensait pas, qui, après avoir accepté, il y a un an, les décisions européennes, vient de demander au fabricant de retirer son produit de la vente. Cette mesure place les autorités françaises dans un certain embarras, comme en témoigne la décision de ne pas prendre de mesures similaires tout en demandant une rapide réunion de la commission européenne des spécialités pharmaceutiques afin d'examiner la nouvelle situation ainsi créée.

En dépit de la fréquence, très faible dans la population générale, des accidents imputables au Glifan, et de la politique d'information adoptée par Roussel-Uclaf sur ce thème, cette affaire ne peut — compte tenu notamment de la « célébrité » du médicament — manquer de soulever plusieurs questions. Pourquoi, par exemple, n'a-t-elle attendu une quinzaine d'années pour que les premiers cas d'allergie soient notifiés ? Pourquoi a-t-on dû attendre dix ans avant que des mesures préventives concrètes soient prises ? Cette affaire vient une nouvelle fois, en donnant une image très négative de certains médicaments efficaces, souligner l'importance qu'il y a à disposer d'un véritable réseau de pharmacovigilance et, parallèlement, à mettre en garde le plus grand nombre contre les risques, toujours réels, de l'automédication.

JEAN-YVES NAU

(1) Le Glifan n'est pas le seul produit commercialisé en France contenant de la glafénine. Existait aussi l'Adalgur (laboratoire Roussel) et le Privadol (laboratoire Millot-Sole). Certaines associations médicamenteuses sont par ailleurs formellement contre-indiquées.

(2) Les réactions graves ont souvent été précédées par la survenue, lors d'une prise antérieure, de symptômes allergiques mineurs : fourmillement au niveau des paumes des mains ou de la plante des pieds, rougeur brusque du visage et du haut de la poitrine, éruption cutanée, picotements larvaires, sensation de malaise. Ces antécédents doivent être recherchés systématiquement par le médecin avant toute prescription.

## Expulsions et interdictions du territoire

Il existe plusieurs façons d'être expulsé : la procédure « normale » permet au ministère de l'intérieur d'expulser un étranger dont la présence constitue « une menace grave pour l'ordre public », ce qui correspond à une condamnation pénale minimale d'un an d'emprisonnement. Les autorités peuvent aussi utiliser la procédure d'urgence absolue dont aucune catégorie d'étranger, hormis les mineurs, n'est protégée.

Les interdictions du territoire français sont prononcées par

les tribunaux judiciaires. Elles peuvent, selon les cas, aller de trois à dix ans lorsqu'il s'agit d'infraction à la législation sur les étrangers.

En matière de stupéfiants, l'usage, par ailleurs réprimé par le code de la santé publique, entraîne une interdiction allant de deux à cinq ans. Le trafic, dont le volume n'est pas précisé par les textes, peut entraîner une interdiction définitive du territoire : dans ce cas il n'existe aucune catégorie d'étrangers protégée.

## EDUCATION

## Places perdues à Normale Sup

Chaque année, des centaines de postes d'enseignants ne trouvent pas preneur à l'issue des concours de recrutement de l'éducation nationale. Même les très prestigieuses écoles normales supérieures, pépinières de professeurs de lycées et d'universités, n'échappent plus à la règle. Lors de la dernière session du concours d'admission à l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses (lettres), deux des trente-neuf postes ouverts dans la section « langues » n'ont pu être pourvus.

Pourtant, contrairement au concours du CAPES où le nombre d'étudiants présents le jour des épreuves peut être inférieur à celui des postes proposés dans certaines disciplines, il n'en est rien à Normale Sup. Cette année, 524 candidats se disputaient les 39 places. Comment a-t-on pu laisser « perdre » deux précieuses places d'étudiant rémunéré, au risque de décourager des jeunes qui ont parfois consacré plusieurs années à la préparation de ce

concours difficile ? Si trente-neuf candidats ont bel et bien été admis, deux d'entre eux, également repus dans une autre école jugée plus prestigieuse encore, se sont finalement désistés. L'usage veut qu'en pareil cas l'on admette les tout premiers « recalés », généralement séparés par quelques fractions de point.

Mais le jury est souverain. Inflexible, il a refusé cette année d'ouvrir une liste supplémentaire. Attitude rarissime, officiellement justifiée par le niveau insuffisant des candidats, plus prosaïquement par la volonté des examinateurs de dissuader les étudiants de présenter la section « langues », réputée moins difficile et où ils affluent, au détriment de la section « lettres ». Ainsi, à l'heure des grands discours sur la crise du recrutement et des campagnes de publicité sur le beau métier d'enseignant, l'éducation nationale désespère deux futurs professeurs, pour un ou deux demi-points.

Ph. Be.

## FAITS DIVERS

## Quatre arrestations à Beauvais après une « ratonnade »

Quatre auteurs d'une « ratonnade » le soir de Noël à Beauvais (Oise) ont été écroués mercredi 26 décembre. Gérard Biet, âgé de vingt-trois ans, Joséito Cardo, dix-huit ans, Juan Palice, dix-neuf ans, et Pascal Abelin, dix-neuf ans, tous domiciliés à Beauvais, avaient sillonné en camionnette pendant deux heures le centre-ville, s'attaquant avec des barres de fer et une pelle américaine à des passants isolés choisis pour leur couleur de peau. Plusieurs témoins de ces agressions affirment les avoir entendus crier « Vive Le Pen, vive la France, vive la Légion ! ».

Un policier hors service figure parmi les victimes, dont quatre ont déposé plainte alors que les agresseurs affirmaient en avoir attaqué une dizaine, sans rien leur voler. Le policier, qui se rendait à la messe de minuit avec son épouse, aurait reçu plusieurs coups de barre de fer. Dans un autre quartier le commando s'en est pris à un Algérien âgé de cinquante ans, hospitalisé depuis pour de graves traumatismes crâniens et faciaux.

Les quatre hommes ont été interpellés au terme d'une poursuite par

la brigade de surveillance nocturne du commissariat de Beauvais, lundi 24 décembre peu avant minuit. Après avoir reconnu les faits, ils ont refusé leur comparution immédiate afin de pouvoir préparer leur défense.

Le père de Céline Jourdan porte plainte contre Richard Roman. — Père de Céline, la fille violée et assassinée le 26 juillet 1988, M. Gilbert Jourdan a porté plainte pour « dénonciation calomnieuse » contre M. Richard Roman qui l'avait accusé de l'avoir agressé avec un complice à Anancy (Haute-Savoie), lundi 24 décembre (le Monde du 28 décembre). Inculpé pour l'assassinat de Céline, Richard Roman avait bénéficié d'un non-lieu du juge d'instruction, ensuite annulé par la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence — décision contre laquelle il s'est pourvu en cassation. L'avocat de M. Jourdan, M. Jean-Michel Pessenti, affirme que son client a passé les journées du lundi 24 et du mardi 25 décembre « chez lui, à la Motte-du-Caire » (Alpes-de-Haute-Provence).



## SPORTS

La Coupe du monde de football en 1998

### M. Rocard va engager des consultations à propos du grand stade en Ile-de-France

M. Michel Rocard va mener du 9 au 14 janvier une série de consultations auprès des élus et des responsables sportifs à propos de l'implantation en Ile-de-France du grand stade nécessaire à l'organisation de la Coupe du monde de football en 1998. A l'issue de ces entretiens, le premier ministre annoncera le nom du site retenu pour cette construction qui a fait l'objet de nombreuses polémiques ces derniers mois, notamment entre les élus socialistes du département de l'Essonne au sujet de la candidature de Massy (le Monde du 21 octobre).

Le choix de M. Rocard, qui devait intervenir avant la fin de l'année, avait été repoussé à la mi-janvier afin de permettre une consultation des élus. Les sites de Melun-Sénart (Seine-et-Marne), Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) et Nanterre (Hauts-de-Seine) seraient les mieux placés.

Le premier ministre rencontrera notamment MM. Robert Pandraud (RPR) et François Assens (PCF), députés de Seine-Saint-Denis, Michel Sapin (PS), député des Hauts-de-Seine, Claude Germon (PS), député de l'Essonne et maire de Massy, Pierre-Charles Krieg, président du conseil régional de l'Ile-de-France, et Georges Prudhomme, maire de Tremblay-en-France. En ce qui concerne le mouvement sportif, MM. Jean Fourcade-Fayard, président de la Fédération française de football, Fernand Sastre, président du comité de candidature de la France pour la Coupe du monde, Robert Bobin, président de la Fédération française d'athlétisme et Nelson Pailou, président du Comité olympique français et Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, seront consultés.

La crise du club de Bordeaux

### Le sauvetage financier des Girondins serait en bonne voie

Le vice-président de la chambre de commerce de Bordeaux, M. Jean-Pierre Derose, a déclaré, jeudi 28 décembre, qu'il avait trouvé « trois partenaires, très puissants », pour tenter de sauver le club de football des Girondins, en proie à de graves problèmes financiers (le Monde du 22 décembre). M. Derose, pressenti pour succéder à l'actuel président, l'opinion Alain Afflelou, n'a pas fourni de précisions sur leur identité mais a indiqué qu'il s'agissait d'entreprises internationales qui se feraient connaître dans les quarante-huit heures si un accord définitif était conclu.

Le déficit comptable du club était de 242 millions de francs au 30 juin 1990. Le comité directeur

des Girondins avait récemment annoncé que, sans apport d'argent frais, le dépôt de bilan - donc la descente automatique en deuxième division, selon les règlements du football français - était inévitable.

La démission de l'entraîneur de l'OGC-Nice, L'entraîneur de l'équipe de football de première division de Nice, Jean Fernandez, a démissionné de ses fonctions, jeudi 27 décembre. Fernandez, qui était en poste depuis le début de la saison, après avoir longtemps dirigé l'AS Cannes, a justifié sa décision en expliquant qu'il ne pouvait plus supporter l'hostilité d'une partie du public niçois à son égard. L'équipe actuelle occupe actuellement la quatorzième place du championnat de France.

## COMMUNICATION

La fin de la croissance à deux chiffres

### Années de transition pour la publicité mondiale

Après les années roses de la croissance, le marché publicitaire mondial vire au gris. Mais si le début de la décennie 90 a sonné le glas de la croissance à deux chiffres des années 80 (plus de 10 %), les pays industrialisés vivent différemment ce retour temporaire à la grisaille.

La récente enquête publiée par M. Claude Maricon, directeur du marketing d'information et publicité (IP), la régie publicitaire de RTL, RTL-TV, etc., les classe en trois groupes : les pays dont les investissements publicitaires sont en régression (comme la Grande-Bretagne), ceux dont la croissance stagne (c'est le cas des Etats-Unis et de la Suisse) et enfin ceux qui, comme le Japon, l'Allemagne, l'Italie et la France, entrent dans une période de demi-teinte. La croissance de leur marché publicitaire sera moindre, comparativement à la surchauffe de la fin des années 80. Mais elle reste largement supérieure à l'inflation et la publicité est l'un des secteurs économiques qui enregistrent un des plus forts taux d'évolution. En dépit de la crise du Golfe qui ne fait que révéler une baisse sensible depuis l'automne 1989.

Pour l'année à venir, le verdict est simple : les entreprises de publicité et les médias vont devoir revoir leur train de vie pendant cette année de moindre croissance, en resserrant leurs frais et en ayant parfois recours à des restructurations. Mais les usages de l'année 1991 devraient ensuite se dissiper, chassés notamment par l'approche de l'Acte unique européen. « En Europe, les fortes croissances repartiront en 1992 », assure avec optimisme l'Union d'IP.

Cela n'empêche pas Britanniques et Suisses de se débattre dans les affaires de la récession. Outre-Manche, le marché publicitaire a subi en 1990 « un véritable choc » qui se traduit par un recul de 7,4 % par rapport à l'année précédente, sur fond d'inflation et de hausse des taux d'intérêt. Les plus grands groupes publicitaires (WPP, Saatchi

and Saatchi) comme les médias (le groupe Times Mirror de M. Rupert Murdoch) affichent des pertes financières. Il en va de même en Suisse. Ainsi, le groupe Edipresse qui publie 24 Heures et le Matin a enregistré une baisse de 25 % de son autofinancement consécutive à une chute des recettes publicitaires. Seule consolation dans ces deux pays, les tirages de la presse écrite s'inscrivent à la hausse. « La presse est toujours mieux lue en période de crise, affirme l'étude d'IP, et engendrera les bénéfices de cette valeur d'attention bénéfique ».

#### Sortie de tunnel

La récession américaine freine les investissements publicitaires des grandes entreprises comme Chrysler, United Airlines ou General Motors qui, à elle seule, investissait en moyenne plus d'1,5 milliard de dollars dans les médias, voire les chaînes de la grande distribution qui doivent faire face au surendettement des ménages. La croissance du marché publicitaire américain est à zéro (4,9 % de croissance contre 5 % en 1989) et les agences de publicité s'attendent à des restructurations en rafale. Pourtant, moins d'investissement publicitaire ne signifie pas forcément moins de communication. A défaut d'investir dans les grands médias, les entreprises cherchent des voies annexes. En usant des instruments du « hors média » comme le marketing direct, les relations publiques, le sponsoring, la promotion, le lobbying ou en tablant sur un renforcement de l'image des marques, surtout pour les plus grandes entreprises, en faisant feu de tout bois y compris de la charity promotion (un dollar de chaque achat est reversé à une association caritative ou à un groupe de recherche).

Pour certains pays européens comme l'Espagne, l'Italie ou la France, la surchauffe appartient au passé. Si le marché publicitaire espagnol a conservé un taux élevé de croissance en 1990 (20 %), il recule vis-à-vis des années précédentes. En 1991, il augmentera de 15 % mais

seule la télévision et notamment les télévisions régionales comme TV3, Canal Sur, Canal 33, etc. en profiteront. Elles concurrencent d'ailleurs de plus en plus radios et quotidiens, tandis que la récente intensification de l'affichage sur les routes le met en difficulté. L'Italie verra son marché publicitaire s'inscrire à la baisse (8,5 % de croissance en 1991 contre 9,2 % en 1990 et 11 % en 1989).

La France de la publicité et des médias va également vivre 1991 à reculons. Le marché augmentera vraisemblablement de 7 %, alors que sa croissance 1990 était de 8,6 % et celle de 1989 de 11,3 %. Cette « rupture » se traduira par un ralentissement des investissements des entreprises dans la publicité, auxquels va s'ajouter pour la presse une « décelération importante » des petites annonces. En 1990, le taux

de croissance de la publicité commerciale dans la presse écrite sera de 5,6 % alors qu'il atteignait quasiment le double en 1989. Il devrait être de 4,3 % l'an prochain.

Pourtant, l'analyse n'est pas complètement morose : en 1990, le marché a gagné 4 milliards de francs dont deux sont allés à la télévision, un à la presse. La transition des années 1990-1991 explique les resserments des coûts dans les entreprises de publicité et les médias, les plans de redressement et l'attrait qu'exerce sur les entreprises la communication hors-média, plus ciblée, qui bénéficie d'un effet de report. Une phase de transition donc, mais aussi de préparation à 1992, présentée comme une « sortie de tunnel ».

YVES-MARIE LABÉ

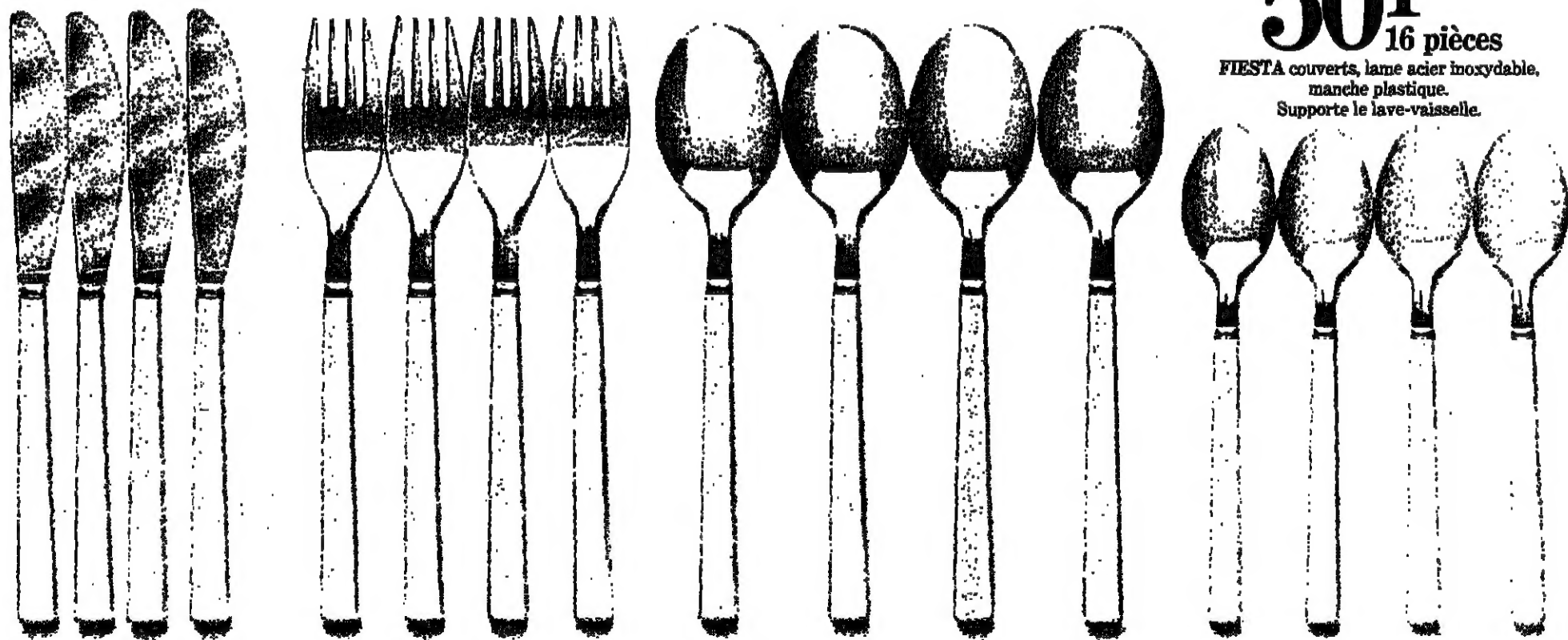
#### EN BREF

■ Mort du producteur Richard Irving. - Le producteur de télévision Richard Irving est mort, le 23 décembre, des suites d'une opération cardiaque à l'âge de soixante-trois ans. Fondateur de Revue productions, filiale télévision du groupe MCA Universal, il en a été le vice-président jusqu'en 1979. On lui doit notamment la célèbre série Colombo mais aussi Mystery Theater, Name of the game, The insiders et The Jesse Owens story.

■ Décès de Philippe Meaulle. - Philippe Meaulle, co-directeur du groupe de presse normand Meaulle, est mort, le 26 décembre, emporté par une avalanche dans les Alpes suisses. Né le 30 juin 1944, ancien avocat au barreau de Paris, Philippe Meaulle dirigeait, depuis 1972, avec son frère Bernard, le groupe de presse éditeur de l'Eveil normand qui réunit, en outre, une dizaine d'hebdomadaires tirant globalement à 116 000 exemplaires sur le Calvados, l'Orne, l'Eure, la Seine-Maritime et les Yvelines. Philippe Meaulle venait d'être élu administrateur de l'Office de justification de la diffusion des supports de publicité (OJD).

■ Trois experts pour FR 3. - M. Hervé Bourges, président d'A 2 et de FR 3, a désigné, jeudi 27 décembre, le groupe d'experts chargés d'examiner les perspectives concrètes d'évolution de carrières des journalistes de la chaîne. Deux anciens de FR 3 - Henri Sannier, aujourd'hui journaliste à Antenne 2 et Michel Gazeau, ancien directeur financier de la chaîne, passé depuis à TV 5 - y cotoient M. Guy Servat, contrôleur d'Etat honoraire. Ils remettront un rapport à M. Bourges, le 15 janvier. La grève des journalistes de FR 3, entamée le 18 novembre, est aujourd'hui presque terminée. Le SNJ (autonome) qui avait refusé de signer le protocole d'accord, a levé le 28 décembre son préavis de grève. La veille, seules deux des vingt-cinq rédactions de FR 3, (Clermont-Ferrand, Corse), étaient encore en grève.

Voici enfin un moyen pas cher d'avoir tous ses amis à table sans payer le couvert. Bon réveillon !



50F  
16 pièces

FIESTA couverts, lame acier inoxydable, manche plastique. Supporte le lave-vaisselle.

Au moment où les dessous de table se pratiquent galement un peu partout entre amis, IKEA a pensé que ce n'était pas exactement la période pour mettre de l'argent sur la table. D'où le prix ci-dessus, qui prouve qu'on peut traiter magnifiquement ses amis sans payer plus que ça. L'important est ce qu'il y a dans l'assiette. Bon réveillon ! Offre valable jusqu'au 5 janvier 1991.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA PARIS NORD II  
AUTOROUTE AL 21 PARIS NORD II  
NOCTURNE : MER. 22H

IKEA PARIS EVRY  
AUTOROUTE A6, EVRY LISSES  
NOCTURNE : MAR. ET JEU. 22H

IKEA LYON  
C.C. AUCHAN SAINT-PIERRE  
NOCTURNE : JEU. ET VEN. 22H

IKEA MARSEILLE  
C.C. VITROLLES ESPACE  
NOCTURNE : VEN. 22H

IKEA LILLE  
C.C. LOMME  
NOCTURNE : MER. ET VEN. 22H

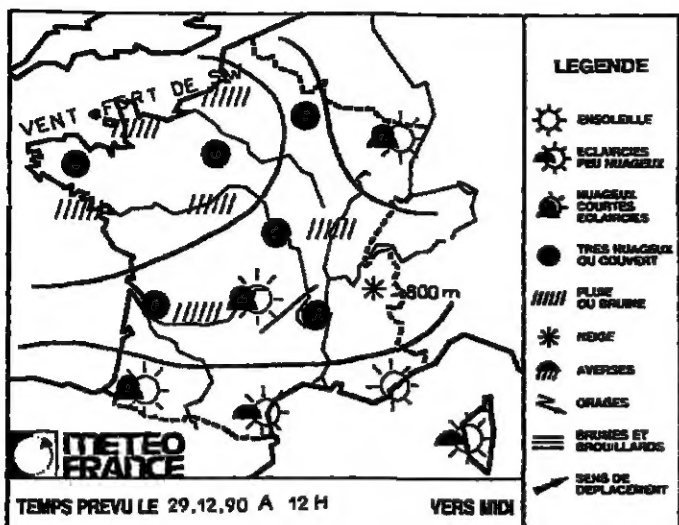
IKEA BORDEAUX  
C.C. BORDEAUX-LAC  
NOCTURNE : MER. ET VEN. 22H

OUVERTURE : LUN.-VEN. 10 H-20 H, SAM. 9 H-20 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3614 IKEA

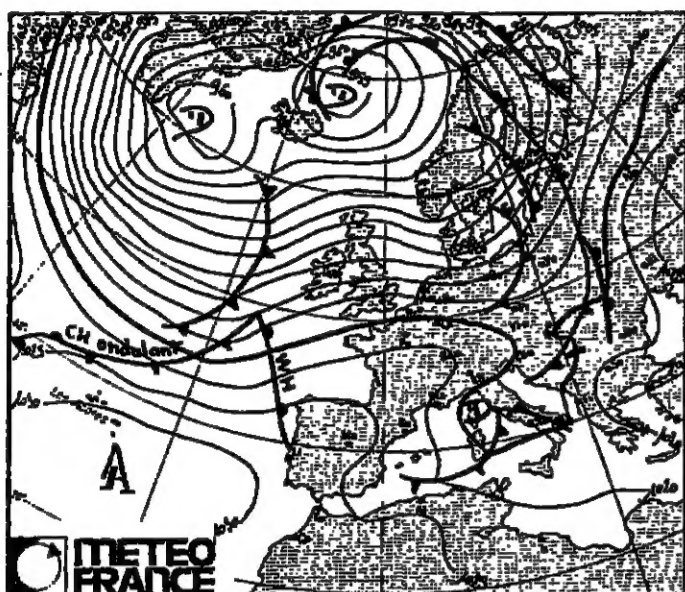


# MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 29 décembre  
Pluvieux et doux, ventaux en Manche



SITUATION LE 28 DÉCEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



Dimanche 30 décembre : très nuageux. Sur la majeure partie de la France le temps sera très nuageux et faiblement pluvieux. Il neigera au-dessus de 1 500 mètres à 1 800 mètres. Au fil des heures, les précipitations se feront généralement plus épaisses, mais elles pourront rester à l'écart d'un peu plus marquées et continues.

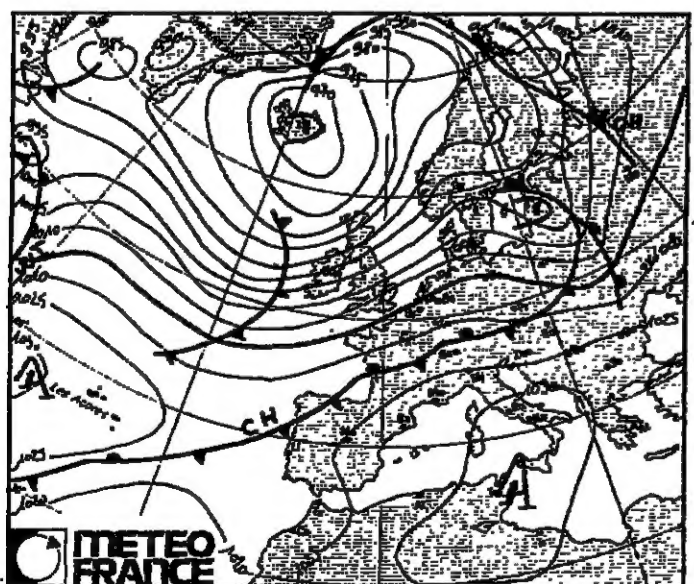
Sur les régions du Nord-Ouest, quelques éclaircies se développeront, mais la contrepartie sera des averse et du vent localement fort de sud-ouest.

Sur les régions méditerranéennes et la Corse les passages nuageux seront entrecoupés d'éclaircies.

Les températures minimales seront souvent comprises entre 3 degrés et 8 degrés, elles atteindront 7 degrés à 8 degrés dans le Sud-Ouest.

Les températures maximales s'élèveront entre 11 degrés et 15 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 30 DÉCEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé												
Valeurs extrêmes relevées entre le 27-12-90 à 6 heures TU et le 28-12-90 à 6 heures TU												
le 28-12-90												
FRANCE				ÉTRANGER								
ALACCIO	13	4	D	TOULOUSE	9	12	3	N	LYON	10	3	C
BARCELONE	13	5	N	POINTE-A-PITRE	30	22	D	LUXEMBOURG	12	5	C	
BORDEAUX	13	5	N					MADRID	12	5	D	
BREST	10	1	N					MARSEILLE	12	7	D	
CARLIS	10	4	C					MILAN	12	7	D	
CHERBOURG	10	4	C					MONTREAL	12	7	D	
CLERMONT-FERR.	10	4	C					MOSCOW	12	7	D	
DIJON	10	4	C					NEW-YORK	12	7	D	
GRENOBLE-LESH.	10	4	C					OSLO	12	7	D	
LYON	10	4	C					PALMA-DE-MAJ.	12	7	D	
NANTES	10	4	C					PARIS	12	7	D	
NICE	10	4	C					PEKIN	12	7	D	
PARIS-MONTM.	10	4	C					RAIOU-JANEIRO	12	7	D	
RENNES	10	4	C					ROME	12	7	D	
STRASBOURG	10	4	C					SINGAPOUR	12	7	D	
								STOCKHOLM	12	7	D	
								STONY	12	7	D	
								TOKYO	12	7	D	
								TUNIS	11	10	C	
								VARSOVIE	12	7	D	
								VENISE	12	7	D	
								VIENNE	12	7	D	

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel déjaillé	N cid nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

# PHILATÉLIE

## Timbres de France au type « Merson »

L'annonce d'un concours pour dessiner un timbre « moderne, républicain et français », destiné à remplacer le type *Palm et Commerce* vieillissant de Sage, parait au *Journal officiel* du 4 février 1894. Parmi près de sept cents projets, aucun ne soulève l'enthousiasme du jury. Ce n'est donc qu'en 1898 qu'est prise la décision de substituer aux *Sage* trois types de timbres : un pour les petites valeurs, un second pour les moyennes et un troisième pour les grosses valeurs.

Les projets furent confiés respectivement au peintre Blanc, au graveur

jusqu'en 1931-1935, lorsqu'apparurent à ce type les vignettes des assurances sociales créées pour payer les cotisations d'assurance et de retraite. Avec *Timbres de France* au type *Merson*, Jean Storch et Robert Francou viennent de signer un remarquable ouvrage, émaillé de nombreux clichés, qui raconte en détail cette histoire des timbres *Merson* sans rien laisser dans l'ombre : biographie de Merson, expertise des types, planches, feuilles, papiers, variétés, essais, faux, tarifs et usages postaux... Tout y est, dans un style et une présentation clairs et précis, avec un texte bilingue français et anglais.

P. J.

► *Timbres de France* au type *Merson*, Jean Storch et Robert Francou, traduction anglaise de George E. Barker, 200 pages, 198 photos en noir et blanc, format A 4. Disponible en Grande-Bretagne chez l'éditeur : The Royal Philatelic Society, 41 Devonshire Place, London W1N 1PE, Angleterre au prix de 38,50 livres. Diffusion en France (400 F) par l'Imprimerie du Vivalais, BP 61, 07102 Annonay Cedex (CCP 2024-67 W Lyon).



2 F Merson (numéro Yvert 122), émis le 4 décembre 1900.

Mouchon, et au peintre, prix de Rome en 1869, membre de l'Institut en 1892, Luc-Olivier Merson (1846-1920).

En 1900, le type *Merson* dont les poinçons furent gravés par Thévenin puis Guillemin - le timbre est imprimé en typographie - est ainsi mis en service. Il connaît de nombreux tirages, valeurs, utilisations...

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes*, 5, rue Antoine-Bourdelle, Tél. : 40-56-59-57

## En filigrane

► *Le Monde des philatélistes* de janvier. - *Le Monde des philatélistes* de janvier est paru. Quatre pages sont consacrées aux cartes de vœux philatéliques que Paul-Emile Victor expédie durant près de vingt ans à ses correspondants, du temps où il participait aux expéditions polaires françaises en Terre Adélie. Cartes aux illustrations signées Paul-Emile Victor bien sûr ! Plus classiques les études sur les timbres fiscaux de l'Empire français ou les successeurs du Penny Black en Grande-Bretagne dès février 1841. Serge Zeyens dresse le hit-parade des cartes postales régionales les plus chères : le record à 20 000 F pour une voiture à chiens de Pont-de-Bonvoisin (Isère), dite le *Médecin des pauvres*, prix égalé par l'*Entremetteur* au village dans la série des « coutumes, mœurs et costumes bretons ». Ce numéro fait le point sur toutes les émissions de timbres de l'année écoulée. Enfin, le *Monde des philatélistes* fête la nouvelle année à sa manière, en étant imprimé sur un nouveau papier, de bien meilleure qualité (le *Monde des philatélistes*, 104 pages, en vente en kiosques 23 F).

► *Ventes*. - Vente sur offres Demarest avec un très élégant catalogue (19, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-70-04-01). Clôture des offres le 17 janvier. Au programme, près de 4 000 lots de timbres postaux et oblitérations départementales.

marques militaires, classiques de France, fiscaux et monde entier. A noter un panneau du n° 182 « Congrès philatélique de Bordeaux 1923 » (départ 60 000 F), paire verticale tête-bêche du 20 c noir Cérès (20 000 F) ou paire horizontale tête-bêche du 10 c bistre-jaune Cérès (départ 40 000 F). Quelques beaux lots polaires.

Vente sur offres Soluphil (5, rue du Helder, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-3-41) clôturée le 11 janvier. Près de 2 000 lots comprenant marques postales, classiques de France, 20 c noir Cérès oblitérés 1 et 2 janvier 1849 (départ 3 000 F et 12 000 F selon états), Bordeaux, guerre de 1870...

Résultats de la vente italipil du 28 novembre en Italie : un bon 335 000 F réalisé par un ballon monté 80 c *Napoli* leur pour Hongkong, départ le 18 novembre 1870, marque bleue « *Forwarded by Frederic Degener Hongkong* ».

► *Drogue et tabac*. - Les postes turques ont émis récemment deux timbres contre l'usage du tabac et de la drogue, à surtaxes, au graphisme spectaculaire.

► *Timbre en braille*. - La poste du Danemark, dans le cadre de l'opération « *Ville pour tous* » lancée en 1987, qui a pour but de simplifier l'accès aux institutions publiques pour venir en aide aux handicapés, a émis un timbre à 3,50 couronnes en braille le 5 octobre dernier.

## BULLETIN D'ENNEIGEMENT

A la suite d'une erreur technique nous avons publié dans nos éditions du mardi 18 décembre, à la place de celui du 26 décembre que nous publions désormais. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir excuser nos erreurs.

Voici les hauteurs d'enneigement du mercredi 26 décembre. Elles sont communiquées par l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (A.S.F.S.H.), 61, boulevard Haussmann, 75008 Paris, qui diffuse aussi ces renseignements sur demande téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

**HAUTE-SAOÏE**  
Avezey : 60-70 ; Les Carroz d'Araches : 70-10 ; Chamonix : 40-135 ; La Chapelle-d'Abondance : 50-90 ; Châtel : n.c. ; La Clusaz : 45-110 ; Combloux : n.c. ; Les Contamines-Montjoie : 40-90 ; Flaine : 47-150 ; Les Gets : 60-90 ; Le Grand-Bornand : 65-90 ; Les Houches : 30-50 ; Megève : 44-90 ; Morillon : n.c. ; Morzine : n.c. ; Pralognan-la-Vanoie : 30-130 ; Pralognan-la-Tignes : 40-90 ; Saint-Gervais : n.c. ; Samoëns : 20-100 ; Thon-les-Mémoires : 40-90.

**SAVOIE**  
Les Arcs : 30-135 ; Arêches-Beaufort : 30-90 ; Ausson : 30-70 ; Bonneval-sur-Arc : 40-50 ; Bessans : 35-60 ; Le Corbier : 40-100 ; Courchevel : 35-100 ; Courmayeur : 40-60 ; Flumet : 35-50 ; Les Menuires : 35-110 ; Méribel : 36-84 ; La Norma : 40-80 ; Notre-Dame-de-Belleville : 30-70 ; Peisey-Nancrois-Vallandry : 30-125 ; La Plagne (vallées) : 25-110 ; Pralognan-la-Vanoie : 20-50 ; La Rosière 1950 : 45-140 ; Saint-François-Longchamp : 30-120 ; Les Saisies : 30-80 ; Tignes : 75-130 ; La Toussuire : 40-70 ; Val-Cenis : 29-120 ; Valfréjus :

35-105 ; Val-d'Isère : 73-170 ; Valloire : 40-80 ; Valmeinier : 40-80 ; Valmorel : 30-90 ; Val-Thorens : n.c.

**ISÈRE**  
L'Alpe d'Huez : 70-210 ; Alpe du Grand-Serre : 70-90 ; Auris-en-Oisans : 100-145 ; Chantonnay : 100-130 ; Chantonnay : 100-130 ; Le Collet-d'Allevard : 70-110 ; Les Deux-Alpes : 70-220 ; Grasse-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : 100-180 ; Méaudre : 30-160 ; Saint-Pierre-de-Charvieu : 50-105 ; Les Sept-Laux : 35-40 ; Villard-de-Lans : 100-150.

**ALPES-DU-SUD**  
Auron : 70-120 ; Beuil-Les-Lannes : 70-120 ; Briançon : 25-130 ; Isola-2000 : 100-145 ; Montgenèvre : 40-95 ; Orcières-Merlette : 50-150 ; Les Orres : 55-120 ; Pra-Loup : 30-100 ; Pey-Saint-Vincent : 90-130 ; Risoul-1850 : 70-110 ; Le Saizet-Super-Saizet : n.c. ; Serre-Chevalier : 50-150 ; Superdévoluy : 60-120 ; Valberg : 90-110 ; Val d'Allos-le-Signe : 30-60 ; Val d'Allos-la-Foux : 40-80 ; Vars : 50-110.

**PYRÉNÉES**  
Arles-Thermes : 40-170 ; Barèges : 90-160 ; Cauterets-Les : 150-200 ; Font-Romeu : 30-70 ; Gourette : 80-n.c. ; Luz-Ardiden : 100-120 ; La Mongie : 125-140 ; Peyragudes : 80-140 ; Piau-Engaly : 100-100 ; Saint-Lary-Soulan : n.c. ; Super-Bagnères : 70-120.

**MASSIF CENTRAL**  
Le Mont-Dore : 45-80 ; Bessèze/Super-Besse : 50-80 ; Super-Lioran : 50-50.

**JURA**  
Môtatbiois : 40-70 ; Mijoux-Lalex : 70-90 ; Les Rousses : n.c.

**VOSGES**  
Le Bonhomme : 40-80 ; La Brusse-Hoback : 60-120 ; Gérardmer : 80-100 ; Saint-Marc-sur-Moselle : n.c. ; Venon : 60-100.

# CARNET DU Monde

## Décès

- M= Simone Certhoux, Et sa famille, ont le regret d'annoncer le décès du

docteur Jean CERTHOUX, médecin de la Résistance,

survenu au cours de sa soixante-seizième année, le 26 décembre 1990, à Palavas-les-Flots.

Le service aura lieu à La Charité-sur-Loire, le samedi 29 décembre, à 11 heures.

- M= Albert Cohen, son épouse, M. et M= Edmond Cohen, Benjamin et Jonathan Cohen, ses enfants et petits-enfants, Les familles Cohen, Carré, Morin et Mandelbaum, ont le regret de faire part du décès de

M= Albert COHEN, docteur en droit, conseil juridique,

survenu le 27 décembre 1990.

L'inhumation aura lieu le lundi 31 décembre, à 15 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

132, avenue de Wagram, 75017 Paris.

- Thomas Pepin Lehalleur à la tristesse de faire part de la mort, à l'âge de soixante-sept ans, de son grand-père

Pierre DUCASSÉ, ancien directeur adjoint des impôts.

L'incinération a eu lieu à Niort.

53, rue Vigné-Lebrun, 78430 Louveciennes.

- M= Sharon Coles Huisman, sa femme, M= Gisèle Thiriez, sa mère, M= et M. Denis Huisman, son père, M= Marcelle Georges Huisman, sa grand-mère, M. et M= Norman Iverson, ses beaux-parents, leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Bruno Huisman, et leurs enfants, M. et M= Bruno Perrio-Huisman, et leurs enfants, M= Dominique, Sophie-Caroline, Elsa et Violaine Huisman, ses frères, sœurs, neveux et nièces, M= Gabrielle Sander, Et les familles Huisman, Iverson et Thiriez, ont l'immense douleur d'annoncer la mort de

M. Coles Georges HUISMAN, EMP 1975, MBA, directeur de l'EFAP USA (New-York),

à Des Moines (Iowa, USA), le 23 décembre 1990.

L'inhumation aura lieu le lundi 31 décembre, à 15 heures, au cimetière de Valmondois (Val-d'Oise).

76, rue d'Assas, 75006 Paris, 79, rue du Faubourg-Saint-Jacques, 75014 Paris, 220 East, 72nd Street, New-York.

- Lyon, Bourg-en-Bresse,

Catherine Loiseau, sa femme, Aurèle et Estelle, ses filles, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques LOISEAU, principal adjoint de collège,

survenu le 25 décembre 1990, à Bourg-en-Bresse, à l'âge de quarante et un ans.

- Alédula, louange à Dieu,

Hélène MERMIER, née Condert,

s'est éteinte chez elle, dans la sérénité et l'espérance, dans sa soixante-dix-huitième année. Elle a retrouvé son Bien-Aimé le 18 décembre 1990.

« La Terre est remplie de la bonté de l'Eternel. » Psaume 33, vers. 5.

De la part de Ses enfants, petits-enfants, sœurs, familles, oncles, Mission Rolland, Et Communauté de Pomeyrol.

La Falette, 84220 Goult.

- Alain Touraine, son épouse, Mariel Touraine, sa fille, Michel Reveyrand et Alexandra, Philippe Touraine, son fils, Et Isabelle Proulx, Les familles Aréna, Gonzalez, pizarro à Santiago-du-Chili, Pierquin, Corpet et Touraine, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Adriane TOURAINE, née Aréna,

survenu à Paris le 25 décembre 1990 à l'âge de soixante ans.

Le service religieux sera célébré en l'église Saint-Sulpice, le jeudi 3 janvier, à 8 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

32, boulevard de Vaugirard, 75015 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre ZABIT,

survenu le 25 décembre 1990 dans sa soixante-huitième année.

De la part de M= Mario-José Zabit, née Nasif, son épouse, Patricia, Claudia, Nadim, Carine et Brigitte, ses enfants, Ses frères et sœurs, M= Marie Nasif, sa belle-mère, M= et M= Chadiac, ses oncles et tantes, M. Ramzi Asif, Et famille.

1, rue du Colonel-Mattei, 06110 Le Cannet-Rocheville.

## Remerciements

- M= Hélène Marty-Lavaudelle, Et ses fils, touchés par les nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. Jean-Paul MARTY-LAVAUZELLE

vous prient d'accepter leurs remerciements émus.

## LÉGION D'HONNEUR

Ministère de la défense Est promu officier : M. Yannick Caillaud, colonel.

## WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 29 décembre Cannes, 15 heures : tableaux modernes et contemporains.

Dimanche 30 décembre Respendon, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art.

Mardi 1<sup>er</sup> janvier Honfleur, 14 h 30 : tableaux, modernes, planches, céramiques.

FOIRES ET SALONS Cannes (Palm Beach et Palais des festivals).

### EN ARMENIE

## 10.000 enfants de 0 à 2 ans manquent de lait

2.000 d'entre eux se trouvent encore, aujourd'hui, sans abri sur le site sinistré de SPITAK

Sans une intervention rapide, tous ces enfants seront victimes de la famine et du froid

### AIDEZ-NOUS A LES SAUVER

Cet appel nous est adressé par la Directrice du «FONDS DES ENFANTS» (organisme public) à EREVAN (Arménie)

Nous voulons envoyer chaque semaine, par avion 1000 Kg de lait spécial enfants.

Vos chèques, libellés au nom de Fondation de France 80.08.07 sont à adresser à l'association S.F.E.A.

Soutien Français aux Enfants d'Arménie Annick Durand - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON (France)



# CULTURE

## DANSE

### Familles d'artistes

Un an avant la grande exposition sur les Ballets russes, un album fait revivre les fastes d'une légende

« Il y a des rouges qui sont triomphants et il y a des rouges meurtriers. Il y a un bleu qui peut être le bleu d'une sainte Madeleine, et il y a un bleu qui peut être celui d'une Messaline », écrivait Léon Samoilovitch Bakst, créateur de décors de théâtre, de costumes, portés entre autres par Nijinsky, Anna Pavlova, Ida Rubinstein, Michel Fokine... Avec Alexandre Benois, critique, historien d'art, futur directeur de la galerie de peinture de l'Ermitage, Serge de Diaghilev, il fonde en 1899 à Saint-Petersbourg la revue et le cercle *Le monde de l'Art* (*Mir Iskousstva*), destinés à faire connaître l'art russe à l'étranger. La chorégraphie va en devenant la préoccupation majeure, associant entre 1908 et 1924, musiciens de Rimski-Korsakov, Stravinsky, à Erik Satie, danseurs, peintres tels que Pablo Picasso, Juan Gris, Max Ernst, Georges Braque.

« Je crois avoir trouvé ma vocation, le mécène », avait déclaré en 1905 Serge de Diaghilev, surnommé plus tard par Francis Poulenc « le magicien, le sorcier ». Mécène sans argent, ce personnage haut en couleur donna l'éclat des « Grandes Saisons » parisiennes organisées à l'Opéra, au Théâtre des Champs-Élysées, ou au Châtelet. « En prenant possession du Châtelet en 1909, il trouva que le théâtre, qui datait du temps de Napoléon III, ne correspondait aucunement ni par la propriété ni par l'élégance à la splendeur de la fête d'art qu'il allait offrir à Paris. C'est ce qui le décida à faire des dépenses extraordinaires afin de lui prêter un air plus brillant... Il fit nettoyer et par endroits repeindre la salle, les deux loges et les loges et - véritable folie - il couvrit de moquettes de couleur grenat les passages entre les rangs et les fauteuils », écrit Alexandre Benois.

La légende des Ballets russes revêt aujourd'hui sur papier glacé grâce au magnifique ouvrage en provenance de Moscou (1988) paru chez Gallimard. Plus de quatre cents documents, projets de costumes, décors, illustrent cette aventure dispersée dans les ventes aux enchères des années 60, aux quatre coins du monde, et réunies dans la pénombre des musées soviétiques jusqu'au milieu des années 80... Perestroïka culturelle oblige, Militsa Pokrasskaia - dont le statut n'est pas dévolué - a pu faire ouvrir les collections du Musée Bakhruchina, de la Galerie Tretyakov, du Musée des beaux-arts Zakharov et du Théâtre du Bolchoï.

Dès les premières pages, les textes de Stravinsky sur Nijinsky, les caricatures de Coteau par Bakst donnent l'esprit des Ballets russes, fait de complicité entre les artistes... Mais la véritable originalité, celle qui fascine bientôt le public parisien, c'est la conception - alors nouvelle - de la mise en scène définie comme un tout, où les costumes, les décors, conçus par le même peintre participent avec la même intensité que les sons, les gestes, à l'expression du spectacle.

Clair, didactique, le livre se décompose autour des trois grandes « étapes ». La première, orientaliste, de son art, réjouit pourpre et or des Boris Goudonov, des danses du Prince Igor, de ces Cléopâtre, et sultane rouge, croqués par Roerich, Benois, Anisfeld, et bien sûr Bakst : le corps-parure se soulève au milieu des bijoux, des plumes, fend les soieries multicolores, les cheveux d'odalisque se dénouent en un mouvement sensuel... Les Ballets russes raniment l'esprit des turqueries du dix-huitième siècle, qui ne cessera d'influencer l'illustration et la mode, de Erté à Paul Poiret. Un an après *Shéhérazade*, *L'Oiseau de feu*, les *Orientales*, Diaghilev donne sa fête, « la Mille et Deuxième Nuit ».

#### Aux couleurs des temps modernes

A partir de 1914, une rupture se produit, entraînant Diaghilev sur les chemins de l'avant-garde... C'est à Coteau, bientôt porte-parole du mouvement qu'il adresse sa célèbre injonction : « Étonne-moi ! ». Avec leurs couleurs primaires, leurs contours moins stylisés, plus géométriques, les projets de Nathalie Gontcharova pour le *Coeur d'or* assurent déjà la transition. Mais le choc date de *Parade*, (1917), ballet en un acte dont les costumes, le décor, le rideau sont signés Picasso, la musique Erik Satie, le livret Jean Cocteau... « Embusqués ! », « fumeurs d'opium ! », crient au Châtelet les spectateurs qui vont jusqu'à se battre dans la fosse d'orchestre. Guillaume Apollinaire, qui a rédigé le programme, voit pourtant dans cette « allégorie universelle... une sorte de sur-réalisme, point de départ d'une série de manifestations de l'esprit nouveau ».

Dès lors, les Ballets russes s'affichent aux formes et couleurs des temps modernes : cubisme de Picasso, futurisme de Giacomo Balla, Fortunato Depero... Progressivement, les scandales se résorbent, le mouvement collectionne les signatures, de Matisse (*Le Chant du rossignol*, 1920), à Miró (*Roméo et Juliette*, 1926) en passant par Marie Laurencin (*Les Biches*, 1934), que n'épargne pas Jean Cocteau : « Voici le parc moderne, le goûter de la Bibliothèque Rose », d'un rose chair.

Les derniers survivants de l'aventure ont disparu récemment : Serge Lifar, Boris Kochno - le secrétaire de Diaghilev - dont Michel Guy, alors ministre de la culture avait fait acheter la collection par la Bibliothèque nationale. En avant-première de l'exposition inaugurale de la réouverture de la Bibliothèque de l'Opéra (janvier 1992) consacrée aux Ballets russes, cet album livre, intact, l'enthousiasme et la mémoire de toutes les familles d'artistes.

LAURENCE BENAÏM

► *L'Art des Ballets russes, 1908-1929*. Gallimard. 288 pages. Prix de souscription : 530 F jusqu'au 31 janvier.

## EN BREF

► Du neuf à Positif. - Après une longue bataille contre son ancien éditeur, la rédaction de *Positif* ayant pris le contrôle de son journal - propose à partir de son numéro de janvier une nouvelle présentation : meilleur papier, couverture plus rigide, pagination accrue. Mais alors que l'autre grand mensuel cinématographique, *Les Cahiers du cinéma*, avait l'an dernier opté pour une formule plus magazine, *Positif* se veut plus que jamais une revue. Les cent quatre pages de la nouvelle maquette se répartissent en trois sections, consacrées aux films de l'actualité, aux festivals et aux livres du cinéma, et à la recherche historique. S'y ajouteront, bien sûr, les très sérieux dossiers qui font de chaque livraison de la revue fondée par Bernard

Chardère et animée par Gérard Legrand et Michel Ciment un ouvrage de référence.

► Elliott Carter au Centre Acantbes. - Session de formation, doublée de concerts publics, et organisée chaque année parallèlement au Festival d'Avignon autour d'un compositeur, le Centre Acantbes a invité pour l'été prochain l'Américain Elliott Carter. Les cours instrumentaux, donnés à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, seront confiés, entre les 15 et 31 juillet, à Robert Aitken (instruments à vent), Sylvio Gualda (percussions), Charles Rosen (piano) et aux membres du Quatuor Arditti. Possibilités de bourses d'étude et de séjour. Reus : Acantbes, 146, rue de Rennes, 75006 Paris. Tél. : 45-44-56-50. Fax : 45-44-26-85.

## THÉÂTRE

### Des témoignages sur Charles Dullin

Un livre élogieux, très documenté, à propos d'un personnage complexe

Charles Dullin a été une figure de notre théâtre durant toute la première moitié du siècle. Prohibé de son art, rigueur de son enseignement, action bénéfique sur d'autres metteurs en scène, ne se discutent pas. Écoutons, entre vingt autres, Jean Vilar : « Je suis allé, dit Vilar, au Théâtre de l'Atelier un certain après-midi d'été de 1933. La pièce était *Richard III*, le metteur en scène Charles Dullin. J'y ai assisté du fond de l'orchestre. C'est cette première rencontre qui a décidé du choix de mon métier, et donc de ma vie ».

Paul-Louis Mignon publie aujourd'hui une biographie de Charles Dullin. C'est une mine d'informations justes. Enfance de Dullin dans les neiges de Savoie, rencontres des ramoneurs, colporteurs, contrebassiers. Petits métiers à Lyon, puis montée à Paris - où Dullin récite des poèmes dans les cours, tient une baraque de foire à la fête de Neuilly, se fait engager par un cirque - il dit de beaux textes dans la cage aux lions... Passion de Dullin pour les chevaux (il rêve de jouer Buffalo Bill). Précisions aussi sur la maladie, une « spondylarthrite ankylosante » qui devait incliner de plus en plus son dos, et qui ne lui permettait pas - il l'a dit - d'interpréter les rôles qui devaient « lever les yeux au ciel ».

Et c'est l'aventure du Vieux-Colombier chez Copeau, puis l'Atelier de la place Dancourt, puis, pendant les années de l'occupation allemande, le Théâtre Sarah-Bernhardt décapité Théâtre de la Cité.

Si captivant soit-il, ce livre sur Charles Dullin, à force d'admiration, de respect, de prudence, manque un petit peu de vie, et de recul. C'est une image sainte, un peu plate. Impossible de ne pas faire appel à d'autres témoignages, d'acteurs, auteurs, amis, ou simples spectateurs, qui ont approché l'homme vrai. C'est Louis-Ferdinand Céline. Il n'habite pas loin de l'Atelier, il y va régulièrement. En novembre 1929, il ne se tient pas, il écrit : « A mon sens il y a deux genres de pièces, comme de serpents, ceux qui se mordent la queue. Celles qui vous jettent, et de plus en plus, semblent se mordre la queue... Votre Admirable visite ne féconde rien, c'est un bazar de reliques, on croit que ça va venir, et ça ne vient pas... les Criminels, remarquables au deuxième acte, baïouillent et se mordent la queue au troisième. Entièrement. C'est du music-hall ». Trois ans plus tard, Dullin allait refuser la pièce de Céline : *L'Église*. « Voyage au bout de la nuit », raconte Céline, d'abord été une pièce de théâtre. Ça s'appellait *L'Église*. J'avais écrit *Dullin* ont écrit les notes. Ce ne devait pas être jouable. Mais si, c'était jouable, d'autres metteurs en scène l'ont prouvé.

#### «Étriqués» le propos

Simone de Beauvoir. Dans la Force de l'âge elle parle beaucoup d'une jeune femme, Simone-Camille Sans, qu'elle appelle Camille, fille d'un pharmacien de Toulouse, qui a été la petite amie de Sartre. Après s'être orientée vers la galanterie, avoir fréquenté d'élegantes maisons de rendez-vous, puis s'être fixée au tout-Paris, dit Simone de Beauvoir, Camille avait jeté son dévolu sur Dullin.

Marié, il l'installa chez lui, au rez-de-chaussée, et s'empressa de monter une première pièce d'elle, en 1932, *L'Ombre*. Camille s'était écrit un grand rôle. Simone de Beauvoir écrit : « Quand elle se roula sur le sol en hurlant : "J'ai voulu mourir à pleines dents dans la chair lyrique de la vie", le public éclata de rire ; à la fin, le rideau tomba au milieu des huées. M<sup>lle</sup> Dullin courait dans les couloirs en criant : "L'Atelier s'est déshonoré." Ce qui n'allait pas empêcher Camille, rebaptisée Simone Jolivet, de devenir la compagne inséparable de Dullin. Il allait jouer d'autres pièces d'elle, lui confier les adaptations des

œuvres étrangères, écouter ses conseils.

Simone de Beauvoir nous dit que c'est « sous l'influence de Camille » que Dullin « avait accepté la direction du Théâtre de la Cité ». Et, dans les derniers jours de 1940, Simone de Beauvoir dîna avec Dullin et Camille ; elle raconte : « Camille fit, d'un ton catégorique, une profession de foi qu'il (Dullin) écouta sans piper mot : puisque le nazisme triomphait, il fallait s'y rallier... Je l'arrêtai par un argument qui me

depuis plusieurs semaines, se vexait de ce que les suggestions de Claudel se fassent trop précises.

Le conflit, ignoré de Claudel, s'envenima quand il proposa à Dullin une musique de scène qu'il avait fait écrire par un ami, Claudel écrit à Bourdet : « Dès le retour de Dullin, je lui proposai d'entendre cette musique. Il s'agissait d'une proposition, non d'une imposition, et j'étais tout prêt à me ranger à des observations éventuelles, j'ai-ce même à un refus. Dullin considéra



Classe de Dullin au Conservatoire d'art dramatique. A droite, Alain Cuny.

paraissait sans réplique : les persécution antisémites. « Oh, me dit-elle, Bernstein a gouverné assez longtemps le théâtre : chacun son tour ».

#### Une célébration pure et simple

Jacques Copeau. En 1919, il a fait venir à New-York, où la France l'a envoyé en mission de propagande, Charles Dullin. Mais il est déçu : « Dullin m'étonne, il ne travaille pas. Il ne sait même pas son texte... Sa négligence est-elle un effet de sa prétention croissante ? » Et Copeau se voit obligé de résilier le contrat de Dullin. Il écrit : « Dullin est venu me voir. Rien dans cet entretien ne lui est venu du cœur. Rien qui ne fut attitude. Besoin de supériorité. Calme affecté sous la rage. Desir de rendre la blessure repue. Et cela se comprend. Son argument est que le fait d'être élu, il est entièrement aveugle. Je le lui ai dit. Il a soulevé des réclamations d'argent... et a ajouté l'insulte à son ingratitude ».

André Gide. Ce qu'il dit est important, parce qu'il met le doigt sur l'un des aspects constants du jeu, de l'art, de Dullin : plus il se voit et précisait ses expressions de physionomie et de voix, plus il « étriquait » le propos au détriment de la richesse du texte. Gide écrit : « Voici Dullin qui lit un extrait des Souvenirs de la Maison des morts (de Dostoïevski). On voit la fièvre du mort, on entend les gémissements de la femme battue. Mais il oublie, fait oublier, que celui qui fait ce récit n'est qu'une brute parfaitement inconsciente du pathétique de cette scène qu'il raconte, et que le tragique vient de ceci, précisément : qu'il ignore lui, que ce qu'il raconte est tragique ».

Paul Claudel, à présent. En 1938, Claudel a écrit, à cru, que Dullin allait monter *L'Annonce faite à Marie* au Théâtre-Français. L'administrateur, Édouard Bourdet, a donné son assentiment. Claudel a emmené Dullin voir des villages, des forêts, qui indiquent, selon lui, le climat de la pièce. Ils ont travaillé ensemble. Et, le 18 juillet 1939, Claudel ouvre une lettre de Dullin : « Je suis désolé de devoir renoncer à mettre en scène *L'Annonce faite à Marie*. » Dullin,

sans doute cette simple proposition comme une atteinte intolérable à ses droits. Il s'abstint de répondre à ma lettre, et, quelque temps après, brutalement, il m'envoyait, il vous envoyait, sa démission... Il laisse entendre que je veux empiéter sur ce qu'il considère comme son domaine exclusif ».

Jean Cocteau enfin (pour clore une liste qui pourrait être bien plus longue). Nous sommes en avril 1942, au moment de la répétition, chez Dullin, un petit rôle d'une pièce de Lope de Vega, *les Amants de Galice*. Christian-Jaque propose à Marais un rôle important dans un film, *Carmen*, qu'il tourne en Espagne. Marais demande à Dullin de lui rendre sa liberté. C'est un peu un prêt-à-rendre car Dullin, après avoir fait longuement répéter un rôle par Marais dans une autre pièce, l'a congédié juste avant la première. Dullin refuse net. Le producteur passe outre, obtient un visa pour le voyage de Marais. Jean Cocteau écrit dans son *Journal*, le 20 avril 1942 : « Dullin, après des communications aux journaux, fort durs, a prévenu les autorités occupantes. Hier, le docteur Dietrich, qui avait envoyé le laissez-passer à la firme de production, l'a repris. » (Dietrich était à Paris le responsable du service-cinéma de la Propaganda Abteilung).

Le faisaient des témoignages, dans tous les travaux de biographie, d'histoire, permet d'imaginer le caractère, les réactions des êtres, et d'approcher la réalité des faits. Sur beaucoup de faits de la vie de Charles Dullin, le livre de Paul-Louis Mignon « glisse », arrondit les angles : c'est une célébration pure et simple. Ces réserves faites, toute personne aimant Dullin d'après ce qu'elle a su de lui, ou d'après ses apparitions dans des films comme *Volpone* de Maurice Tourneur, *Quelques œuvres* de Claudel, ou les *Mémoires* de Raymond Bernard, sera très intéressée par le livre de Paul-Louis Mignon, important et sérieux travail.

MICHEL COURNOT

► *Charles Dullin*, par Paul-Louis Mignon. Éditions Le Manuscrit. 290 p. 149 F.

### Mummenschanz, encore

Depuis vingt ans qu'ils se métamorphosent, les Mummenschanz sont arrivés à une sorte de stabilité. Ils sont suivies et difficilement classables : marionnettistes et marionnettes tout à la fois, mimes, inventeurs de formes surréalistes, ils ont imposé en Europe comme aux États-Unis leurs façons de se « malléabiliser », en ont enseigné les secrets à de jeunes disciples. Ceux qui se produisent au Théâtre de la Ville ont été, insiste le programme, directement et longuement formés par les maîtres, et c'est vrai qu'il serait difficile de faire la différence.

Les maîtres sont chez eux en Suisse, en train de préparer un renouvellement total. Le spectacle actuel, *Mummenschanz encore*, est un best of, un compendium de leurs meilleurs numéros. On voit d'abord arriver des gens blancs géants, qui ouvrent le rideau, font des blagues avec les doigts, dessinent en blanc sur fond noir toutes sortes de figures tournoyantes.

Ils sont trois, neutres, en maillot noir assexué, sans visage, ce qui leur permet de se coller des feuilles de carnet qu'ils arrachent, et où sont dessinés un nez, des yeux et une bouche avec des expressions différentes, de devenir des prises électriques, des aliens alternativement insectes préhistoriques, grosses bêtes préhistoriques et pathétiques.

Ils font apparaître un monde de bizarreries. Ils affectionnent les gros tuyaux souples en accordéon qu'ils dressent, qu'ils animent comme des chenilles lascives. Ils font manœuvrer les extrémités d'un drap de polystyrène blanc. Ils font voler des cocons argentés...

Tout leur est bon : fil de fer, valise, toile légère de parachute, masques lisses, rouleaux de papier hygiénique... Et en fin, ils retrouvent l'essence de terre glaise de leurs débuts qu'ils se collent au visage, qu'ils colle l'un à l'autre, qu'ils s'effritent, se chiffonnent, se torturent... Ils sont pour la quatrième fois au Théâtre de la Ville où ils n'étaient pas venus depuis quatre ans. Manifestement, ils étaient très attendus. La moindre de leur geste, de leur gag, déclenche rires et applaudissements. Eux continuent, sans un raté, rodés, impeccables, efficaces, maîtrisant leur art avec un métier formidable.

COLETTE GUDARD

► Ce 28 décembre, 20 h 30, 29-30-31 à 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77.

► Installation à Avignon d'un centre national du théâtre. - La création d'un centre national du théâtre et son installation à Avignon dans l'ancien hospice Saint-Louis après restauration ont été décidées par la municipalité et le ministère de la culture. Le projet sera présenté officiellement le 10 janvier. Une exposition rappellera les moments phares du festival et le centre accueillera des jeunes professionnels désireux de se former aux métiers artistiques, techniques et administratifs du théâtre. Il sera également une vocation d'information pour les professionnels avec une banque de données informatisée.

29, 30, 31 DEC. 18H30  
**MUMMENSCHANZ**  
encore  
PRX 75 F - LOC. 42 74 22 77  
2 PL DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

**PASSEZ LES FÊTES EN FAMILLE**  
AVEC  
**LA GLOIRE DE MON PÈRE**  
**LE CHÂTEAU DE MA MÈRE**

DEJÀ 9 200 000 SPECTATEURS EN FRANCE

PHILIPPE CALBERT - NATHALIE ROUSSEL - DIDIER PAIN - THÉRÈSE NOTARD

YVES ROBERT

MARCEL PAGNOI

MADAME ROSA

ALAIN BOUR







# Le Rhin sans romantisme

Par temps d'hiver, voyage sur le Rhin entre Strasbourg et Rotterdam, à bord d'un pousseur, l'Auguste-Detauf. Les touristes ne sont plus en croisière, reste le fleuve avec ses pièges, restent les hommes et leur difficile et dur métier.



« Nous les bateliers, faut pas nous confondre avec les maritimers, les pénichards ou les canotiers ! »

STRASBOURG est trop discret sur son port. On croit la ville les pieds au sec. Une fois le dos tourné à la cathédrale, on découvre de surprenants boulevards aquatiques, bien déserts en ce matin neigeux.

Le bargier qui vient d'assembler - les bateliers disent *bréler* - le convoi a le regard perdu dans les brumes du fleuve.

« Attention, c'est un agresseur », lance Michel, le cuisinier.

On plonge dans les entrailles du pousseur *Auguste-Detauf* par la cuisine. C'est une façon de vous avertir que vous serez bien traité. Une cambuse à gauche, avec des frigos aussi pleins que les soutes à gas-oil. Au bar, où l'on vient s'accouder entre deux manœuvres, il y a toujours une cafetière fumante. Au-dessus d'un coin salon avec des fauteuils et une banquette Barbas où personne n'ose s'asseoir, trône le portrait de l'ingénieur Detauf. C'est là, dans la cantine, que les derniers coureurs du Rhin racontent leur



« Demain, c'est la relève, mais les gars ont pas à s'en faire. Le nouveau cuisinier, c'est un très bon, c'est un saucier, comme moi ! » Mannheim, que Victor Hugo trouvait assomant de modernisme, n'est qu'un trou noir. La neige tournoie autour des projecteurs du *Detauf*, comme des abeilles autour d'une ruche. Le port, lui, est complètement illuminé : l'armée américaine déménage. De longues files de véhicules, le nez face au fleuve, recourent d'un linéol neigeux, attendant l'embarquement. Destination Rotterdam. Puis le Golfe, comme dit la rumeur du Rhin. Une aubaine, en tout cas, pour les pénichards du fleuve qui avaient depuis des mois dans leurs soutes toute une armada. Le *Detauf*, lui aussi, a droit à sa ration de jeeps et de bons vieux Dodge.

Le pousseur s'est cabré comme s'il résistait à un violent coup dans le dos. Le convoi craquant et gémissant a entamé un demitour sur le fleuve. Avant d'entamer à un 38 tonnes de faire une pirouette sur une nationale !

« La rive à 40 mètres... la rive à 30 mètres... »

La voix de Gus, le timonier flamand, dont la silhouette disparaît dans la brume à l'arrivée du convoi, se mêle aux autres appels radio dans le poste de pilotage où Charles, un des deux capitaines, qui vient de prendre son quart, achève la manœuvre tout en surveillant les radars.

Les deux énormes barges de 45 mètres de long ont été amarrées à l'entrée du port. Les hommes besognent au milieu des rafales, courbés sur les plat-bords verglacés, déroulent les treuils, déposent les câbles, débloquent les deux chemins de pousseur. Le *Detauf*, enfin libre, n'est plus qu'une embarcation croupon, un ridicule bouchon flottant qui se faufile dans les alvéoles du port à la recherche de sa nouvelle cargaison. De Bâle à Dordrecht, les pousseurs récupèrent leurs biens dans les moindres recoins portuaires, avec un flair infatigable. Un autre convoi se reconstitue. Étrange accomplissement nocturne.

Au petit matin, le capitaine contemple sa gestation de la nuit : « Pas vu ? Ça, c'est un convoi ! », dit-il, triomphant.



GÉRARD RONDEAU

L'ensemble - cinq barges, 185 mètres de long - tient du super-tanker. L'avant se confond avec les deux rives. Avec une telle caravane, le fleuve peut vous monter à la tête. Il paraît d'ailleurs que 400 millions de bouteilles par an voguent sur le Rhin, expédiées par Kronenbourg. Les hommes du fleuve sont à la fois forcés et « accros » du fleuve. Pour un salaire de misère. Tout cela les autorise à regarder leurs frères de navigation avec une certaine immobilité. Et à tempêter parce que, à force de raboter la paie et les équipages, la corporation risque de disparaître, faute de combattants.

La relève « ou lieu » à Mayence. C'est dans la ville de Gutenberg que fut sans doute publié en 1497 *la Nef des fous* (Le *Narrenschiff* de Brant). Le Rhin mercantile colporte aussi l'imaginaire. A la fois recherche et évasion : « Il est le lieu de toutes les libertés, de toutes les divagations, il est l'errance même. »

Dans son *Histoire de la folie* à l'âge classique, Michel Foucault affirme que ces vaisseaux fantômes ont eu une existence bien réelle au Moyen Âge et à la Renaissance. Des cargaisons d'in-

sensés chassés des villes et confiés à des maritimers pour s'en débarrasser divaguaient sur le fleuve de port en port, et des navires de pèlerins fous se rendant à Gheel, en Belgique, descendaient par les rivières rhénanes.

« L'eau emporte, ajoute le philosophe, mais elle fait plus, elle purifie ; et puis la navigation libère l'homme à l'incertitude du sort... Tout embarquement est, en puissance, le dernier. C'est vers l'autre monde que part le fou sur sa folle nacelle ; c'est de l'autre monde qu'il vient quand il débarque. Cette navigation du fou, c'est à la fois le partage rigoureux et l'absolu passage. »

Dans son grand charroi, le Rhin n'a cessé d'attirer la folie des hommes. Un matin de février 1854, des bateliers qui passaient sous le pont de Düsseldorf retirèrent des flots le corps encore en vie de Robert Schumann, parti de chez lui en robe de chambre avec un affreux manteau de pluie. Des passants reconnurent l'infortuné maître, de telle sorte qu'il put être transporté dans sa demeure. Le musicien venait d'achever la *Symphonie rhénane*.

Régis Guyot  
Lire la suite page 15

## AU SOMMAIRE



L'islam regroupe et protège les témoins de son art et de son histoire... p. 18

Le Michelin, grand juge de paix de la gastronomie... p. 17

L'olivier, arbre symbole du bassin méditerranéen... p. 17

Escapes (p. 14) • Jeux (p. 16) • Table (p. 17)

empoignée avec le fleuve en roulant une cigarette, les bras calés sur le Formica.

La technique du pousseur vient du Mississippi et a révolutionné le transport fluvial. Elle consiste à placer un engin motorisé derrière plusieurs barges - jusqu'à six - qu'on assemble de façon rigide et solidaire à l'aide de câbles, alors qu'auparavant un remorqueur tirait un chapelet de quatre à cinq chalands qui n'en finissaient pas de s'égrener.

Le Rhin, - le premier pousseur y a été expérimenté en 1957 - s'est enfin offert des mastodontes à la mesure de son impétuosité et des ambitions industrielles de ses riverains, reléguant les *Atalante* avec leurs pots de géranium et leur linge séchant comme des oriflammes au Musée de la batellerie. Les lourds convois se forment ; dans les cabines suspendues, des capitaines veillent, solitaires.

Le *Detauf* n'a pas un, mais deux capitaines, qui se relèvent toutes les six heures de 18 heures à 12 heures et toutes les trois heures de 12 heures à 18 heures. Comme les six hommes d'équipage, en équipes de trois : un timonier, un mécanicien, un

matelot. Douze jours et douze nuits accrochés au fleuve. Et puis, la relève, suivie de douze jours de repos. « Quand on se couche à 20 heures, et que le bateau manœuvre à 22 heures, on est sûr d'être réveillé. A la fin tout le monde est à cran », plaide le cuisinier.

Le cuisinier est forcément un confident dans une telle galère. Il ne peut pas veiller uniquement sur des estomacs. Il ne faudrait surtout pas que la compagnie, toujours à l'affût pour grignoter les équipages, s'avise de le troquer contre quelque four à micro-ondes. Michel, le cuisinier, trente-quatre ans de batellerie, c'est un peu la mémoire de la corporation, même si sa carrière a été sinusoïdale à cause de quelques mauvaises histoires - à moins que ce ne soit quelques mauvaises bouteilles - qui n'en finissent pas de le tourmenter.

« Tu vois, nous, les bateliers, faut pas nous confondre avec les maritimers, les pénichards, ou les canotiers ! »

Michel pend son tablier à la porte de la cambuse, puis se met à envelopper un à un ses couteaux avec le dernier numéro des *Dernières Nouvelles d'Alsace* :

EUROPE 1  
JACQUES MAILHOT  
JACQUELINE MORASSO  
MICHAEL REEVES  
EUROPE 1



## L'éminence rouge

IMAGINE-T-ON un métier plus assommant, sinon plus dangereux, que celui de chroniqueur gastronomique? Succombant sous les assauts d'un potage poivré à la belladone, le gourmé du prince méfiant trépassait, certes, dans de désagréables souffrances, mais avait au moins pour lui de s'en aller vite. Au lieu de quoi les altières perpétuelles sont-ils promis à endurer les pires tourments sans pouvoir les conjurer autrement qu'en dénonçant les endroits criminels que leurs fonctions leur recommandent de fréquenter. Il y a des moments moins alarmants, dont ils savent tirer profit et nous décrire les succulences, mais tous peuvent témoigner de cette vie de chien qui les brinquebale d'une gargote de luxe à un mauvais routier, d'une brasserie à esbroufe à une grande toque sur le déclin.

Tout ça n'est pas perdu puisque, régulièrement, ces maîtres dans l'art délicat de savoir ce qui est bon ou pas nous servent le rassemblement de leurs émotions et de leurs courroux dans des ouvrages millésimés marqués à leur chiffre, pour que nul n'ignore de la paternité du style et de la vivacité qu'on met ici à annoncer l'arrivée d'une jeune gloire, la déconfiture d'un champion ou la réussite d'une daube à la provençale.

Surtout à avoir su stabiliser son aura dans des élan littéraires moulés sur ceux du code civil, le Michelin, chaque année, laisse tomber le coupet de son palmarès avec la sécheresse hautaine de celui qu'il serait incongru de contester. Il est vrai aussi de dire que le « Rouge » n'est pas né de la dernière pluie et que toutes ses années de campagne lui ont suffisamment tanné le cuir pour qu'il ne s'encombre pas d'attendus vases quand il cible les promus

ou retire des galons à ceux qui lui semblent n'être plus dans la course.

Né en 1900, il a eu longtemps pour vocation de soutenir les efforts méritoires des fers d'automobilisme qui partaient sur des routes de France encore incertaines et de les conseiller en cas de panne ou de fringale subite (1). Une sorte de Guide du routard pour voyageurs cossus et hardis. C'est en 1926 qu'il se mêle pour la première fois de faire le gourmet et de recommander, par ce signe particulier de l'étoile, les tables de province lui paraissant de qualité. En 1931, la hiérarchie gastronomique telle qu'on la respecte aujourd'hui était mise en place, et, en 1933, elle s'abat sur la capitale, où elle ne cessera plus de faire passer des nuits blanches à quelques générations de cuisiniers légitimement inscrits sur la liste des demandeurs de mention.

Entrer à l'Académie française, décrocher le Goncourt ou gagner la Route du rhum, tout ça c'est une question de score. Immortels amis, immortels ennemis quai Conti; voix contre, voix pour chez Drouant; milles gagnés, milles perdus sous les alizés. Ce n'est pas toujours le plus brillant qui est à l'arrivée, mais le résultat fait loi. Autre chose est le sacre de Robuchon 1<sup>er</sup> ou l'avènement de Bocuse Imperator. Quel jury prendrait sur lui d'élever à la consécration suprême des cuisiniers certes d'apparence plus déliés que les autres, mais dont on ne peut juger



de la pénétrance que sur un temps long et de préférence en débuisant leurs misonnages à l'improvisite? Aucun.

**A**LORS, les Sioux du Michelin sont là qui, en les pistant de près tout en restant au loin, parviennent à définir leurs recherches de façon précise. Ils décideront, ou non, de les communiquer à leurs lecteurs après ultime étude en chambre haute. Institution spécialisée dans l'incorruptible, ses

prestations déclenchent à leur sortie le même effroi et la même jubilation que le rapport annuel de la Cour des comptes. Ensemble ils font donner de la pression à cette grande soupe de sécurité qui rassure les Français sur deux de leurs préoccupations majeures : la bonne marche de l'Etat et le respect qu'on doit à la bousfiaille. Au demeurant, les populations restent actives qui nourrissent les enquêtes des ins-

pecteurs d'une correspondance soutenue et précise par laquelle, en dénonçant par-ci, en adulant par-là, on remplit son devoir de citoyen, gardien des choses sacrées des arts de la table.

Toute cette louche bonne volonté est trépidante, vérifiée, et donne des pistes pour partir à la chasse aux recommandables ou aux moins recommandables. Mais l'essentiel du travail se fait en direct, dans le fameux anonymat des hommes de l'organisation, marque de fabrique du guide et garantie absolue de son indépendance. Qui sont-ils? On ne le savait pas vraiment - mais on aurait pu le deviner - jusqu'à quelques indiscretions récentes : d'anciens maîtres d'hôtel, ou d'anciens cuisiniers, ou des personnes ayant touché aux métiers de l'hôtellerie. Mystère et boules de gomme sur leur nombre, sur leur salaire, sur les critères de leur recrutement. Et peu importe! Qu'on leur laisse sur les épaules leur peïsse d'ombre si c'est ainsi qu'ils se sentent à l'aise pour mener à bien leur redoutable mission.

Publié en mars, tiré à 650 000 exemplaires - tous vendus jusqu'aux derniers, - le Michelin France est attendu par les chefs dans les affaires et l'excitation la plus extrême. Le recours est impossible, l'appel ridicule. Les victimes bougonnent ou se pendent, les promus vacillent de bonheur avant de s'apercevoir du mortel danger qu'il y avait à se

faire remarquer. Car ils reviennent, les terribles, ils reviennent toujours pour voir les couleurs qu'on pu prendre les rubans de leurs médailles.

**C**ETTE féconde et vive dramaturgie culinaire a ses moments de haut pittoresque qui entrent directement dans les annales où ils sont regroupés pour servir à l'édification des toques futures qui, un jour, auraient à croiser les intraitables sur leur chemin. La lamentable histoire, par exemple, de ce « trois étoiles » parisien - haut et joliment perché - qui, une année, s'était brutalement fait déclasser pour une noisette de beurre facturée en supplément. Car les plus grands peuvent triquer dans la bagarre, comme récemment Lasserre, chutant du firmament pour cause d'endormissement. Le pis étant la montée rapide en notoriété suivie de la dégringolade instantanée. Dans ce cas, le cuisinier ne pourra se souvenir que d'une chose : non qu'il a une certaine époque il avait été distingué par le Michelin, mais qu'une année il en avait été exclu.

Au pays des mille fromages, de Taillevent et de Brillat-Savarin, c'est une avanie dont on peut ne pas se remettre, mais c'est la règle édictée par ce censeur suprême : si vous êtes reconnu comme l'un des meilleurs, faites tout pour le rester!

Jean-Pierre Quélin

(1) Gastronomique, le Michelin, rappelez-le, est aussi un guide de renseignements pratiques. Si pratiquement même qu'en 1939 le gouvernement des Etats-Unis avait fait reproduire, pour l'armée américaine, les plans des villes qu'on trouvait dans cette édition. Un exemplaire conservé dans les archives porte la mention « For official use only ».

## ESCALES

### Fun d'hiver

Plus il fait froid, plus les amateurs de planche à voile se sentent des envies d'eau chaude. En hiver, ce sont les alizés qui souffleront dans leurs voiles. D'est en ouest, le funboarder avisé sait qu'il peut s'arrêter dans l'archipel du Cap Vert et, plus particulièrement, dans l'île de São, balayée, dès décembre, par des brises régulières qui créent, dans l'Atlantique, une houle propice aux « longs surfs ». Les agences Fun Traveller (4, rue de Picardie, 75003 Paris, tél. : 40-27-90-90) et Nouveau Monde (8, rue Mahillon, 75006 Paris, tél. : 43-29-40-40) y organisent des séjours d'une semaine pour 8 200 F, avec la location d'une planche - inévitable - car l'île ne présente guère d'attraits touristiques. Le fanatique du jibe peut, par contre, se faire accompagner de non-planchistes s'il opte pour les Antilles, réputées pour la beauté de leurs paysages. Elles sont, de janvier à avril, le paradis des « longs bords » tranquilles, car, autant à Saint-François, en Guadeloupe, qu'à Saint-Barthélemy et aux Saintes, on y navigue sur des lagons bien protégés. L'UCPA (62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13, tél. : 45-87-45-87) vient d'ouvrir un centre aux Saintes (5 790 F la semaine tout compris) qui devrait connaître la même réussite que celui de Saint-François (5 495 F la semaine), où s'est également installé un centre IWS (Jumbo, 62, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. : 46-34-19-79. A partir de 8 135 F la semaine). Les fanatiques de vagues devront aller encore un peu plus loin dans l'archipel des Caraïbes pour trouver les « grosses conditions ». D'abord, en République dominicaine, où la championne française Nathalie Simon a ouvert l'an dernier un centre Sport Away à Cabarete (Havas Voyages, 44, bd de Strasbourg, 83000 Toulon, tél. : 94-93-01-12. Une semaine à partir de 6 190 F). Ensuite, dans l'île de la Barbade avec ses deux Clubs Mistral (Skylark, 8, rue Charlot, 75003 Paris, tél. : 48-04-96-97. Une



semaine à partir de 7 880 F). Plusieurs de ces destinations sont également proposées par Peter Stuyvesant Travel (113, avenue de Verdun, 92130 Issy-les-Moulineaux, tél. : 46-62-62-00) dans une brochure spéciale et un encart inséré dans la brochure de Go Voyages (dans les agences de voyages).

### Amsterdam, amie de Venise

Amsterdam et Venise. Un jeu de miroirs et d'eaux mêlées. Venise à Amsterdam, ce sera, de janvier à avril prochains, une série d'expositions se succédant dans le temps en différents endroits de la ville, sur le thème général des relations entre ces deux cités. Clio (34, rue du Hameau, 75015 Paris, tél. : 48-42-15-15) rassemble en deux jours trois d'entre elles : « Les trésors de Saint-Marc », présentant les plus belles pièces d'orfèvrerie byzantine de la basilique, à laquelle sont associés, les 23 et 24 février,

« Les peintres de Venise » - Canaletto et Guardi principalement - et « Le ghetto à Venise », puis, les 23 et 24 mars, « Le crépuscule doré de Venise » - une évocation de la vie de la haute société à travers faïences, porcelaines, verreries - et « Autour de Rembrandt et du Titien », à propos des relations artistiques entre les deux villes à travers dessins et gravures. Chaque voyage : 1 800 F en demi-pension et en bus, avec la présence d'une conférencière. Toujours sur le thème des grandes expositions européennes, l'association organise, en février, mars et avril, des voyages d'une journée (460 F) à Bruxelles pour découvrir le joyau archéologique du musée de l'Ermitage de Leningrad. Thème de cette exposition : « L'Or des Scythes ». Dernière manifestation : à La Haye, « Les maîtres hollandais des Etats-Unis », présentant 75 toiles des grands maîtres hollandais du XVIII<sup>e</sup> siècle provenant des collections publiques et privées américaines. Les 12 et 13 janvier, 1 700 F.

### Hémisphère Sud

Devinette. Peuplée par les Français à partir de 1720, administrée par les Anglais jusqu'à son indépendance, en 1968, c'est une île où les tortues vivent centenaires et où les talipots attendent cent ans pour fleurir, et mourir. Ajoutons qu'y cohabitent harmonieusement églises, temples, mosquées et pagodes. Son nom? Maurice, avec 160 km de plages et de lagons qui font de cette île de l'Océan Indien l'un des rendez-vous appréciés par les voyageurs en quête de soleil d'hiver. Les chaînes hôtelières qui s'y trouvent avancent, outre le far niente, de bonnes raisons d'opter pour cette destination. Ainsi Sun International (renseignements au 42-61-22-66) propose-t-il 9 jours au Saint-Gérain ou au Touessrok (entre 13 000 et 14 000 F en chambre double, demi-pension et vol direct Air Mauritius; réservations chez Kuoni au 42-82-04-02) à l'occasion du concours hippique qui, le 10 février, opposera les quinze meilleurs cavaliers du monde. A ceux qui préféreraient passer du temps côté fourneaux s'adresse l'initiation à la cuisine créole et au maniement des épices proposée par Kuoni à l'hôtel Saint-Gérain : de 13 280 à 24 480 F en demi-pension + 600 F pour le cours et la visite au marché de Port-Louis. Autres possibilités, la découverte, à partir de l'hôtel La Pirogue (brochure Kuoni), des vieilles maisons coloniales de l'île ou un circuit de 9 jours (24 950 F, chez MVM, dans les agences de voyages) sur les pas de Bernardin de Saint-Pierre, l'auteur de *Paul et Virginie*. Côté hébergement, on consultera également les brochures « Etopes créoles » (MVM) pour de petits hôtels à l'ambiance familiale, Jumbo (agences de voyages et agences Air France) pour des haltes de style créole ou Beachcomber Tours (47-58-79-01) pour les hôtels de luxe.

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

### Désert, quand tu nous tiens...

Un tiers des continents est constitué de zones arides et désertiques. Préservées de l'homme. Derniers espaces vierges de la planète. De quoi en fasciner plus d'un. « Le désert nous hantait... », reconnaissent d'ailleurs les responsables de Déserts (6 et 8, rue Quincampoix, 75004 Paris, tél. : 48-04-88-40) dans un superbe document de présentation, véritable hymne à la gloire de « ces horizons tramés de lumières subtiles et tissés de roc, de sable, de sel ou de glace ». Autant de lieux « froids ou chauds, de sable ou de glace, tendres ou violents, voluptueux ou sévères, sombres ou éclatants » que l'on parcourt au fil des 124 pages de la nouvelle brochure d'un voyageur qui n'hésite pas à accolier « les immensités glacées de l'Inlandis groenlandais aux dunes ocre de la Tadrart en Algérie ou les espaces tendrés du Niger aux défilés verticaux des roches colorées de Painted Desert aux Etats-Unis ». Avec, en vedette, le Mangushtu (« pays de la soif ») en URSS (15 jours, 15 200 F), le désert Mojave américain (10 jours, 10 700 F) et de nouveaux itinéraires dans le désert d'Atacama au Chili (20 jours, 20 500 F), à travers les glaciers de la Terre de feu en Argentine (15 jours, 18 500 F) et en Terre de Baffin, avec une expédition vers le pôle Nord magnétique (25 jours, 28 000 F). Côte Afrique, l'ouverture d'une ligne régulière Paris-Agades permet une programmation élargie dans le Sahara algérien, complétée de quatre nouveaux circuits dans le Ténéré et d'une vingtaine de propositions dans le Sahara algérien. A découvrir également un Kenya inédit (16 jours, 18 400 F), celui des Samburus et des nomades Rendilles qui, du haut de leurs chameaux, obtiennent les lions des sables. Sans oublier, plus accessible, le versant sud des Pyrénées avec, du printemps à l'automne, des balades de 6 à 8 jours (entre 2 500 et 3 000 F). Pour toutes les saisons, tous les goûts (avec, par exemple,

des voyages spéciaux centrés sur l'astrologie, la musique ou la photographie) et pour toutes les bourses.

### Rayon horizons

Vocation oblige? Les librairies qui se consacrent au voyage sont aussi celles qui, comme par hasard, « bougent » et n'hésitent pas à innover. Fourmies dans les jambes? Plutôt, comme l'explique l'une d'elles, la volonté d'informer le mieux possible ceux qui partent pour un pays généralement inconnu. Rendez-vous, depuis plus de quinze ans, de tous les globe-trotters. L'Astrolabe (46, rue de Provence, 75009 Paris, tél. : 42-85-42-95), qui, depuis 1989, décore un prix littéraire à un ouvrage consacré au voyage, fait aujourd'hui peau neuve : plus de 250 mètres carrés, sur trois niveaux, pour un tour du monde en 190 destinations. Des guides, français et étrangers, mais aussi de luxueux albums, des atlas, des récits, des documents, des romans, des ouvrages d'histoire, d'ethnologie ou d'économie et des livres de cuisine. Au total, un catalogue de 45 000 titres accessible par Minitel en composant le 36 16 code Astrolabe (on peut commander et se faire livrer l'ouvrage de son choix), ainsi qu'un ensemble de cartes et de plans qui se veut exhaustif, y compris sur le ciel et les océans. Créée en 1986, la librairie Itinéraires (60, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 42-36-12-53) s'est également fixée pour objectif de présenter tout ce qui peut être lu avant, pendant et après un voyage, en proposant un choix élargi d'ouvrages récents, anciens ou épuisés ainsi qu'une sélection de cassettes et de disques compacts de musique traditionnelle. Cela sur plus de 160 pays, soit 250 destinations dont Paris mais à l'exception de la France. Grâce à l'informatique, des sélections bibliographiques, par pays ou par thème, peuvent être envoyées sur demande. Un service gratuit qui permet également la vente par correspondance en province et à l'étranger, avec possibilité de régler directement par carte bleue.



هكذا من الأهل

SANS VISA  
VOYAGE

# Le Rhin sans romantisme

Suite de la page 13

Le Gebirge, la «trouée héroïque», de Bingen à Saint-Gour, est le morceau de bravoure, l'épreuve pratique de l'aggrégation de navigation rhénane. L'équipage du *Detlef* n'attend pas d'émouvoir les méandres vénérables, dont certaines portions sont encore réellement dangereuses, où la roche - les récifs, disent les hommes - affleure par intermittence. A Bingen, le barreur lance ses 10 000 tonnes avec la prudence du chauffeur de poids lourd qui entame la descente d'un col et se glisse dans le sillage d'un remorqueur qui joue encore depuis des lustres le saint-bernard.

Au pied de la Lorelei («Ich weiss nicht was soll es bedeuten/daß ich so traurig bin» [Je ne sais pas ce que veut dire cette tristesse en moi si grande] - Hitler ne put faire disparaître les vers de Heine, d'origine juive, mais ordonna qu'on les reproduisît dans les livres avec la mention «auteur inconnu»), le visage du pilote se crispe comme un passant se signe devant un cortège funèbre.

Au fil des années, de nombreux aménagements ont fait disparaître les dernières emblèmes semées par le fleuve. Des rochers sont partis à la dynamite, le chenal a été creusé et élargi. La trouée de Bingen est passée de 43 mètres à 120 mètres et permet aux convois de se croiser sans surprise.

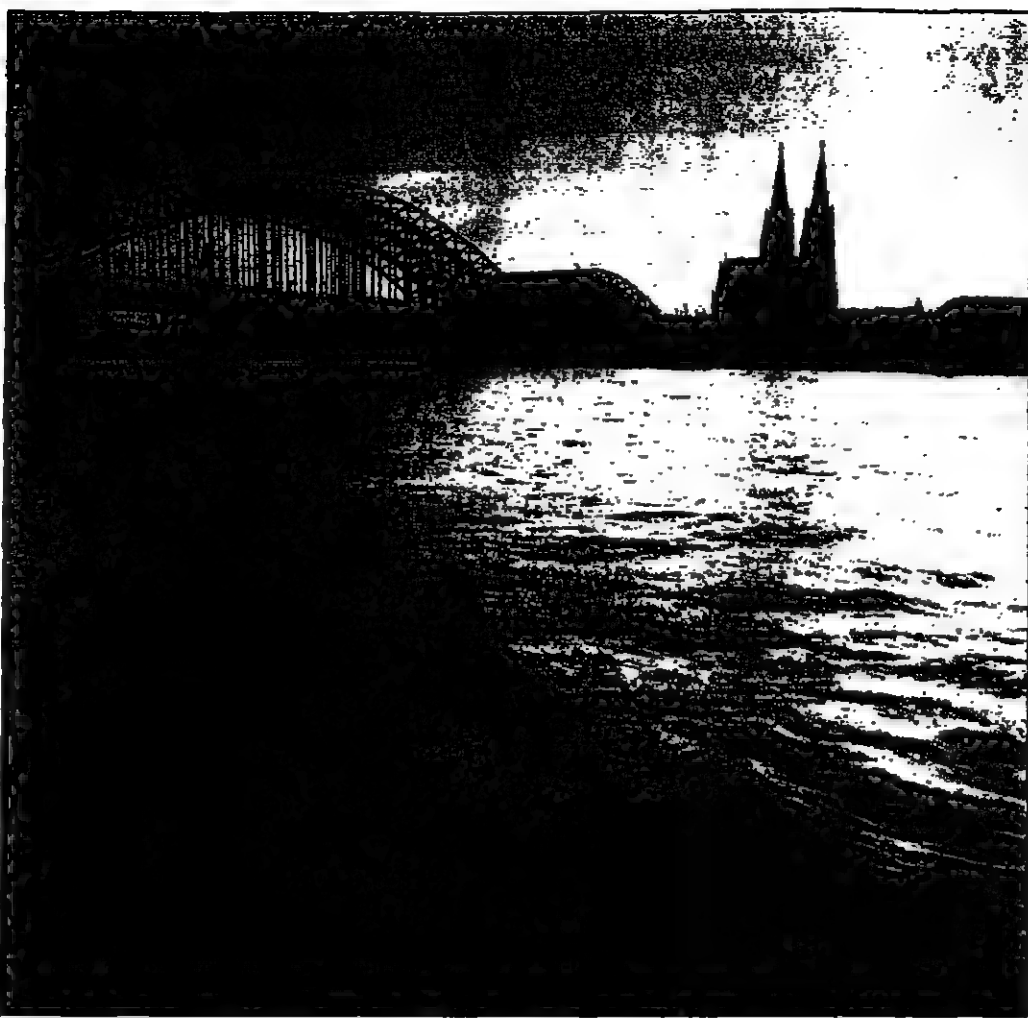
En ce début d'hiver, le Rhin romantique s'est débarrassé de ses touristes. Histoire de reprendre son souffle en attendant la prochaine ruée. Le tourisme de masse en effet

est né sur ses rives. En 1849, déjà drainés par des agences de voyages, ils étaient près d'un million de touristes - autant qu'à Chamonix aujourd'hui - à prendre d'assaut les bateaux à vapeur (les *Salon Boote*), dont les compagnies se battaient comme des chiffonniers, pour frissonner devant la Maïsturm (tour aux souris) ou les mâchicoulis du Marksburg. On s'arrache le fameux guide Baedeker, sans cesse en rupture de stock, qui organise minutieusement les étapes, signale les calorifères dans les hôtels et donne le prix des places sur les vapeurs.

C'est l'invention du tourisme banalisé - les professionnels d'aujourd'hui n'ont rien découvert, - où toutes les émotions sont commandées à l'avance, où on arrive à «une inversion totale de la notion de voyage»: le panorama défile tandis que le voyageur reste passif.

Mary Shelley, qui a lancé bien involontairement avec Byron cette mode du Rhin - le Rhin romantique n'est pas une invention allemande, - s'en mord les doigts dès 1843: «Chaque château, chaque rocher, a été décrit tant de fois que le sujet en est usé», et la mère du philosophe Schopenhauer maudit ces jeunes Anglaises «tout empanachées de couleurs extravagantes, plumes d'admiration, exaltées et byroniennes pour cette contrée de romantisme sauvage».

Certains voyageurs ne sont pas dupes de ce Disneyland, comme le Parisien Saintine, qui, en 1862, se demande s'il n'y a pas une industrie de la ruine «pour participer à



la décoration générale», et ne croit pas beaucoup à ces margraves et à ces burgraves de carton-pâte qui «étendent leur épée en travers du fleuve pour percevoir leur péage». Les collines de vignobles soigneusement peignées l'intéressent autrement plus: «Les femmes, ici, fabriquent le vin, les hommes le

boivent: c'est ce qu'on appelle la division du travail».

En revanche, Victor Hugo, inépuisable pourvoyeur de stations rhénanes, part à l'aventure comme s'il avait découvert l'Orénoque. A trente-six ans, c'est son premier vrai voyage à l'étranger, alors que Alexandre de Humboldt a déjà fait

le tour du monde et que des aventuriers, *Alpenstock* en main, courent sur les glaciers du Spitzberg.

Le poète «toujours aimé les fleuves, parce qu'il les charriait les idées autant que les marchandises». Peut-être pas la Loire, avec ses airs de douairière, bordée de peupliers, l'arbre le plus stupide

parce qu'il masque les horizons («il y a je ne sais quelle inévitable ressemblance entre un visage de peuplier et une tragédie écrite en vers alexandrins»), mais le Rhénus superbus «à la barbe limoneuse», ce fleuve des guerriers et des penseurs. Finalement, reconnaît Hugo, après avoir croisé des bataillons de touristes et vitupéré le «modernisme» qui gâche un pareil spectacle, «le Rhin est un fleuve dont tout le monde parle et que personne n'étudie, que tout le monde visite et que personne ne connaît, qui voit le passant et qui l'oublie en courant». Un peu méchamment, certains spécialistes hugoliens aujourd'hui font remarquer que ces quelques lignes peuvent fort bien s'appliquer au livre du poète.

Au-delà de Cologne, le Rhin, en terre hollandaise, n'ose plus dire son nom, faute de *Burg* et de trésors romans sur ses rives. Le fleuve paisible prépare sa rencontre avec la mer, sa dissolution.

Régis Guyotat

## Bibliographie:

- Une *Histoire du Rhin*, éditions Ramsay (1981), collection «Des fleuves et des hommes», dirigée par Pierre Aygoberry et Marc Ferro.
- *Anthologie bilingue de la poésie allemande*, de René Lase, Marabout, collection «Université» (1967).
- *Les Tableaux de voyage* (Reisebilder), avec une superbe préface de Théophile Gautier.
- *Tous les poèmes et légendes de Heinrich Heine*, publiés en édition bilingue en 1856, ont été réédités en 1978, conjointement par l'Alcademie Verlag, à Berlin, et les éditions du CNRS à Paris.
- *Le Rhin*, de Victor Hugo, avec une notice et des notes d'Evelyn Blewer, éditions Robert Laffont, collection «Bouquins» (1987).

## COURRIER

### Gènes et André Suarès

«Vieux lecteur du Monde et passionné par l'Italie», M. Michel Drouin, de Paris, nous a adressé, après la parution de l'article intitulé «Christophe Colomb rentre à Gènes» dans «Le Monde sans visa» du 8 décembre, une lettre qu'accompagnait un texte d'André Suarès.

«Euvre d'un incomparable voyageur en Italie, le Voyage du Condottiere (1932; réédité chez Granché en 1984), ouvrage de haut style, n'est jamais cité dans les guides de l'Italie et très rarement dans les bibliographies. Et pourtant que de merveilles, estime M. Drouin, qui rendent fides Henri de Régnier, Gabriel Faure, Jean-Louis Vaudoyer, et maints autres qui ont encore les honneurs des guides bleu, vert, rouge».

En veut-on un extrait? «Gènes est une ruche fendue par le milieu, évidée en croissant, écrit Suarès. Enorme et bondissante sur un espace étroit, elle escalade le ciel bleu et or; le matin; et le soir, noir et rouge. Comme il convient, le cimetière est à la cime. Les deux pinces du crabe marin, pétrifié sur la côte, le Môle au ponton et Bisagno au levant, ferment la conque. Avant même d'avoir mis le pied sur le quai, on se croit au milieu de la foule: les maisons grouillent jusque dans l'eau. Ici, la ruche est pleine de fourmis plutôt que d'abeilles. A peine le dos tourné au port, la vieille ville se jette sur le passant. (...)»

«J'erre dans les vieilles rues de Prè et de Caricamento, telles ces fentes, ouvertes par l'incendie doré de la canicule, si étroites que les maisons alignées, et se chevauchant sur la pente, semblent hautes de dix étages. Le bord de la lumière est infernal. Le côté de l'ombre, dans une clarté épaisse et obscure, de goudron. Les façades pourries étalent des lèvres avec complaisance. Elles n'ont pas l'air de souffrir ni de sentir leur mal. Au contraire, elles s'en pavoisent, les pauvres garces. On dirait, ces maisons, d'une flotte à l'ancre, où tout le monde aurait la peste et danserait dans un bal de pestes. (...)»

«Et pourtant, le soleil fait tout chanter, les oripeaux et le tumulte, la lèpre des ombres, les odeurs et les ordures. On crie, on rit, on se dispute. Le vent du sud sème l'humeur hargneuse et les reproches. La lumière jette une sorte de pourpre sur la ruandaille des hommes et de leurs repaires. (...) Soudain tout ce pittoresque est hideux: le soleil vient de disparaître. Voici qu'avec le soir proche la pluie tombe.»

«Violente et lourde, la pluie roule en cascades sur les rues en pente et fustige la ville.»

### Monsieur et cher poète

Qui entreprend d'écrire à propos de la poste s'expose à recevoir du courrier. Ainsi l'article intitulé «Le Monde sans visa» dans «Le Monde sans visa» du 8 décembre a-t-il incité M. François Richard, de Paris, à nous «communiquer l'anecdote la plus extraordinaire» qu'il lui ait été donné de connaître, «celle entre Max Jacob et le peintre naïf René Rimbert, par ailleurs postier».

«Il faut lire, écrit M. Richard, la correspondance qui s'ensuivit: Max Jacob, Lettres à René Rimbert aux éditions Rougerie, publié en 1983. L'aide qu'apporta Jacob à Rimbert permit à ce dernier de se situer à mon sens à l'égard du douanier Rousseau, même s'il est moins connu. Rimbert fut aussi aidé et publié par Dina Vierny, le modèle de Matisse, dont la galerie de peinture est rue Jacob. Notons ces deux adresses: «Monsieur Max Jacob, poète, peintre, astrologue, Paris» (lettre venant de la Jamaïque) et «Monsieur le commis des postes, artiste peintre de Montparnasse, Paris.»

### En baie de Somme

Après la parution dans «Le Monde sans visa» du 17 novembre de l'article intitulé «Drôles d'oiseaux en baie de Somme», M. Dingremont, maire de Saint-Valéry-sur-Somme et conseiller général, nous a adressé la lettre suivante:

«Une première observation: Abbeville se situe à 18 kilomètres du fond de la baie et le train ne s'arrête pas à Abbeville pour les indigènes des villes côtières, mais à Noyelles-sur-Mer. De là part, en saison, un petit train touristique avec des locomotives à vapeur et des wagons classés aux monuments historiques. Cette année, 34 000 promeneurs ont emprunté ce petit train.

«Existent au Crotoy, à Saint-Valéry et au Houlard des ports de pêche: 2 000 tonnes par an de poissons nobles (turbot, sole), sans parler des pêcheurs à pied: pourquoi dire «privée de sa pêche»? Certes le nombre de pêcheurs décroît face à la législation européenne, mais les pêcheurs des trois ports tentent de s'organiser pour sauver leur pêche artisanale.

«Le tourisme est une solution, peut-être pas de rechange mais d'accompagnement (...), un tourisme plutôt culturel. Je ne peux pas vous laisser dire que les élus attendent tout de l'autostade. Certes, ils ont préparé un schéma d'accueil des autoroutes, mais aussi ils multiplient des actions plus ponctuelles pour sauver ce qui peut encore vivre des traditions et pour créer une activité touristique plus spécifique de la côte picarde.

«Saint-Valéry a connu Guillaume le Conquérant et Jeanne d'Arc (...). Plus récemment, Boudin, Del Rio, Elsie, ont peint les couleurs de la baie: Anatole France, Victor Hugo, Renan, Colette, Jules Verne, ont laissé des traces et Tourgueniev y a possédé une maison. Absolument d'accord pour dire que les gros efforts sont faits beaucoup plus dans le nord de la baie que dans le sud qui est cependant resté plus typé.»

### Le premier «Sèvres»

Après la parution dans «Le Monde sans visa» du 17 novembre de l'article intitulé «Par Sèvres», à propos des 250 ans de la manufacture, les dirigeants du Centre international d'études pédagogiques, qui occupe le premier bâtiment édifié pour l'atelier royal, nous précisent

que «le premier château de l'industrie construit par l'architecte de Louis XV Linder ne s'est pas écroulé comme le prévoyait le rapport de la commission d'architectes du Second Empire. L'ancienne manufacture a seulement changé de vocation, accueillant pendant soixante ans la prestigieuse Ecole normale supérieure de jeunes filles, équivalent de la rue d'Ulm pour les garçons, où Perrin, Henri Poincaré, Marie Curie, Ferdinand Brunot, enseignèrent pendant des années sans redouter les éboulements annoncés; puis, à partir de 1945, le Centre international d'études pédagogiques, ouvert aux éducateurs et professeurs du monde entier, nous écrit son directeur adjoint, M. Francis Debryer. Gauguin n'appréciait pas la porcelaine officielle: il édita les murs plus authentiques et plus anciens de l'ancienne manufacture et de son parc. Sisley, Munch et Kandinskij, qui les ont peints ou dessinés, ne s'y sont pas trompés, les préférant à la lourde bâtisse style III<sup>e</sup> République qui abrite l'actuelle manufacture et les trésors du Musée national de la céramique.»

### Retour sur la ligne Maginot

Après la lecture des «Rescapés de la ligne Maginot» («Le Monde sans visa» du 15 décembre), M. René Courtois, de Bouconville-Vauxclair, dans l'Aisne, nous signale «l'un des meilleurs ouvrages sur le secteur: les Soldats du béton, par Gérard Giuliano, aux éditions Terres ardennaises, qui concerne la ligne Maginot dans les Ardennes et en Meuse en 1939-1940, un seul élément de la ligne Maginot, nous écrit M. Courtois, est classé monument historique: l'ouvrage de La Ferté, terminant la ligne entre Montmédy et Sedan. Il se visite et fut le théâtre d'un drame en 1940, quand toute sa garnison mourut asphyxiée.»

## VACANCES VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

06400 CANNES  
HÔTEL LIGURE\*\*\*NN  
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél.: 93-39-43-11 - Tél. 979725  
FAX 93-39-19-48  
A deux pas du Palais des Congrès.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

HÔTEL LA MALMAISON  
Best Western\*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
39 CH. DES VIGNES ET CLIMATISÉS  
TV COULEUR, PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
45, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél.: 93-47-43-56 - Tél. 474616  
Télécopie 93-46-17-99.

#### NICE

HÔTEL VICTORIA\*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél.: 93-88-39-60.  
Fleur centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 SAINT-VÉRAN  
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)  
2 040 m, site classé du XVIII<sup>e</sup> siècle  
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe  
2 hôtels 2 étoiles  
Logis de France  
Ski de fond, piste, promenade  
Mobilier, chambres studio, chambres,  
1/2 pens., pens. complète, séj. libres  
LE VILLARD, tél.: 92-45-83-08  
LE BEAUREGARD, tél.: 92-45-83-02  
FAX: 92-45-90-10.

#### Paris

PORTE DES LILAS  
HÔTEL LILAS GAMBETTA\*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél.: 43-62-45-60  
Tél. 211838. Fax: 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (290 à 340 F)  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### SORBONNE

HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec balais, w.-c.  
TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 F à 420 F - Tél.: 43-54-92-55.

#### Provence

##### AX-EN-PROVENCE

HÔTEL RÉSIDENCE  
Location d'appartements meublés  
pour séjour de courte  
ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
L'HÔTEL PARTICULIER  
Tél.: 43-38-29-92.

#### Sud-Ouest

##### PÉRIGORD-DORDOGNE

AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS  
Logis de France  
Toutes chambres avec w.-c. + bains  
PISCINE, TENNIS PRIVÉS,  
Fraises de nuit gratuits.  
1/2 pension à partir de 196 F.  
24550 VILLERANDE-DU-PÉRIGORD.  
Tél.: 53-39-95-94.

#### TOURISME

##### SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent  
dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVII<sup>e</sup>, confortable, rénovée,  
châles 2 personnes avec a. de bois, w.-c.  
Ambiance conviviale, détente, repos.  
Accueil 14 pers. maxi. tables d'hôtes.  
Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous.  
maill. pédestres, patin à glace, tennis,  
VTT. Pension complète + vin  
+ matériel de ski + accompagnement  
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.  
Renseignements et réservations  
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU  
La Louerille - 25630 MONTBENOIT.







# La cuisine des cuisinières

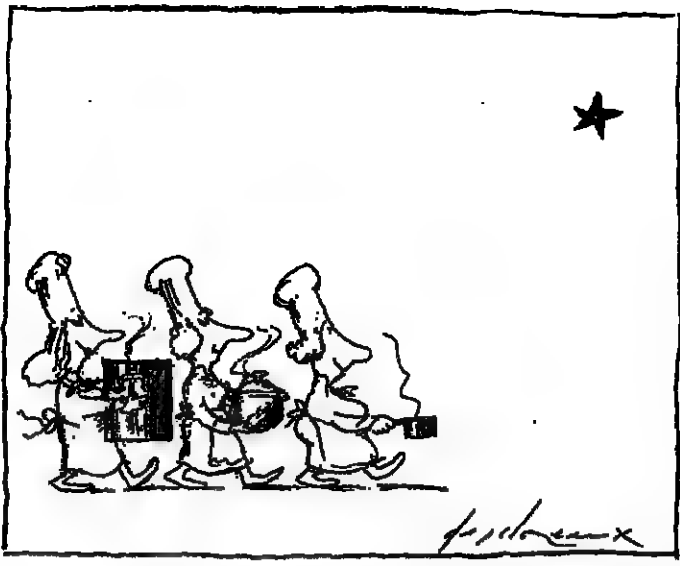
**C**'EST fin février qu'aura lieu l'assemblée générale de l'ARC (Association des restauratrices cuisinières, faut-il le préciser ?). Au Vivarois, charmant hôtel modernisé au centre des parcs d'Aix-les-Bains et dont la propriétaire, Christine Gili-Bronde, est en même temps la brillante et sage chef de cuisine, j'entends par là que son « menu des vigneronnes ardéchoises » mériterait mieux qu'une simple citation dans les guides.

Que cela me soit occasion de célébrer une fois de plus, en ces temps de foirade démagogique des chefs, en leurs réalisations comme en leurs réalisations soi-disant gastronomiques, la cuisine du sexe qui, devant les fourneaux, a oublié d'être faible. Une cuisine qui sait, elle, « raison garder ».

Le charme de cette cuisine des restauratrices au « piano » vient au contraire de sa simplicité, de sa pérennité. Dans une interview, il y a

quelques mois, M. Christian Millan constatait que sa nouvelle cuisine se portait plutôt bien (Hum ! C'est lui qui le dit !) et osait affirmer à propos de la cuisine de femmes : « Ça ne bouge plus » ! Comme soit louté ! Comment voudrait-il faire bouger les tomates farcies et le pot-au-feu d'Adrienne, le cassoulet de Christine Massia ou d'Odette Pélissier, le canard à la Duchambais de Marguerite Trompeau à Vichy, les crustacés grillés de Manick Locoz à Sainte-Anne-la-Palud, la potée charentaise de Brigitte Huerta à Chénouvières ? Ah ! si elles y ajoutaient des dattes effilées peut-être ? Ou une purée de mangues, un émincé de tortue de mer, une caillerie de perlimpinpin, une friture de copeaux de betteraves, la gentry de la chronique médiatique les célébrerait, ces dames !

Soyons sérieux. Des cuisinières, il y en a de plus en plus dans les grandes brigades et les



chefs ne s'en plaignent point, au contraire. Je ne saurais oublier que celle qui est aujourd'hui M<sup>me</sup> Bernard Pacaud (L'Ambrisie) a rencontré son futur mari dans les cuisines de Claude Peyrot, au Vivarois parisien, et que ce dernier parlait souvent des mérites conjugués du futur couple aujourd'hui triplement étoilé.

C'est une cuisinière luxembourgeoise, Léa Linster, qui l'an dernier remporta le Bocuse d'or (une femme, pour la première fois !). Lors du récent concours national d'échallage, une concurrente venue du Ty Cos parisien a été classée neuvième. Encore était-ce une « première » et le sixième a-t-il quelque peu joué.

Aussi bien que signifie « bouger » ? Michelin, lui aussi, comme le Gault-Millau, reproche souvent à certains chefs de ne pas « bouger ». C'est-à-dire d'avoir une carte fidèle aux plats classiques de la maison. Mais n'est-ce pas, justement, ce que le client recherche ? Pouvoir se dire : J'ai envie d'un bon pot-au-feu, je vais chez X... Ou : J'ai envie d'un beurre blanc merveilleux, retenons une table chez Z... ? Ces censeurs des certitudes gourmandes ont-ils jamais lu La Fontaine :

Désormais je ne bouge et ferai cent fois mieux.

Laissez dire et faites bien, chères cuisinières, c'est la chance que je vous et nous souhaite.

Et vous, lecteurs amis, découvrez avec moi quelques-unes de ces dames cuisinières.

Marie Ferrand. Dans sa chaumière « révisée » au milieu d'un parc vendéen, élève ses canards, fait son pain, son foie gras, et met de

frais homards en pot-au-feu avec gentillesse et maestria. Nombreux menus (de 130 à 270 F), et carte. *Le Gîte de Tourne-Pierre*, route de Saint-Gilles, 85304 Challans. Tél. : 51-68-14-78.

Hélène Baisade. Dans un château moyenâgeux, bien aménagé, cette peintresse-cuisinière orne ses murs de ses toiles et sa carte de ses plats de terroir. Avec un menu à 190 F, superbement rustique. Sur commande tous les plats vivarois et venus d'ailleurs. Cuisine « sans congélateur » ! *Le Pichello*, sur la place d'Antraigues, 07530. Tél. : 75-38-71-48.

Madeline Weiss, qui cuisine chinois avec la ferveur des « conquies » de la soupe tonkinoise au canard laqué, du potage thaï aux desserts exotiques. Menus et carte (compter 250 F). *Le Gong*, 7, rue de Banville, 03200 Vichy. Tél. : 70-97-54-02.

La Reynière

## De l'olive

**A**RBRE-SYMBOLLE du paysage méditerranéen, l'olivier pousse sous bien d'autres latitudes, en Afrique, en Chine, en Californie et en Amérique du Sud. Également symbole de paix et de longévité – les oliviers vivent plus de trois cents ans –, l'olivier est célébré par toutes les cultures du bassin méditerranéen. Les Égyptiens attribuaient à Isis le mérite de leur avoir enseigné la culture et l'usage de cet arbre. En Grèce, c'est à Athènes qu'il on rendait grâce de son érection mythique, devant l'Érechthéion.

Le rameau d'olivier remis à Noé témoigne de la clemence de l'après déluge, à Jérusalem, le roi David nomme des fonctionnaires à l'entretien de son oliveraie. Plus près de nous, dans la tradition chrétienne, les oliviers du jardin de Gethsémani sont les seuls témoins des souffrances du Christ et l'huile sainte – l'huile d'olive – entre dans la confection du saint chrême, dont est oint le front royal lors du sacre, à l'abbaye de Saint-Rémy-de-Reims. C'est la même huile, dont on obtient 1 litre avec 5 kilos de fruits pressés à froid, qui consacre les prêtres et les évêques, accueille les nouveaux-nés et accompagne les mourants.

Les oliviers de Saint-Rémy-de-Provence, peints par Van Gogh, résisteront au vandalisme d'une municipalité qui entendait décerner le verger des Antiques de Chaux par une route inutile. Ils continueront longtemps d'alimenter encore les moulins de Mouris et de Maussane-les-Alpilles. L'olivier est toujours « l'arbre invaincu qui renait à lui-même », dit Sophocle dans *Œdipe à Colone*. Encore faut-il distinguer l'*Olea Europa*, qui produit l'huile, de l'olivier sauvage, l'*Olea oleaster*, qui pousse au hasard des rocaillies, à l'abri du froid.

C'est du premier que les sociétés traditionnelles tirent profit, à travers le fruit et l'huile qui alimentent les lampes jusqu'au temps de la lampe à huile (1). Quarante-cinq à cinquante p. cent des oliviers poussent au pourtour de la *Mare nostrum* et produisent 1,7 million de tonnes d'huile, 600 000 tonnes en Espagne, de provenance parfois incertaine dans le passé, et seulement 2 000 en France, qui en consomme annuellement douze fois plus.

En moyenne un demi-litre par an et par habitant, contre 20 litres en Grèce, où les maladies cardiovasculaires et les infarctus sont quasi inconnus. Ceci expliquant sans doute cela. Les États-Unis, en septième position pour l'huile d'olive, sont en tête de la consommation mondiale d'olives de table : la vogue des pizzas à l'huile verte – expliquent-ils le phénomène ? On trouve dans la vallée des Baux la picholine, consommée début novembre, fruitée et sapide ; la salomonique, qui se prépare « cassée » et assaisonnée, la loquese, d'origine italienne, la pagetioise et l'amellane, cultivées dans l'Hérault. La belgentoise fait la gloire du Var ainsi que la bouteille d'Aups. Près des Baux encore, on récolte la grosse olive, très charnue, que Jean-André Chantal aromatise avec herbes et fenouil.

A Nice, la caillerie, commercialisée par Azzari, est petite et savoureuse, à l'opposé de la grosse voliole, de Grèce. Nyons, petite ville couleur de lavande poncée, célèbre pour sa place à arcades où est célébrée en février la fête de la cueillette – l'Alicoque –, compte un millier de membres de la Confrérie des chevaliers de l'olivier, dont fit partie Jean Giono. La tanche, petite olive noire très savoureuse – qui

bénéficie d'une appellation d'origine –, y est dégustée ce jour-là avec des tranches de pain frotté d'ail et trempé dans l'huile.

La culture de l'olive est fonction de sa maturité et de son traitement. Verte lorsqu'elle est lavée à l'eau, noire, au Maroc, lavée puis séchée au soleil, salée et mise à l'huile en fin. A Bannamir, le successeur de Raymond Thuillier réalise une tourte de ris de veau, subtile et aérienne : y figure toujours l'olive verte, indispensable maillon d'une chaîne de création et de tradition. On la trouvera sur tous les marchés qui sont la « culture de la Provence », écrit Pierre Emmanuel, en son château-moulin, face aux Alpilles éternelles.

Jean-Claude Riffaut

(1) *La Civilisation de l'olivier*, de Minelle Verdé, Albin Michel, 1990, 200 F.

► Oliviers vertes, huile d'olive et tapenade (câpres, anchois et olives noires pilées) sélectionnées par Baumanière (tél. : 90-54-65-83).

► Huiles de Nyons : coopérative oléicole, place Olivier-de-Sorres, 26110 Nyons ; Moulin à huile, Aurand Dorel, Le Port-Bernard, 26110 Nyons ; Le Vieux Moulin, Alain Farnoux, Mirabel-aux-Baronnies, 26110 Nyons. A Paris : Izraël, 40, rue François-Miron, 75004.

► Oliviers en pot, chez Howes Fleurs (76, avenue de Villiers, 26110 Nyons) ; Moulin à huile, Aurand Dorel, Le Port-Bernard, 26110 Nyons ; Le Vieux Moulin, Alain Farnoux, Mirabel-aux-Baronnies, 26110 Nyons. A Paris : Izraël, 40, rue François-Miron, 75004.

## MIETTES

**Marocain.** – Plusieurs lettres à la suite de mon « papier » sur les plats d'Afrique du Nord. Un lecteur me confirme qu'il faut écrire *taougen* pour « tagine » au pluriel. Et plusieurs sont d'accord pour généraliser la graphie de *biela* pour la pastilla. Mais l'un d'eux me prie de noter aussi que le thé à la menthe, au Maroc, est toujours servi sucré (« Le maître de maison, avant de servir son entourage, s'assure toujours, en buvant une gorgée de la première tasse, que le breuvage est sucré à point ! »). Alors, pourquoi ne pas user de vins marocains ?

**Le Cercle des gourmets à l'ancienne.** – Il avait, cette année, choisi les gratins. Furent ainsi dégustés le gratin de macaronis avec des filets mignons

de veau du *Fouquet's* qu'accompagnait un volnay Les Caillerets 1983 ; des macaronis farcis à la duxelles de foie gras et aux truffes du Vivarois, et escortés d'un beau Les Maronnets rouge 1982, deux vins de chez Bouchard père et fils. Le jury signale également le gratin de *Sormani* (4, rue du Général-Lanrezac, Paris-17) et celui de l'*Auberge du 14-Juillet* de la Garenne-Colombes, sur lequel, gratin au roquefort et aux noix qu'il était, un mensurait Charnes 1982 de la même maison eût fait l'affaire.

**Les Maîtres d'hôtel de France.** – Valoriser cette profession ? Il était temps ! Trop souvent, même dans les bonnes maisons, les maîtres d'hôtel ne sont que des

porteurs de plats où des surveillants de porteurs de plats. M. Rambaud (maître d'hôtel du *Fouquet's*) anime donc cette association qui entend relever la profession. Bravo !

**Le Guide des commissaires (Bruxelles).** – C'est actuellement la grande revue gastronomique européenne. Jacques Kother, son animateur, ne mâche point ses mots. Deux « notes » de lui en témoignent : « Quand c'est le comptable qui fait la cuisine, elle n'est jamais du terroir ! » Et encore : « On n'est pas un futur chef célèbre en servant sur une grande assiette des portions défilées et en travaillant uniquement des produits chers et qui rapportent gros ! »

## Les fantômes de la « verte »

**L**ES vins s'accroissent fort mal à la vigne. A l'heure où le gouvernement entreprend avec succès un juste combat contre la promotion, par des publicités dépliées, incitant à la consommation réfléchie de boissons alcoolisées fabriquées industriellement, un fort bel ouvrage vient opportunément rappeler l'intense combat qui, au début de ce siècle, opposa les – déjà – puissants lobbies viticoles et sanitaires à celui de l'absinthe.

Qui, aujourd'hui, se souvient de l'absinthe ? Bien avant « l'absinthe » du jeune Rimbaud, initié par Verlaine, ce fut, pendant des siècles, une plante aux vertus hautement thérapeutiques, breuvage d'amertume et de féminité, présente et consommée sous de multiples formes, extrait, teinture ou sirop, quand elle n'était pas infusée dans le vin. Puis, progressivement, l'absinthe quitta l'apothicaire pour le quotidien, la lutte contre le mal pour la quête du plaisir. Chronique ou légende, ce fut un certain docteur Ordinaire qui, à la fin du dix-septième siècle, après avoir fui la Franche-Comté, milita professionnellement en faveur de la plante. Le canton de Neuchâtel d'abord, Pontarlier ensuite, devint le siège d'un artisanat puis d'une industrie florissante.

La liqueur d'absinthe était obtenue soit par distillation de plantes aromatiques ayant macéré dans de l'alcool, soit, moins agréablement, par l'addition des essences extraites de plantes à de l'alcool. Ces alcools pouvaient provenir des betteraves du nord de la France ou, bouillant la bouche, de la distillation des vins du Midi. En 1905, on comptait à Pontarlier cent cinquante alambics pour vingt-cinq fabricants, autant de secrets de fabrication et mille et une manières de boire son absinthe, cette liqueur, additionnée au dernier instant d'eau et de sucre, autorisant tous les rites qui précèdent la consommation des breuvages importants.

Véritable muse alcoolisée, la «*fee verte*» envahit la vie littéraire et artistique du pays, après avoir protégé de la dysenterie les militaires du «*Bat d'Alf*». Mais, consommée de manière croissante (trois litres d'alcool pur par an et par habitant à Marseille) dans une France qui s'enfonçait dans l'alcoolisme, la «*verte*» devint bientôt le symbole d'une certaine vulgarité, puis de la profonde déchéance. Les porte-parole du corps médical et des syndicats viticoles multiplièrent leurs attaques.

En 1915, l'absinthe est hors-la-loi et l'usine Pernod fils de Pontarlier transformée en hôpital militaire. Une époque finissait mais une autre, immédiatement, s'ouvrait : celle, toujours d'actualité, des apéri-

tifs anisés. A ceux qui chercheraient aujourd'hui ce parfum désormais prohibé, l'auteur de *L'Absinthe* donne quelques pistes. Le canton de Neuchâtel, par exemple, où, en 1985, un restaurateur servait un soufflé « à la *fee* » au président François Mitterrand, avant d'être inculpé de fraude. L'Espagne aussi, mais qui, dit-on, produit une liqueur beaucoup trop anisée pour pouvoir être sérieusement comparée à celle qui, il y a un siècle, envahissait un peu trop la France.

Jean-Yves Nan

► *L'Absinthe, art et histoire*, de Marie-Claude Delahaye, 168 p., 400 illustrations couleur, 350 F. Editions Trame Way, 10, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, 75020 Paris. Tél. : 47-37-10-03.

## GASTRONOMIE

En l'AN 2000, 1 milliard 300 millions de Chinois et DIEP à l'Opéra

萬珍樓

Le plus grand restaurant asiatique à Paris, avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong. L'entrée du superbe restaurant, est gardée par deux dragons en bronze, assez impressionnants par leur volume. Temple voué à la gastronomie chinoise, vietnamienne et thaïlandaise. Tables espacées, serveurs, serveuses et hôtesse empressés, poussent le chariot des spécialités à la vapeur. Une carte étonnante, un choix tout de plats, de quoi vous donner le vertige ! Sous son dôme en verre qui domine une vaste salle à manger circulaire trois salons chaises, pour vos réceptions en cette fin d'année, pour vos invitations, à découvrir, le temps d'un repas, 28, rue Louis-le-Grand [2]. Tél. : 47-42-31-58 & 94-47. Et aussi, même famille doublement installée dans le 8<sup>e</sup>.

DIEP 55, rue Pierre-Charron. Tél. : 45-63-52-76. DIEP 22, rue de Pontneuf. Tél. : 42-56-23-96. Ces trois restaurants sont ouverts tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 45. Parking à proximité.

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 190 F  
ou menu soufflé  
Menu à 190 F NET  
30, rue du MOY-THABOR  
20, rue de la République  
Réservation : 42-40-27-19.  
Froid le dimanche

A côté de la porte d'Auteuil dans un cadre rustique cuisine traditionnelle. Formule à 120 francs. Carte 200 francs.

**LE PETIT BOULOGNE**  
23, rue Gambetta, 92100 Boulogne  
Tél. : 48-05-25-53

**ALLIGATORS**  
Le dernier club de Jazz Au pied de la Tour Montparnasse Quatre soirées magiques les 27, 28, 29 & 31 décembre  
Un grand croquer : **KENNY COLMAN**  
Avec la participation de Claude Tissendier (sax) et du groupe SAXOMANIA  
**Réveillon de la SAINT-SYLVESTRE**  
1 500 F  
Ambiance assurée jusqu'à l'aube avec un MENU gastronomique et du champagne.  
Réservation : 42-84-11-27  
23, av. du Maine (15<sup>e</sup>)

**A LA GRANGE BATELIÈRE**  
UN FESTIVAL DE PÂTES  
Dans un cadre agréable  
16, rue de la GRANGE-BATELIÈRE  
75009 PARIS. Tél. : 47-70-85-15  
FERME LE SAMEDI ET LE DIMANCHE

**SRI-RAM**  
87, rue Jules-César, 18<sup>e</sup>  
Fermé dimanche  
M. VIVIX & N. D. P. & C. Clapiers  
Tél. : 13 20 13 84  
Sous le signe d'Indienne  
TANDOORI CURRY  
Menus à partir de 49 F – voir 99 F  
Samedi et dimanche uniquement



## L'Islam aux nouveaux trésors

On imagine le tiers-monde surtout préoccupé par ses convulsions ou sa subsistance. De nombreux pays, notamment musulmans, manifestent pourtant un intérêt accru à l'égard de leurs arts et de leur histoire. Nous en avons sélectionné trois : le Pakistan, l'Iran et Oman, en raison de la qualité de leurs réalisations muséologiques récentes.

**R**ÉCEMMENT, la reine Elizabeth II a inauguré à Londres, au Victoria-and-Albert-Museum, la nouvelle galerie Nehru, exposant quatre cent cinquante pièces des collections britanniques, provenant des Indes et d'échelonnant du début de l'Empire moghol à l'apogée de la colonisation britannique au dix-neuvième siècle.

Si la presse anglophone a bien couvert l'inauguration de la galerie Nehru, elle n'a accordé que peu d'intérêt à de récentes innovations artistiques sur des terres réputées d'influence anglosaxonne, comme Oman et le Pakistan.

A Karachi, le grand port pakistanais (10 millions d'habitants), les autorités avaient pourtant profité, fin novembre, de l'escalade du navire omanais *Arche-de-la-Paix*, prêt à l'UNESCO en vue de la reconstitution scientifique et culturelle de la route maritime de la soie (le *Monde* du 2 novembre) pour ouvrir officiellement les portes des deux nouvelles salles musulmanes du Musée national du Pakistan.

Les galeries préparées sous la direction d'Ahmed Nabi-Khan, chef du département archéologique et muséologique pakistanais, mettent l'Islam à l'honneur. Un islam dont l'arrivée ici, au septième siècle, se fit au milieu d'un carnage (1) un peu comparable à l'occupation des Amériques par les Européens, huit siècles plus tard.

De cet « impact cataclysmique », selon l'historien Louis Frédéric, dont les ondes vibrent toujours dans l'Inde actuelle, naquit en compensation, comme c'est souvent le cas, une fleur de civilisation d'une rare beauté. Les nouvelles galeries de Karachi nous l'enseignent magistralement, élargissant au reste leur spectre à une bonne moitié de l'art islamique d'Asie, de la Syrie aux Indes.

En trois cents objets pratiquement tous de premier ordre, et pour une part jamais dévoilés, le Musée de Karachi nous offre désormais une vision claire et didactique, assez ressassée pour n'être jamais ennuyeuse ou non-sensibilisante. Un modèle du genre : monnaies, faïences, miniatures, sculptures, lampes, astrolabes, tapis, tout y est, de Perse, du Levant ou d'ailleurs, pour souligner l'inventivité islamique née sur les ruines d'autres cultures. Les pièces les plus curieuses, les moins connues de l'ensemble, sont deux énormes marteaux de porte en bronze, de plus de 50 kilos chacun, hauts d'environ 1 mètre et trouvés ces dernières années, en compagnie de deux autres heurtoirs non encore présentés, dans les fouilles de Mansoura (2), ancienne ville arabe du Sind, probablement construite à la place de Brahma-



Inspiré par l'architecture de la civilisation de l'Indus, le nouveau Centre des arts pakistanais, à Lahore.

nabad, agglomération hindoue antique. Redécouvert par des voyageurs britanniques vers 1850, le « Pompéi pakistanais » n'a été sérieusement fouillé qu'à partir de 1966.

Ces quatre marteaux spectaculaires portent le nom d'Abdallah Ben Omar, émir de la dynastie arabico-islamique des Habbarides, régnant à Mansoura, au nom du calife de Bagdad, vers la fin du premier millénaire. Les quatre monstres, diables ou gargouilles qui devaient probablement orner les gigantesques portes en bois d'un palais aujourd'hui disparu, tiennent, entre leurs dents ou sous leur menton, le heurtoir proprement dit, en forme de fleur à six pétales évidés; ces figures grotesques paraissent d'inspiration sassanide, avec aussi peut-être un côté hindou, mais sont islamisées sans ambiguïté par leur large collette portant, en lettres arabes coufiques (style de Koufa, cité musulmane de Mésopotamie, actuellement irakienne), citations coraniques et épiques. Tout le travail frappe à la fois par sa force et par sa finesse.

Autre contraste heureux dans ce Karachi livré quotidiennement aux affrontements interraciaux et accablé d'encombrements de circulation, la réouverture de la galerie Sadequain.

Disparu autour de la cinquantaine en 1987, noyé dans un alcoolisme dont il faisait une sorte de manifeste quotidien de sa laïcité (ses clients devaient le payer en whisky, denrée rare au Pakistan), ce « musulman » est en quelque sorte le Salman Rushdie de la peinture pakistanaise. *Mouhajir*, c'est-à-dire originaire de l'Inde, tel le romancier scandalisé, le peintre avait choisi, lui, comme attaché européen, non pas classiquement Londres, mais Paris. Il y passa naguère sept ans, illustrant même un ouvrage de Camus, écrivain dont le pessimisme le rapprochait.

Il s'imprégna aussi de l'Ecole française, d'où, sans doute, les allusions tantôt à Gromaire, tantôt à

Cocoteau, qu'on peut saisir dans certaines de ses huiles ou de ses aquarelles.

Mis à part des compositions calligraphiques en caractère arabe, parfois peintes sur marbre, assez comparables à ce qui se fait à notre époque dans à peu près tout l'Islam, du Maroc à l'Irak, Sadequain nous a laissé une voie de peintures figuratives sur les joies et les misères, surtout les misères, du monde : guerriers décapités continuant à guerroyer, pendus magnifiés par le soleil levant, peintre enchaîné à son œuvre, mais aussi, quand même, femmes-printemps à la Botticelli, femmes au miroir...

A cause des nudités que montrent les œuvres et du mode de vie baudelairien de leur auteur, tout cela avait été escamoté sous la dictature de feu le général Zia. Le gouvernement plus doux de l'éphémère « reine » Benazir permit de relever le voile. Son successeur et ennemi, le très stouffé Nawaz Chérif, n'a pas, pour le moment, fait fermer les salles Sadequain.

Elles ont l'avantage d'être installées dans Frère-Hall, au centre de Karachi, cet extravagant édifice victorien et colonial, gothico-vénitien, ayant toutes les allures d'une église, avec son faux clocher surmonté d'un coq gaulois (sans croix tout de même), est l'orgueil de la ville depuis son inauguration en 1865 « par le peuple du Sind, en signe de gratitude pour Sir Edward Bartle Frère, ex-gouverneur de Bombay et haut-commissaire du Sind » (1847-1859).

Dans l'une des salles immenses de ce bâtiment insensé, Sadequain fut prié par quelque responsable éclairé d'ornez le plafond sur le thème « l'Homme et l'Univers ». La vaste composition rectangulaire est inachevée, mais suffisamment avancée pour convaincre, s'il en était besoin, du talent puissant et tourmenté de cet ivrogne génial mort trop tôt et qui, autant qu'on sache, reste le seul peintre pakistanaise digne de ce nom.

A Téhéran non plus, Sadequain ne serait pas en odeur de sainteté, encore qu'on puisse s'interroger tant les surprises culturelles sont nombreuses quand on débarque dans cette République islamique où on traduit en persan Proust et Simone de Beauvoir (« Le Monde des livres » du 23 novembre) et où, contrairement à ce que racontent des exilés iraniens pour illustrer la xénophobie des mollahs, les sculptures occidentales modernes, placées au cœur de la capitale par l'impératrice Farah, sans parler du buste de Dante, installé dans un jardin public populaire sous le premier chah Pahlavi, n'ont pas repoussé à cette date la moindre égratignure.

Idem pour les nombreux musées fondés sous l'égide impériale : non seulement, ils fonctionnent - y compris avec leurs collections satra-

niques : par exemple, Gauguin, Braque, Rouault, Dunoyer de Segonzac, Pissarro, Picasso, présents, comme si de rien n'était, sur fond de musique classique européenne au Musée d'art contemporain de Téhéran, que Farah commanda à l'architecte égyptien Hassan Fathy.

Mais encore une bonne douzaine de nouveaux musées, pratiquement un par an, ont été inaugurés dans la seule ville de Téhéran, depuis que la mollahie a remplacé la monarchie. Le Musée du verre, laissé presque achevé par l'impératrice, a été terminé et montre désormais les délicats trésors de l'art islamique du verre (lampes de mosquée, tasses à sorbet, etc.).

Le plus curieux des musées neufs, baptisé *Dafineh* - « les objets cachés » - offre le spectacle stupéfiant des nouveaux objets d'art, orientaux ou occidentaux, que les privilégiés ou les nouveaux riches tentent de cacher ou d'envoyer à l'étranger au moment de la chute de l'empereur : le télescope est absolu entre les antiquités de Kachan, les Lingos les plus fins, et les horreurs type gerbe de fleurs chinoises sculptées dans l'ivoire.

Le Delfines est loin d'avoir épuisé le patrimoine artistique laissé par l'ancien régime : au plus profond des réserves du nouveau Musée des beaux-arts, installé dans le bâtiment désormais sans emploi du ministère de la cour, nous avons pu voir, entre autres, les tableaux grivois attribués à Boucher, commandés en Europe par la princesse Achraf, sœur jumelle du chah, et parvenus à Téhéran, selon le conservateur, après le départ de la famille impériale. Motif : « Ces peintures comportent trop de fesses pour être sorties ».

On a beaucoup dit que des sculptures et des peintures occidentales « contraires à la morale islamique », voire des tapis persans anciens, avaient été revendues via ayatollahs, notamment par certains ayatollahs. Assertion presque impossible à vérifier, tant ce qui reste est foisonnant. Il est certain, en revanche, que les fresques persanes illustrant les appartements de Chah-Abbas, le Louis XIV iranien, au pavillon de la Porte-Haute (*Ali-Kapou*) à Isfahan, ont été dissimulées derrière des planches à cause, seulement, nous a affirmé un mollah, de leur « apologie de l'ivresse et de la pèderastie ».

La où pratiquement rien n'a été touché, en revanche, c'est dans les deux enceintes impériales des hauts de Téhéran, où le dernier chah et les siens (3) vécurent avant la révolution et où on admet maintenant le public. Tant Niavaran - palais d'hiver - que Saadabad - palais d'été - sont des bâtiments contemporains, très spacieux, mais sans vraie splendeur architecturale.

Les richesses des demeures du chah sont uniquement intérieures, comme il convient d'ailleurs à une maison musulmane, mais ces richesses sont presque uniquement occidentales... A part les tapis et quelques miniatures ou encore des bronzes du Louristan, ce qui est bien le moins, ce ne sont que fautesils et commodes Louis XV et Louis XVI, coiffeuses juponnées, bibelots français, cadeaux des dignitaires étrangers, style gondole en argent offerte au chah par le président du Bangladesh, ou vide-poche envoyé par Richard Nixon...

A Niavaran, où officient encore d'anciens domestiques du couple Pahlavi, si votre tête revient à l'un d'entre eux, il vous montrera des pièces qui ne font pas partie du parcours habituel des visiteurs : la splendide vaisselle vert et or, avec les portraits de Napoléon I<sup>er</sup> et de sa famille, ou la garde-robe du chah, soigneusement nappée : chaussures de ski, robe de chambre à chinoiserie comme en ont les amants dans le théâtre de boulevard, chemises chiffonnées de chez Sulka, treize képis, capes brodées genre Luis Mariano dans *Tzavitch*. Naïve intimité d'un formidable empire écroulé et resté là comme figé dans son dernier soir, éparpillé par la fureur populaire.

La salle de cinéma privée où le chah, les ultimes mois, se faisait projeter en direct les émeutiers l'insultant aligne toujours ses trois hauts fauteuils de cuir noir pour le souverain, la souveraine et le prince héritier, tandis que, derrière, l'entourage se contentait de moindres sièges en plastique vert.

A Saadabad, où, autour du Palais-Blanc, réservé au chah, s'éparpillaient dans 110 hectares plantées de platanes les résidences de ses parents, le nouveau régime a créé pas moins de huit musées (armée, ethnologie, histoire naturelle, etc.), se contentant dans plusieurs cas de laisser tels quels les appartements, désormais historiques, d'où ne furent retirés que les papiers personnels.

Regroupés au nouvel Institut des études et recherches historiques de Téhéran, ces papiers, plus encore que les chambres abandonnées, vous font violer l'intimité d'une famille qui, toute couronnée qu'elle fut, était d'abord une famille - carte scolaire de la future chahbanou, comptes d'argent de poche de son fils aîné, agenda de son époux, portrait dédié de De Gaulle, - mais vous font aussi entrevoir des secrets d'Etat : photo d'un voyage incognito en Iran du général israélien Moshe Dayan, ou pèlerinage à La Mecque du général Ayatollah, médecin bahai, donc non musulman, du chah.

Sur l'autre rive du golfe Persique, le sultan d'Oman, Qabous I<sup>er</sup> qui vient de fêter vingt ans de règne (« Le Monde sans visa » du

14 décembre) a, comme les archéologues de Karachi, ou les maîtres d'hier et d'aujourd'hui de Téhéran, un faible pour la muséologie. Même les enfants ont leur musée dans le Nouveau-Mascate!

Parmi toutes les réalisations patrimoniales d'un souverain qui se veut écologique et pacifique, la plus spectaculaire est sans doute le Musée... de la guerre, installé dans le fort sultanien du Falaj, construit en 1845, ledit musée, à travers les événements militaires, retrace avec, semble-t-il, un maximum d'objectivité, l'histoire largement plus que millénaire de l'Etat et de la nation omanaise.

Des batailles contre les Perses débattues là avec leurs éléphants de combat à celles contre les Portugais, qui se contentaient, eux, de caravelles et de croix, jusqu'à la récente révolte du Dhofar, se déroule à l'aide d'objets d'art, dont, bien sûr, des armes, la longue vie de cet imamat, puis sultanat Roadite, le seul pays de cette variété religieuse en Islam.

Le président Mitterrand était attendu en visite officielle à Mascate, cet automne. L'affaire du golfe Persique l'a conduit à remettre ce voyage. Et les autorités omanaises à repousser par courtoisie l'ouverture du Musée franco-omanais. Installé à Bell-Frasca, ancien consulat de France, au Vieux-Mascate, ce musée, constitué surtout de documents, gravures, photos et costumes retraçant une relation franco-arabe remontant à Louis XVI, mais oubliée (et longtemps contrariée par messieurs les Anglais), devra donc attendre, pour être ouverte au public, que baisse la tension dans la région, et permette ainsi la venue du chef de l'Etat français. Petit effet d'une grave cause.

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Voir notamment *l'Inde de l'islam* de Louis Frédéric, Arthaud, 1989, 300 p., avec de nombreuses illustrations et cartes.

(2) Voir, en anglais, *Al Mansoura, a Forgotten Arab Metropolis in Pakistan* (Mansoura, métropole arabe oubliée du Pakistan), par Ahmed Nabi-Khan, 150 p., illustrées, 1990, Kiliyat Academy, Educational Publishers, Sharab-e-Liaquat, near Frère Markar, Karachi, Pakistan.

(3) Notons que, contrairement à ce qu'on croit généralement, certains princes demeurèrent en Iran après la chute de Mohamed Reza Chah, tel son demi-frère Hamid. Ce dernier a été arrêté, pour des raisons peu claires, dans le plus grand secret, il y a trois ans, et incarcéré à la tristement célèbre prison d'Evin, où il se trouve toujours. Le même pénitencier abrite depuis plus longtemps encore une princesse septuagénnaire de l'ancienne dynastie des Qajar (prédécesseurs des Pahlavi), Maryam Firouz. Accusée d'activités communistes, cette dame est l'épouse de M. Nouredine Kianouri, dirigeant de l'ex-parti Tudeh (communiste pro-soviétique) et qui est lui-même toujours détenu.

**SWITZERLAND**  
**LA BONNE ADRESSE**

**Hotel Restaurant Bar** ★★★★★  
**SPÜGGENSCHLOSS**  
Sägemühlstrasse 2 • Gerderslohe  
8002 Zurich (Haupt)  
Tél. 043 41 11 20 01 08 00  
Fax 043 41 11 20 05 53  
Fax 043 41 11 20 02 88

**Trouvaille!**  
Votre domicile à Zurich.  
Hotel soigne, vous à la tradition et à la qualité. Confort moderne situation centrale dans la partie calme du centre ville, à quelques pas du Paradeplatz et du lac. Places de parking privées.

هنگام زنگ



# RADIO-TÉLÉVISION

## Dimanche 30 décembre

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 28 décembre

**TF 1**  
20.45 Variétés : Tous à la Une. Avec Roch Valsine, Elsa Macano, Patrick Bruel, Félix Gray et Didier Barbelivien. Zouk Machine, les Vagabonds, Florence Arnaud...  
22.35 Magazine : Si on se disait tout...  
23.35 Série : Ray Bradbury présente...  
0.00 Journal Météo et Bourse.

**A 2**  
20.45 Divertissement : Le grand dîner.  
22.20 Documentaire : Chasseurs des ténèbres. D'Eric Vall et Alain Majani. Pour un nid d'hirondelles...  
22.50 Journal et Météo.  
23.10 Cinéma : Le dictateur. ■■■■ Film américain de Charles Chaplin (1939-1940) (v.o.).  
1.10 Musique : Jazz à Juan-les-Pins. Ray Charles.

**FR 3**  
L'ANTENNE EST À NOUS : LE MAGAZINE DE L'UNION GÉNÉRALE DE SEINE-SAINT-DENIS SAMEDI 11 H 30 SUR FR 3

20.40 Variétés : Show Patricia Kaas. Émission de Marié et Gilbert.

Carpentier. Avec Alain Delon, Claude Noguère, Alain Chénou, Johnny Hallyday...  
22.00 Téléfilm : Toscanini. De Franco Zeffirelli (2<sup>e</sup> partie).  
22.50 Journal et Météo.  
23.15 Magazine : Mille Bravo.  
0.05 Magazine : Musicales (rediff.).

**CANAL PLUS**  
20.30 Téléfilm : Billy le ldd. De William Graham.  
22.05 Documentaire : Bakla II ou les secrets de la forêt.  
22.50 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Mosquito coast. ■ Film américain de Peter Weir (1986).  
0.50 Cinéma : Bandini. ■ Film belge-italo-franco-américain de Dominique Deruddere (1989) (v.o.).  
2.30 Cinéma : Le phare du bout du monde. ■ Film hispano-américain de Kevin Billington (1971).

**LA 5**  
20.35 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : Le retour de Sherlock Holmes. De Kevin Connor.  
22.20 Spécial rédaction 1990. Rétrospective de l'année.  
23.30 Série : L'inspecteur Derrick.  
0.00 Journal de minuit.

**M 6**  
20.30 Météo 6.  
20.35 Téléfilm : La poule crocodile.

D'Elmer Dewitt.  
22.05 Série : Brigade de nuit.  
22.55 Avec ou sans rock.  
23.25 Capital.  
23.30 Six minutes d'informations.  
23.35 Concert : Christian Escoudé.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**  
21.00 Transi (3<sup>e</sup> partie).  
22.20 Court métrage : La chambre de Simon. De François Shaye.  
23.30 Cinéma d'animation : Hommage à Ladislav Starewitch (La voix du rossignol : La petite chanteuse des rues).  
23.00 Opéra sacré : Langen Mandra Wanara. De Jean-Claude Lubtchansky.

**FRANCE-CULTURE**  
21.30 Le blues latin.  
22.40 Les nuits magnétiques.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Coda.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné le 30 août lors des Semaines Internationales de musique de Lucerne) : Six pièces pour orchestre op. 6, de Weber ; Trois pièces pour orchestre op. 6, de Berg ; Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado.  
23.07 Poussières d'étoiles.

## Samedi 29 décembre

**TF 1**  
14.30 La Une est à vous (suite).  
15.45 Tiercé à Vincennes.  
16.55 La Une est à vous (suite).  
18.00 Série : Formule 1.  
17.35 Divertissement : Mondo dingo.  
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. Rétrospective 1990.  
18.35 Jeu : Une famille en or.  
19.00 Série : Marc et Sophie.  
19.30 Jeu : La roue de la fortune.  
19.50 Tirage du Loto.  
20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.  
20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou ! Les meilleurs moments de l'année.  
22.35 Magazine : Ushuaïa.  
23.25 Ray Bradbury présente...  
0.00 Journal et Météo.

**ONTS**  
SUPERTRAMP A LA UNE AVEC EUROPE 2

0.20 Variétés : Supertramp en concert.

**A 2**  
14.50 Magazine : Sport passion. Rétro-sports 90.  
15.53 Divertissement : Les clowns.  
16.50 Feuilleton : Laura et Luis (dernier épisode).  
17.45 Club sandwich.  
18.50 Feuilleton : Edouard et ses filles (dernier épisode).  
19.45 Le petit prince. Le roman d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Les cavaliers aux yeux verts.  
22.25 Sport : Les trophées d'Antenne 2.  
0.00 Journal et Météo.

**FR 3**  
14.00 Documentaire : Le Musée d'Orsay. De Pierre Dujovny 16 et fin. Vers le vingtième siècle.

d'Hervé Baslé.  
— De 15.00 à 19.00 la SEPT —  
19.00 Le 19-20 de l'Information.  
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
— De 20.00 à 0.45 la SEPT —  
0.45 Série rose : La mandragore. De Harry Kurnel, d'après Jean de La Fontaine.  
13.30 Téléfilm : La vengeance du père.  
15.05 Documentaire : La saison du guépard.  
15.55 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.  
16.40 Cinéma dans les salles.  
17.05 Les superstars du catch.  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
18.00 Décade pas Bunny.  
19.05 Dessin animé : Les Simpson (2<sup>e</sup> épisode).  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : L'homme au double visage.  
22.00 La vengeance d'un chirurgien.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Spectras. ■ Film italien de Marcello Avallone (1988).  
0.30 Cinéma : Un monde sans pitié. ■ Film français d'Eric Roach (1989). Avec Hippolyte Girardot, Mireille Perrier, Yvan Attal.

**CANAL PLUS**  
13.30 Téléfilm : La vengeance du père.  
15.05 Documentaire : La saison du guépard.  
15.55 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.  
16.40 Cinéma dans les salles.  
17.05 Les superstars du catch.  
— En clair jusqu'à 20.30 —  
18.00 Décade pas Bunny.  
19.05 Dessin animé : Les Simpson (2<sup>e</sup> épisode).  
19.30 Flash d'informations.  
19.35 Top 50.  
20.30 Téléfilm : L'homme au double visage.  
22.00 La vengeance d'un chirurgien.  
22.55 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Spectras. ■ Film italien de Marcello Avallone (1988).  
0.30 Cinéma : Un monde sans pitié. ■ Film français d'Eric Roach (1989). Avec Hippolyte Girardot, Mireille Perrier, Yvan Attal.

**LA 5**  
13.30 Série : L'homme de l'Atlantide.  
14.25 Série : La belle et la bête.  
15.20 Série : K 2000.  
16.25 Série : Galactica.  
17.15 Série : Superkid.  
17.45 Série : TV 101.  
18.40 Série : Happy days.  
19.05 Série : L'enfer du devoir.  
20.00 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 L'or du fond des mers. Chasse au trésor.  
22.30 Téléfilm : L'aventurier du bout du monde.  
0.15 Magazine : Désir.  
0.30 Série : Aux frontières du possible (et à 3.10).

**M 6**  
14.45 Série : Laramie.  
15.30 Série : Poigne de fer et séduction.  
16.00 Magazine : Adventure.  
16.15 Série : Le Saint.  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.00 Six minutes d'informations.

18.05 Variétés : Multitop.  
19.20 Magazine : Turbo.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Magazine : Sport 6.  
20.35 Téléfilm : Un printemps de glace.  
22.15 Téléfilm : La fantôme de Beate Bow. D'un siècle à l'autre.  
23.50 Six minutes d'informations.  
23.55 Musique : Spécial Rapline 90.  
1.30 Musique : Kashin en concert. Enregistré au Zénith de Montpellier.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**  
14.50 Court métrage.  
15.00 Magazine : Dynamo.  
15.30 Documentaire : Lignes de vie (4).  
16.30 Cinéma d'animation : Hommage à Ladislav Starewitch (La voix du rossignol : La petite chanteuse des rues).  
17.00 Anicroches.  
18.00 Mégamix.  
19.00 Documentaire : Mésopotamie, la XIX<sup>e</sup> siècle (4).  
20.00 Le dessous des cartes.  
20.05 Histoire parallèle 70.  
21.00 Théâtre : Le malade imaginaire.  
22.30 Soir 3.  
22.45 Le malade imaginaire (suite).

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Photo-portrait. Jean-Luc Jeener, metteur en scène et licencié en théologie.  
20.45 Dramatique. Le retour, de Vittorio Rossi.  
22.35 Musique : Opus. Charliette Couture.  
0.05 Clair de nuit.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.00 Opéra (en direct de l'Opéra de Berlin) : Mathis der Mahler, opéra en sept tableaux, de Hindemith, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra allemand de Berlin, dir. Jiri Kout ; sol. : Willem Cooran, Jorma Hynninen, Manfred Roehrl, Horst Hiestermann, Victor Van Helsen, Waman Ellsworth, Rolf Kuehn, Peter Goughloff, Warren Mok, Karen Armstrong, Rya Johansson, Ruth Hesse.  
23.05 Poussières d'étoiles.

**TF 1**  
11.25 Magazine : Auto-moto.  
11.55 Jeu : Tourné... manège.  
12.30 Jeu : Le juste prix.  
12.55 Météo et Journal.  
13.15 Série : Hooker.  
14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.  
15.05 Divertissement : Vidéo-pag.  
15.35 Série : Côte Ouest.  
16.20 Tiercé à Vincennes.  
16.35 Dessins animés : Disney parade.  
17.55 Série : Marie Perle.  
18.50 Le journal de l'année. Rétrospective 1990.  
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.  
20.40 Cinéma : Orca. ■ Film américain de Michael Anderson (1978). Avec Richard Harris, Charlotte Rampling, Will Sampson.  
22.15 Magazine : Ciné dimanche.  
22.30 Cinéma : King Kong. ■ Film américain de John Guilt (1976). Avec Jeff Bridges, Charles Grodin, Jessica Lange.  
0.45 Journal et Météo.  
1.00 Danse : Waltzer. Ballet de la Compagnie Pina Bausch.  
2.00 Série : Enquête à l'italienne.  
2.55 Documentaire : Histoire naturelle (rediff.).

**A 2**  
11.00 Messe, célébrée à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Haut-de-Seine).  
12.05 Dimanche Martin.  
13.00 Journal et Météo.  
13.20 Dimanche Martin (suite).  
14.55 Série : Mac Gyver.  
15.45 Dimanche Martin (suite).  
15.55 Téléfilm : Les bottes de 7 lieues. D'après Marcel Aymé.  
17.50 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La tragédie des saumons rouges.  
18.35 Magazine : Stade 2. Omnisports : Rugby : Les résultats de la semaine ; Basket-ball : Hockey sur glace.  
19.30 Série : Maguy.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Série : Les spécialistes. Balle des anges connection, de Patrick Jemlin. Un policier et un taulard remontent la filière...  
22.20 Magazine : Les musiciens au cœur. La fête à Patrick (Dupond).  
23.45 Journal et Météo.  
0.05 Spectacle : Didier Gustin. Enregistré à Nancy en novembre.

**FR 3**  
12.00 Flash d'informations.  
12.05 Télévision régionale.  
12.45 Journal.  
13.00 D'un soleil à l'autre.  
13.30 Magazine : Musicales. Finale de la 9<sup>e</sup> symphonie de Beethoven ; Songfest, chansons d'après les grands poètes français.  
14.30 Sports 3 dimanche. Spécial humour : Hockey sur glace.  
17.30 Magazine : Montagne. Spécial fiction : Mon petit Everet, de Mirek Dembinski ; La maison Bourgenen, de Claude Andrieux.  
18.00 Amuse 3.  
19.00 Le 19-20 de l'Information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
20.10 Série : Benny Hill.  
20.40 Divertissement : Miss France 1991.  
22.45 Magazine :

Le divan.  
Invité : Gérard Jugnot.  
23.05 Journal et Météo.  
23.25 Cinéma : Les trois mousquetaires. ■■ Film américain de George Sidney (1948). Avec Lana Turner, Gene Kelly, June Allyson (v.o.).  
1.20 Magazine : Belles et bêtes.  
1.55 Musique : Carnet de notes. Ça c'est Paris.

**CANAL PLUS**  
10.35 Cinéma : Mosquito coast. ■■ Film américain de Peter Weir (1986). Avec Harrison Ford, Helen Mirren, River Phoenix.  
— En clair jusqu'à 14.00 —  
12.30 Flash d'informations.  
12.35 Magazine : Mon Zénith à moi.  
13.30 Court métrage. L'âge de la plastic.  
14.00 Téléfilm : L'ultime retour.  
15.50 Danse : Extra bal.  
15.30 Documentaire : Russes de renard. De Karl Soveri.  
17.05 Les Nuls... l'émission (rediff.).  
18.00 Cinéma : Mary Poppins. ■■ Film américain de Robert Stevenson (1964). Avec Julie Andrews, Dick Van Dyke, David Tomlinson.

— En clair jusqu'à 20.40 —  
20.10 Flash d'informations.  
20.20 Dessins animés : Ca cartonne.  
20.30 Dis Jérôme «... ? ».  
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche.  
20.40 Cinéma : Vanille fraise. ■■ Film français de Gérard Oury (1989). Avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Issach de Bankolé.  
22.20 Flash d'informations.  
22.25 Magazine : L'équipe du dimanche. Football : Golf : Football américain.  
1.00 Cinéma : Le phare du bout du monde. ■■ Film hispano-américain de Kevin Billington (1971). Avec Kirk Douglas, Yul Brynner, Renato Salvatori.

**LA 5**  
11.30 Rallye : Paris-Dakar. Prologue à Clermont-Ferrand et descente vers Marseille.  
12.45 Journal.  
13.15 Téléfilm : Le joyau des dieux.  
15.00 Série : K 2000.  
16.00 Série : Saracen.  
18.00 Série : La loi de Los Angeles.  
19.00 Série : L'enfer du devoir.  
20.00 Journal.  
20.30 Drôles d'histoires.  
20.40 Téléfilm : Le secret de l'araignée rouge. L'assassin signe ses crimes.  
22.20 Magazine : Ciné Cinq.  
22.30 Cinéma : Ho ! ■■ Film français de Robert Enrico (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, Joanna Shimkus, Sydney Chaplin.  
0.20 Le journal de minuit.  
0.40 Téléfilm : Les monts-en-l'air.

**M 6**  
11.55 Infoconsommation.  
12.00 Informations : M6 express.  
12.05 Magazine : Sport 6 première.  
12.15 Série : Mon ami Ben.  
12.40 Série : Ma sorcière bien-aimée.  
13.05 Série : Dis donc, papa.  
13.30 Madame est servie (rediff.).

14.00 Série : Père et impairs.  
14.30 Série : Dynastie.  
16.00 Magazine : Adventure.  
16.15 Série : L'île fantastique.  
17.10 Série : L'homme de fer.  
18.00 Six minutes d'informations.  
18.05 Série : Clair de lune.  
18.50 Magazine : Culture pub.  
19.25 Série : La famille Ramdam.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.30 Magazine : Sport 6.  
20.35 Téléfilm : Génération surf. Un couple sous le soleil californien.  
22.15 M6 express.  
22.20 Capital.  
22.30 Téléfilm : Les mutants de la Saint-Sylvestre. Épouvante.  
0.00 Six minutes d'informations.  
0.05 Variétés : Dave en concert.  
0.45 Musique : Boulevard des clips.  
2.00 Rediffusions.

**LA SEPT**  
10.00 Cours d'italien (et à 12.00).  
13.30 Documentaire : Histoire parallèle.  
14.30 Documentaire : Forest of bliss.  
15.55 Cinéma d'animation : Images.  
16.00 Documentaire : De singe en singe.  
17.00 Opéra sacré : Langen mandra wanara.  
18.00 Série : Les symptômes de l'amour.  
18.30 Documentaire : Ici bat la vie.  
20.00 Spécial animation jeunesse.  
20.30 Cinéma : Fitzcarraldo. ■■ Film allemand de Werner Herzog (1982).  
23.10 Cinéma : L'assassinat du Père Noël. ■■ Film français de Christian-Jaque (1941).  
0.50 Court métrage.

**FRANCE-CULTURE**  
20.30 Atelier de création radio-phonique. Avec des oreilles d'enfants.  
22.35 Musique : Le concert. De vive voix. Chœurs à capella et chœurs avec piano, de Schubert.  
0.05 Clair de nuit.

**FRANCE-MUSIQUE**  
20.30 Concert (donné les 23 et 24 septembre lors du Festival de Berlin) : Ouverture, scherzo et finale en mi bémol majeur op. 82, de Schumann ; Concerto pour piano et orchestre à cordes, de Schintke ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 82, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy.  
23.05 Poussières d'étoiles. L'œuvre et son titre, avec la participation de Françoise Escal, Jacques Lanot, Gérard Pesson.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ALAINX COLEMAN et la collaboration du « Monde ».

## Audience TV du 27 décembre 1990 Le Monde / SOFRES-NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 203 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	64,0	Santa Barbara 20,3	Edouard... 7,6	Actual. rég. 16,2	Top albums 2,7	Amold... 2,6	Hercule... 4,8
19 h 45	57,7	Roux fortune 28,3	Edouard... 6,8	19-20 9,4	Pub 4,6	Tel phro... 2,1	Hercule... 6,2
20 h 16	63,2	Journal 27,8	Journal 15,3	La classe 7,5	Nulla part 3,9	Journal 4,8	M6 est servie 3,2
20 h 55	67,3	Cavalier... 24,4	Envoyé spéc. 17,1	Homme Rio 13,2	He's my g 3,4	Id 6,0	Il se passion 3,8
22 h 8	58,7	Cavalier... 23,4	Le Père Noël... 11,1	Homme Rio 14,4	He's my g 2,2	Il se passion 6,8	Grains de... 3,5
22 h 44	40,6	Paris casino 10,7	Le Père Noël... 18,6	Solo 4,4	Plage cristal 1,0	Ca n'arr... 6,0	Impensable... 3,2



## ÉCONOMIE

## BILLET

Virgin Megastore :  
jamais plus le dimanche

M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat, a gagné : M. Patrick Zelnik, président du conseil d'administration de Virgin Stores, s'est engagé à adapter « dès à présent sa politique commerciale au cadre juridique actuel ». En clair, cela veut dire qu'en 1991, les magasins Virgin Megastore cesseront de violer la loi et n'ouvriront pas le dimanche, sauf dans les cas de dérogations prévues par la loi (deux dimanches par an, en gros).

Les trois magasins à cette enseigne (Bordeaux, Marseille et Paris) ne cessent d'être condamnés, sur plainte des syndicats. Très récemment encore, la Cour d'appel de Paris (le Monde du 21 décembre) avait condamné la société à verser de très lourdes amendes aux organisations syndicales. On ne peut affirmer que ces condamnations répétées sont à l'origine de la rencontre de M. Zelnik avec M. Doubin, toujours très attaché au repos dominical, « clef du respect de la vie sociale et familiale des employés et du respect de la concurrence entre les différentes formes de commerce ».

Un projet de loi (le Monde du 21 novembre) doit moderniser une réglementation bien trop cantonnée, l'harmoniser avec celles des partenaires européens de la France et permettre six ouvertures du dimanche par an. Il reste à trancher le cas des magasins de meubles, de bricolage et d'électro-ménager (le suédois Ikea avait en la matière tenu le même rôle que Virgin Megastore), et celui des produits culturels (disques, cassettes, mais aussi livres). Le Conseil économique et social a été saisi pour avis.

M. François Doubin va dès le début de l'année organiser la concertation avec les professionnels intéressés : libraires et grandes surfaces, mais aussi la FNAC (opposée à l'ouverture du dimanche) et, désormais... Virgin Megastore. Rappelons que les hypermarchés et supermarchés assurent 42 % des ventes de disques, la FNAC, 25 %, les disquaires spécialisés, 16 %, les grands magasins et Virgin, chacun 6 %. Pour M. Zelnik, cet engagement du ministre de l'associer à la préparation du projet de loi a tout d'une reconnaissance officielle. Sera-t-elle commercialement aussi efficace qu'une infraction sciemment et régulièrement commise ?

J. D.

## Le rapport annuel de l'INED

## Le mariage cède la place à la cohabitation

Malgré une nouvelle remontée en 1989 (281 000 contre 271 000 en 1988), le mariage séduit peu les jeunes Français. La moitié des adultes mariés ont commencé à vivre en couple sans se marier. Cette cohabitation préalable ne renforce pas la solidité des unions et réduit plutôt les naissances : c'est ce qui ressort du rapport annuel de l'Institut national d'études démographiques (INED), publié plus tardivement que de coutume.

Le développement de la vie en couple sans mariage (cohabitation) est un des phénomènes majeurs de l'évolution des mœurs depuis vingt ans, le nombre de mariages n'ayant cessé de baisser chaque année de 1972 à 1987. La cohabitation s'est en partie substituée : sauf chez les plus jeunes, si l'on ajoute mariés et non-mariés, on retrouve en 1986 dans chaque tranche d'âge des proportions de couples « très proches » de celles rencontrées en 1970 avec les seuls mariages.

Cette cohabitation, cependant, conduit souvent au mariage : au bout de dix ans, 61,5 % des « cohabitants » se sont mariés. À ce terme d'ailleurs, 2,6 % des cohabitants des années 1988 à 1982 ne se sont pas mariés, ou n'ont pas eu d'enfant. Mais la probabilité de se marier comme d'avoir un enfant décroît avec le temps : 25 % des cohabitants se sont mariés au cours de leur première année de vie commune et pratiquement autant au cours des deux années suivantes ; 9 % ont eu un enfant dès la première année, 8 % au cours des deux années suivantes et 4 % seulement par la suite.

À l'inverse, la cohabitation avant le mariage devient, sinon la règle, du moins très répandue, puisque, selon les âges, 30 % à 60 % des nouveaux mariés ont déjà vécu ensemble auparavant. Mais ce n'est pas une garantie de stabilité : au bout de dix ans, 30 % des couples de cohabitants se sont séparés, les uns (20 %) pendant la cohabitation, les autres après s'être mariés. De même, 15,6 % des mariages aboutissent à une rupture lorsqu'ils ont été précédés d'une cohabitation et 12,3 % s'ils ne l'ont pas eue.

Globalement, la cohabitation tend aussi à réduire la fécondité en retardant les premières naissances : la « descendance finale » des femmes de trente-cinq ans n'est que de 1,81 en cas de passage par la cohabitation, contre 2,06 en cas de mariage direct. Mais le mariage représente toujours une rupture dans les comportements à cet égard : le taux de fécondité s'accroît très fortement chez les cohabitants lorsque celles-ci se marient.

Par ailleurs, en 1989, selon le rapport, le taux de fécondité général, à 1,81 enfant, n'a guère changé par rapport aux années précédentes et reste inférieur au taux de renouvellement des générations. Cependant, il suffit pour un léger accroissement de la population (0,42 %), en raison d'une structure par âge favorable (un nombre encore important de jeunes). Avec les immigrants, évalués à cinquante mille, nombre « hypothétique » et vraisemblablement sous-estimé selon le rapport, on arrive à une progression de 0,51 %.

Dans la plupart des pays européens, on constate une baisse de fécondité y compris en Europe occi-



dentale, où elle demeure cependant plus élevée en général. Mais plusieurs pays à basse fécondité « connaissent depuis plusieurs années un certain regain » : Danemark, Luxembourg, Norvège, et surtout Suède. Dans ce dernier pays, l'indice de fécondité remonte depuis 1985 et dépasse aujourd'hui le chiffre de deux enfants par femme, par suite de l'arrêt de la baisse de la fécondité chez les plus jeunes et d'une remontée après vingt-cinq ans.

GUY HERZLICH

Progression de la fécondité en Suède. — La population de la Suède (8,591 millions d'habitants en 1989) a augmenté cette année de 64 000 personnes, à peine moins qu'en 1989, où la hausse (68 000) avait été la plus importante en vingt ans. Cette croissance est due surtout aux naissances (124 000, soit 8 000 de plus qu'en 1989) : l'indice de fécondité atteint 2,1 enfants par femme, un des taux les plus élevés d'Europe. En revanche, l'immigration en Suède (60 000 personnes, dont plus d'un tiers de Scandinaves) a baissé de 9 %, tandis que 25 000 personnes quittaient le pays, soit une progression de 19 %.

## INSOLITE

## Des faux Moët trahis par l'accent

Près de 7 000 fausses bouteilles de champagne Moët et Chandon « brut impérial » contenant un moussueux impropre à la consommation ont été saisies au cours des dernières semaines dans plusieurs grandes villes du Land de Rhénanie-Westphalie, au nord-ouest de l'Allemagne. Des fausses bouteilles ont également été repérées dans d'autres régions du pays. Quelque 5 000 de ces bouteilles falsifiées ont déjà été vendues en Allemagne et n'ont pu être récupérées.

Le faux champagne, qui n'est pas conforme aux normes sani-

taires de la CEE, est pourtant facilement identifiable par le goût, l'aspect et même... l'accent ! Outre sa teneur trop élevée en sucres résiduels et son arôme grossier, il se distingue par le bouchon, où manque le ruban d'aluminium rouge propre à la marque et par l'étiquette où « impérial » est écrit sans accent aigu... L'origine de ces ersatz ? Les bouteilles ont été introduites via la Belgique mais leur origine n'a pas encore pu être déterminée. « Il n'est pas sûr qu'elles viennent de France », affirme le communiqué des douanes.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE CIC  
ET DE L'UNION EUROPÉENNE

Conformément à ce qui a été annoncé au mois d'avril 1990, la fusion de la C.F.C.I.C. et de la B.U.E. a été approuvée par l'Assemblée Générale de la C.F.C.I.C. du 26 décembre 1990. Le groupe ainsi doté d'une maison mère active et opérationnelle peut désormais mettre en œuvre un plan d'action à moyen terme dont la priorité est la modernisation du réseau.

L'objectif, dont cette fusion constitue la première étape, est de porter les banques de ce Groupe au niveau de compétitivité requis par les échéances européennes, en exploitant notamment les potentialités de la Bâle d'assurance.

La fusion, et les mesures pratiques qui en procèdent au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1991, permettront à la nouvelle Compagnie Financière d'assurer de façon plus efficace l'adoption d'un projet de développement com-

mun et la rationalisation des activités au sein du Groupe. Les missions de la B.U.E., qui conserve l'intégralité de son rôle vis-à-vis de sa clientèle, seront redéfinies dans ce cadre.

La nouvelle Compagnie sera dirigée par Monsieur François Caries, Président. Monsieur Paul Alibert, Vice-Président Directeur Général et Monsieur Gilles Guillon, Directeur Général, Monsieur Guy de Chavanne, Directeur Général Adjoint au GAN, a été nommé Vice-Président, Conseiller du Président. Monsieur Paul d'Abzac a été nommé Conseiller du Président.

Afin d'exprimer la volonté de rassembler toutes les composantes de ce Groupe dans ce développement commun, l'Assemblée Générale de la Compagnie Financière a décidé de prendre comme raison sociale Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne.

## La reprise des financements sur protocole

## La France accorde 1,32 milliard de francs de crédits à la Chine

Les autorités françaises et chinoises ont signé le mercredi 19 décembre à Paris un protocole d'accord portant sur des crédits d'aide pour un montant de 1,32 milliard de francs accordés à la Chine. Cet accord témoigne de la reprise des relations entre les deux pays qui avaient été interrompues à la suite des événements de la place Tiananmen au printemps 1989. C'est à la fin du mois d'octobre dernier que les Douze avaient décidé la levée des sanctions, sur lesquelles les Japonais avaient été les premiers à revenir.

Les crédits accordés par la France sont destinés à achever les opérations négociées avant le printemps 1989, notamment des équi-

pements téléphoniques dans les provinces du Hunan et de Heilongjiang par Alcatel et la réalisation par la Cegelec d'une station de pompage à Canton.

Sous réserve d'une stabilisation de la situation en Chine, on estime que les crédits accordés par la France devraient à l'avenir atteindre 2 milliards de francs par an. Le protocole 1991 qui devrait être négocié en deux fois devra faire une place au projet annoncé par Citroën la semaine dernière (le Monde du 21 décembre). On précise au ministère de l'économie et des finances qu'il serait maladroit que ce projet absorbe la totalité des crédits accordés à la Chine pour 1991.

## 14,4 milliards de francs de crédits aidés

Les agriculteurs surendettés  
n'auront plus accès aux prêts bonifiés

Inquiet de la situation financière délicate que connaissent les exploitations agricoles françaises, le gouvernement a pris jeudi 27 décembre plusieurs mesures visant à prévenir le surendettement. D'après les services du ministère de l'économie et des finances, 9 % des agriculteurs (représentant 18 % de la consommation de prêts bonifiés) consommeront plus de 80 % de leur revenu brut d'exploitation au remboursement de leur dette, intérêts et capital.

Désormais, les agriculteurs déjà surendettés n'auront plus accès aux prêts bonifiés dont le montant pour 1991 sera stable, à 14,4 milliards de francs (contre 14,3 milliards en 1989). Cette somme se décomposera entre une tranche forme représentant 83 % du total, et une tranche conditionnelle de 15 % dont la distribution sera laissée à l'appréciation des pouvoirs publics. Rue de Bercy, on estime qu'une telle disposition devrait permettre une diminution de 15 % de la demande de prêts bonifiés au cours de la première année d'application. Depuis 1986, les prêts

aux exploitants surendettés ont augmenté de 39 %. Globalement, les taux pratiqués sur les prêts bonifiés augmenteront en 1991 de 0,65 point (alors que le coût de la ressource s'est accru de 2 points depuis quatre ans). Les prêts aux jeunes agriculteurs verront leur taux d'accroître de seulement 0,35 point et les prêts spéciaux à l'élevage resteront inchangés.

E. F.

Le Monde  
ÉDITIONSLes mutations de  
l'économie mondiale  
1975-1991par le Service économique  
du Monde  
et Alain Gélédan

## Avec un PIB global en baisse de 0,5 %

L'Amérique latine a vécu  
une nouvelle année de récession en 1990

Le produit intérieur brut de l'Amérique latine aura diminué de 0,5 % en 1990, ce qui représente une chute de 2,5 % du PIB par habitant. D'entrée de jeu, le bilan annuel présenté par la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), dont le siège est à Santiago, n'a rien de réjouissant. Seuls, la Colombie, le Venezuela et le Costa Rica échappent au marasme général et enregistrent un taux de croissance supérieur à 3 %. Le reste de la famille latino-américaine a connu les affres des inévitables ajustements structurels ou a reçu de plein fouet l'impact de la hausse du prix du pétrole provoquée par la crise du Golfe.

SANTIAGO

de notre correspondant

La nouvelle décennie commence dans la grisaille, même si le secrétaire exécutif de la CEPALC, M. Gert Rosenthal, tient à saluer « les efforts faits par les gouvernements et les sociétés civiles de la région pour corriger les déséquilibres macro-économiques et restructurer les appareils de production ». Mais si le spectre de l'hyperinflation s'éloigne, c'est, souligne-t-il, au prix de politiques nécessairement restrictives, impliquant un coût social élevé. De plus, l'inflation menace de nouveau les pays qui, tels le Mexique, le Chili et l'Uruguay, avaient obtenu en 1989 de bons résultats en matière de contrôle des prix.

En volume, les ventes à l'étranger de la plupart des pays se sont accrues, sans compenser, toutefois, la chute du prix unitaire des principaux produits exportés. À l'exception des pays exportateurs de pétrole (Mexique, Venezuela, Équateur), l'Amérique latine et les Caraïbes ont ainsi subi une nouvelle dégradation des termes de l'échange. Les importations croissant, en valeur, plus vite que les

exportations, l'excédent commercial de la région n'a atteint que 26 milliards de dollars en 1990 (130 milliards de francs environ), contre 30 en 1989.

En revanche, la diminution des taux d'intérêt sur le marché financier international a quelque peu allégé le fardeau de la dette extérieure. Autre leurre : le Mexique, le Venezuela, l'Uruguay et le Costa Rica ont adhéré au plan Brady afin de réduire le montant de leurs obligations extérieures, cependant que d'autres États ont obtenu de leurs créanciers — banques commerciales ou Club de Paris — un nouvel échelonnement de leurs paiements. Quoi qu'il en soit, le poids de la dette extérieure de la région, qui s'élève à 423 milliards de dollars, est tel que les pays débiteurs ont été, dans leur ensemble et pour la neuvième année consécutive, exportateurs nets de capitaux vers le Nord, auquel ils ont versé en 1990 un tribut de 20 milliards de dollars.

De l'avis de M. Rosenthal, cet effort est excessif, en particulier pour l'Amérique centrale ravagée par les guerres civiles, dont la reconstruction et le développement sont difficilement envisageables sans une aide « massive » de la communauté internationale. Mais les nations industrialisées sont plutôt parcimonieuses, se plaignent économistes guatémaltèques d'« ascendance germanique », qui, au passage, égratignent aussi le Fonds monétaire international, « coupable » d'avoir conditionné son programme d'assistance au Brésil à un accord entre Brasilia et ses bailleurs de fonds.

Pourtant, loin semble le temps où la CEPALC, sous la houlette de l'Argentin Raúl Prebisch, se faisait le chantre du « développement autocentré » et de l'industrialisation par substitution d'importations. La Commission des Nations unies a bel et bien tourné la page. Tout en restant l'avocat vigilant des intérêts du Sud, elle n'en conçoit désormais le développement que par l'intégration au marché mondial et l'adaptation conséquente de ses capacités productives à la nouvelle division internationale du travail.

Aussi est-ce avec un vif intérêt que M. Rosenthal prend acte de l'initiative des Amériques lancée par le président Bush, qui vise à transformer les deux continents en une zone de libre-échange. « Le potentiel commercial des deux hémisphères est énorme », fait-il observer. Mais il met aussi en garde contre tout excès d'optimisme, car donner vie, dans une première étape, au vieux rêve bolivarien d'intégration latino-américaine est encore une gageure.

Dans l'immédiat, l'imprévisible situation internationale, la récession aux États-Unis, ainsi que l'échec des négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round suscitent de bien plus pressantes inquiétudes. Sans parler de l'effondrement des régimes socialistes, dont l'un des effets est d'orienter les flux de capitaux occidentaux vers l'Est au détriment du Sud. Comment, dans ces conditions, attirer à nouveau les investisseurs étrangers en Amérique latine ? « Il faudrait d'abord », s'empresse de répondre M. Rosenthal, « mettre de l'ordre dans la maison ».

GILLES BAUDIN

## Malgré l'augmentation du chômage

M. Soisson refuse  
le retour  
des « stages parkings »

L'aggravation du chômage ne doit pas entraîner une « attitude flicseuse », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail dans un entretien publié le 27 décembre par le Figaro. « Les entreprises doivent continuer à investir et à embaucher ». Toutefois, le ministre « table sur une poursuite ralentie des créations d'emplois » et estime que « 100 000 emplois pourraient être créés en 1991, contre 300 000 en 1989 ». Or, souligne-t-il, « il nous faut au moins 150 000 emplois nouveaux chaque année pour répondre à l'augmentation de la population active ». Malgré cette situation, « il n'est pas question de revenir aux stages parkings », affirme M. Soisson qui ajoute : « Réagir à une augmentation du chômage par un gonflement artificiel du nombre des stagiaires serait une erreur dramatique (...) que je ne ferais pas ». Récemment, le 13 décembre, M. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle, avait également écarté la solution « des stages parkings » et « quelle que puisse être la pression du chômage ».



# ÉCONOMIE

## TRANSPORTS

Régler sans s'arrêter

## Un péage automatique sur l'autoroute A 10

Depuis un mois, les automobilistes qui empruntent la première section à péage de l'autoroute A 10, entre La Folie-Bessin, aux frontières de l'agglomération parisienne, et le poste de Dourdan peuvent payer leur passage sans marquer d'arrêt. La société Cofiroute, concessionnaire, notamment, des autoroutes A 10 (l'Aquitaine) et A 11 (l'Occitanie), dont fait partie ce tronçon commun, a installé un système de « télépéage » dynamique adapté aux véhicules de tourisme sans remorque ainsi qu'aux petits utilitaires. Mis au point et exploité par Matra et SETEC Informatique, ce système fonctionne dans les deux sens, Paris-province et province-Paris. Il s'adresse particulièrement aux abonnés qui fréquentent quotidiennement ou souvent le même tronçon.

L'automobiliste doit acheter un badge, qu'il paie au prix de l'abonnement, soit 230 francs pour cinquante passages, plus une caution de 200 francs la première fois. Ce badge est disponible dans les mêmes points de vente que les carnets d'abonnement. A l'approche du poste de péage, le conducteur fixe ce badge sur le côté de son pare-brise. Pour franchir le poste, il choisit une voie spé-

ciale. Là, sur quelques dizaines de mètres, il doit limiter sa vitesse à 40 kilomètres heure et laisser une distance de 20 mètres entre son véhicule et celui qui le précède. La barrière se lève automatiquement et son « compte » est débité du montant d'un passage. Lorsque le crédit restant sur le badge ne correspond plus qu'à l'équivalent de cinq passages, l'automobiliste en est prévenu par des panneaux disposés à la sortie de la voie spéciale. Si le crédit est épuisé, le véhicule est dirigé par une voie de déviation vers les guichets ordinaires.

50 000 véhicules par jour sous la Tamise

Les abonnés montrent un intérêt certain pour ce système, puisque, vingt jours après sa mise en service, la moitié d'entre eux, 600 sur 1200, l'avaient adopté. Il faut lui reconnaître le mérite de la simplicité d'usage. Le badge est un appareil passif, c'est-à-dire actif de l'extérieur, par le portique d'entrée. Dépourvu de pile, il ne nécessite aucune entretien. Il est capable de déclencher la réponse électrique à une distance de 2 mètres

et à une vitesse pouvant atteindre 80 kilomètres-heure. La marge de sécurité à Dourdan est donc confortable, puisque la vitesse maximale autorisée ne dépasse pas la moitié de ce seuil et permet, néanmoins, le passage de 1 200 voitures à l'heure, contre 170 aux guichets classiques.

La principale limite au système est, pour l'instant, qu'il ne prend pas en compte le poste d'entrée, ce qui réduit son application aux trajets « isolables ». D'autres perfectionnements viendront : les techniciens de M2S, la filiale de Matra, et ceux de la SETEC ont été sollicités par les Britanniques pour équiper le tunnel de Dartford, sous la Tamise, à 21 kilomètres en aval de Londres. Ils devront traiter le passage de 50 000 véhicules par jour dans quelques années, et prévoient l'installation de cinq guichets par sens grâce au télépéage, au lieu de douze avec le système classique. La « première mondiale » de Dourdan devrait donc biliter ce système qui a été adopté au point pour ouvrir la voie des futures autoroutes urbaines à péage, dont les projets se multiplient actuellement.

CHARLES VIAL

## INDUSTRIE

La restructuration du fabricant d'articles de sport

### Adidas cède une partie du Coq sportif et d'Arena

Le groupe Adidas a annoncé jeudi 27 décembre qu'il avait vendu les droits de ses marques Le Coq sportif et Arena pour le Japon et l'Asie du Sud-Est au groupe japonais Descente Ltd, licencié et distributeur d'Adidas au Japon.

Ces deux marques, dont le montant de la vente n'est pas précisé, appartenant au groupe Sarrag, la holding d'Adidas, qui regroupe les chaussures de sport Pony (1 milliard de francs de chiffre d'affaires), les maillots de bain Arena (630 millions de francs) et Le Coq sportif.

En septembre dernier, M. René Jaeger, président du directoire d'Adidas, avait laissé prévoir une mesure de ce type (*Le Monde* du 6 septembre) nécessaire pour poursuivre la restructuration et financer la croissance du groupe avant son éventuelle introduction en Bourse.

Toyota va rappeler dix-sept mille voitures

### ventes en Grande-Bretagne

La firme automobile japonaise Toyota a annoncé jeudi 17 décembre sa décision de rappeler plus de dix-sept mille véhicules de son modèle Carina vendus en Grande-Bretagne. Des problèmes dans le système de frein à main de ces voitures construites dans les usines japonaises ont motivé ce rappel qui a déjà abouti au retrait de cinq cent mille voitures de ce type depuis l'été dernier.

Au cours de l'année 1990, plus de trente opérations de ce genre ont été conduites par les constructeurs automobiles. Fiat, BMW, Peugeot, Renault, Mazda, General Motors et quelques autres n'ont pas hésité à rappeler leurs modèles dès la constatation de la moindre anomalie. Soutenue par le mouvement consumériste américain, cette manière de faire est devenue une habitude. Au point que les firmes automobiles ont compris que cela contribuait à amoindrir leur image de marque et n'hésitent plus maintenant à le faire savoir.

Accident de l'Airbus A-320 à Bangalore : une erreur de pilotage.

L'accident de l'Airbus A-320 de la compagnie Indian Airlines, survenu à Bangalore, qui fit 92 morts le 14 février 1990, était dû à une erreur de pilotage, selon un rapport remis au gouvernement indien par le juge Shrivashankar Bhat et cité jeudi 27 décembre par le journal *Indian Express*. Selon ce journal, ce rapport de six cents pages exonère totalement l'appareil et établit que les deux pilotes n'avaient pas adopté un régime moteur convenable pour aborder la phase d'approche, ce qui a provoqué l'accident. Le commandant de bord aurait aussi confondu l'altitude et l'indicateur de vitesse de descente en engageant sur l'ordinateur de bord la commande de la dernière phase de vol.

Infrastructures : la Bundesbahn va investir 5,8 milliards de deuteschemarks. - La Bundesbahn va investir 5,8 milliards de DM en 1991 (environ 20 milliards de francs) pour moderniser ses installations et son matériel roulant. Dans l'Allemagne réunifiée, les compagnies ferroviaires de l'Est (Deutsche Reichsbahn) et de l'Ouest (Deutsche Bundesbahn) sont toujours des sociétés distinctes.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 24, mardi 25 et mercredi 26 décembre :

**DES LOIS**  
- N° 90-1143 du 21 décembre 1990 relative aux atteintes à la sécurité de la navigation maritime et des plates-formes fixes situées sur le plateau continental.  
- N° 90-1144 du 21 décembre 1990 autorisant l'approbation d'une convention contre le dopage.  
- N° 90-1146 du 21 décembre 1990 autorisant l'approbation par la France du protocole additionnel à la convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale.

**DES DÉCRETS**  
- N° 90-1151 du 19 décembre 1990 modifiant le décret n° 89-508 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 portant création d'allocations d'enseignement.  
- N° 90-1152 du 21 décembre 1990 portant convocation des électeurs sénatoriaux du département de Paris.

- Du 21 décembre 1990 portant dissolution du conseil municipal de Trézioux (Puy-de-Dôme).  
- N° 90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'établissement public foncier du Nord-Pas-de-Calais.

Loterie nationale : 19855

6 chiffres	5 chiffres	4 chiffres	3 chiffres	2 chiffres	1 chiffre
1 866 670 F	74 060 F	2 985 F	87 F	8 F	0 F
2 500 000 F	51 040 F	6 865 F	114 F	9 F	0 F

## Le Monde

## L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

### appartements ventes

7<sup>me</sup> arrdt

LA BOURDONNAIS  
Standing, soléil, Dble séjour.  
1 ch. 90 m<sup>2</sup>. Gds balcons.  
Prix exceptionnel. 30-81-48-81.

94  
Val-de-Marne

PRIX EXCEPTIONNEL  
Mme ET M. MANDOUZELLE  
Imm. récent, 11 ch. 6<sup>de</sup>.  
3 p., entrées, cuis., bain.  
Paris, 12<sup>e</sup>, r. des Laitiers.  
Sem. / dimanche 14 h - 17 h.

### SAINT-MADRICE

Superbe 2 pièces, grand  
standing, salon 25 m<sup>2</sup> +  
chambre, cuisine équipée,  
salle de bain, face Merne, sur  
la rive, vue, parc, 1<sup>er</sup> étage.  
1 060 000 F à débattre.  
Après 19 h : 48-59-59-52.

### maisons individuelles

#### MAROLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE  
Villa 7 p. sur 500 m<sup>2</sup> terrain,  
terrasse 200 m<sup>2</sup>, R.C. : séjour  
cible cathédrale, chambre,  
2 chbrs, s. de bain, cuisine  
équipée, w.c., buanderie.  
1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> ét., s. de bain,  
dressing. Garage 2 voitures.  
quartier résidentiel, proche  
commerces, écoles, lycée.  
équipements sportifs, golf,  
tennis, centre équestre.  
1 800 000 F à débattre.  
Après 19 h : 48-59-59-52.

### bureaux

#### Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS  
salles de réunion, toutes  
durées, domiciliaires.  
SÉRIES SOULAS, dépenses,  
formalités et CRÉATION  
immédiate ttes entreprises.  
services personnalisés :  
courrier, téléphone, fax.  
**GROUPE ASPAC**  
1<sup>er</sup> RÉSEAU NATIONAL  
DE CENTRE D'AFFAIRES  
TOULOUSE 19 47-23-61-61  
NIMES 19 47-23-61-61  
ST-LAZARE 19 42-53-50-54  
LA FAYETTE 19 47-23-61-61  
BOULOGNE 92 48-20-22-25  
VERSAILLES 78 30-21-48-48  
+ 20 centres en France  
Infos minist : 3818 ASPAC.

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
**DOMICILIATIONS**  
Constitution de sociétés  
et services. 43-55-17-50.

### L'AGENDA

#### Vacances

#### Tourisme

#### Loisirs

### SKI DE FOND

Haut-Jura, 3 h Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent  
de semaine dans leur ferme  
commodée du XVII<sup>e</sup> conf. réno-  
vée, en chambre 2 pers. av.  
s.d.b., wc. Ambiance convi-  
viale, détente, repos. Accueil  
14 pers. max. Table d'hôte.  
Cuis. maison (produits locaux)  
et pain cuit au four à bois.  
Pom. miel, plats, pain, gâteaux.  
Café, jus, jus, jus, jus, jus.  
2 300 F + 2 750 F pers./semaine.  
Répas. et réceptions.  
(10) 81-38-12-51  
LE CREY L'AGNEAU  
25850 MONTENOIR

### JURA

3 h Paris TGV  
Location studio pour 2, 4 et  
6 pers., 11 ch. Activités sur  
place : salle de remise en  
forme, sauna, jacuzzi, piscine,  
ski à roulettes, tir à l'arc et  
cours, 100 m<sup>2</sup> sur pl.  
Tél. : 19 81-48-00-72.

### automobiles

#### ventes

moins de 5 CV

Vos AUDI 80 diesel turbo,  
nov. 88, modèle 89, 80i  
légion métal, alarme, ferr.  
élec. Yvertoise, 1<sup>er</sup> main.  
118 000 km. 71 000 F.  
38-50-06-18 après 19 h.

### Le Monde

#### IMMOBILIER

Chaque semaine dans *Le Monde* radio télévision une sélection de programmes immobiliers en résidence principale et de loisir en vente ou en location.  
**RENSEIGNEMENTS :**  
tél. : 45-55-91-82  
poste 41.38

### pavillons

#### A VENDRE

CHAMPAGNE-S/SEINE  
(77). Pavillon 140 m<sup>2</sup>, sur  
860 m<sup>2</sup>, s-sol total avec  
garage, séjour double,  
2 chbrs, cuis., s.d.b., wc.  
Étage : 3 chbrs, chauff.  
cent. fuel. Très bon état  
général. Proche école, CES,  
SNC, commerces. 7 km  
Fontainebleau. T. 84-25-12-04.

Prix 900 000 F.

### propriétés

#### BELLE SITUATION

Région Milly/Fontainebleau  
Superbe PROPRIÉTÉ ANCIENNE  
12 habitations sur terrain  
800 m<sup>2</sup> CLOS DE MUR.  
S.P. principal + dépend.  
1 480 000 F. Crédit 100 %.  
Rambours. comme un loyer  
constant. Taux 9,85 / 10,85  
AGENCE LOUIS NEMOURS  
64-25-02-55. Chv. den.

### hôtels particuliers

#### 17<sup>e</sup> PEREIRE (proche)

H. part. R + 3. parts jardin,  
terrasse, possibilité prof.  
Séjour, surt. env. 350 m<sup>2</sup>.  
3 récept., + 8/9 ch. 20 m<sup>2</sup>.  
48-22-03-50  
43-38-53-04 p. 22.

Part. vd 94 Nogent/Marne  
+ 300 m<sup>2</sup> hab. s. 160 m<sup>2</sup>  
terrain, arts déco, le logg.  
2 bacs, terr. 3 p. logg.  
4 950 000 F.  
Tél. 48-06-06-38

vous invitent à assister à leur tribune :

mercredi 16 janvier 1991 de 16H30 à 18H30

APPLE France vous invite à assister à sa tribune :

mercredi 16 janvier 1991 de 19H00 à 21H00

vous invite à assister à sa tribune :

jeudi 17 janvier 1991 de 16H30 à 18H30

## ASSOCIATIONS

### Session et stage

#### YOGA

Toujours en forme !  
Stages pour débutants : 9 h - 22 h  
à 18 h 30 ou 14 h - 20 h à 20 h.  
postures-respiration-méditation.  
Centre de Yoga Sivananda,  
122, bd de Sébastopol, 2<sup>e</sup>.  
Tél. : 40-25-77-40.

Cours particuliers ou en  
mini-groupe. Tous niveaux.  
Focality Language Centre  
37 c3, av. F. Roosevelt 8<sup>e</sup>.  
Tél. : (1) 43-58-63-01.

Prix de la ligne 47 F TTC (25 lignes, lettres ou  
espaces).  
Joindre une photocopie de déclaration au J.O.  
Chèque (libellé à l'ordre du Monde Publiété, adressé au plus  
tard le mercredi avant 11 heures pour paraître le vendredi  
soit samedi au Monde Publiété, 5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.  
La rubrique Association paraît tous les vendredis, sous le titre  
Agenda, dans les pages annonces classées.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989),  
Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)  
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amélie,  
Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99 / Telex 208 806 F.

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10 / Telex 261331 F MONDSIR







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 28 DECEMBRE

Compan- VALURS						Réglement mensuel										Compan- VALURS						Compan- VALURS													
Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%	Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%	Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%	Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%	Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%	Compan-	VALURS	Cours	Premier	Derrier	%
3670	CHEK	3880	3800	3720	-2.37	1000	Comp. Med.	1000	1000	1000	0.00	1400	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1500	SAT	1550	1545	1540	-0.05	210	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	210	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3680	3680	3680	3680	3680	0.00	1010	Comp. S.A.	1010	1010	1010	0.00	1410	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1510	SAT	1550	1545	1540	-0.05	220	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	220	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3690	3690	3690	3690	3690	0.00	1020	Comp. S.A.	1020	1020	1020	0.00	1420	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1520	SAT	1550	1545	1540	-0.05	230	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	230	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3700	3700	3700	3700	3700	0.00	1030	Comp. S.A.	1030	1030	1030	0.00	1430	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1530	SAT	1550	1545	1540	-0.05	240	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	240	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3710	3710	3710	3710	3710	0.00	1040	Comp. S.A.	1040	1040	1040	0.00	1440	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1540	SAT	1550	1545	1540	-0.05	250	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	250	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3720	3720	3720	3720	3720	0.00	1050	Comp. S.A.	1050	1050	1050	0.00	1450	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1550	SAT	1550	1545	1540	-0.05	260	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	260	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3730	3730	3730	3730	3730	0.00	1060	Comp. S.A.	1060	1060	1060	0.00	1460	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1560	SAT	1550	1545	1540	-0.05	270	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	270	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3740	3740	3740	3740	3740	0.00	1070	Comp. S.A.	1070	1070	1070	0.00	1470	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1570	SAT	1550	1545	1540	-0.05	280	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	280	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3750	3750	3750	3750	3750	0.00	1080	Comp. S.A.	1080	1080	1080	0.00	1480	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1580	SAT	1550	1545	1540	-0.05	290	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	290	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3760	3760	3760	3760	3760	0.00	1090	Comp. S.A.	1090	1090	1090	0.00	1490	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1590	SAT	1550	1545	1540	-0.05	300	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	300	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3770	3770	3770	3770	3770	0.00	1100	Comp. S.A.	1100	1100	1100	0.00	1500	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1600	SAT	1550	1545	1540	-0.05	310	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	310	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3780	3780	3780	3780	3780	0.00	1110	Comp. S.A.	1110	1110	1110	0.00	1510	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1610	SAT	1550	1545	1540	-0.05	320	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	320	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3790	3790	3790	3790	3790	0.00	1120	Comp. S.A.	1120	1120	1120	0.00	1520	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1620	SAT	1550	1545	1540	-0.05	330	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	330	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3800	3800	3800	3800	3800	0.00	1130	Comp. S.A.	1130	1130	1130	0.00	1530	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1630	SAT	1550	1545	1540	-0.05	340	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	340	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3810	3810	3810	3810	3810	0.00	1140	Comp. S.A.	1140	1140	1140	0.00	1540	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1640	SAT	1550	1545	1540	-0.05	350	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	350	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3820	3820	3820	3820	3820	0.00	1150	Comp. S.A.	1150	1150	1150	0.00	1550	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1650	SAT	1550	1545	1540	-0.05	360	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	360	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3830	3830	3830	3830	3830	0.00	1160	Comp. S.A.	1160	1160	1160	0.00	1560	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1660	SAT	1550	1545	1540	-0.05	370	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	370	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3840	3840	3840	3840	3840	0.00	1170	Comp. S.A.	1170	1170	1170	0.00	1570	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1670	SAT	1550	1545	1540	-0.05	380	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	380	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3850	3850	3850	3850	3850	0.00	1180	Comp. S.A.	1180	1180	1180	0.00	1580	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1680	SAT	1550	1545	1540	-0.05	390	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	390	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3860	3860	3860	3860	3860	0.00	1190	Comp. S.A.	1190	1190	1190	0.00	1590	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1690	SAT	1550	1545	1540	-0.05	400	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	400	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3870	3870	3870	3870	3870	0.00	1200	Comp. S.A.	1200	1200	1200	0.00	1600	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1700	SAT	1550	1545	1540	-0.05	410	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	410	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3880	3880	3880	3880	3880	0.00	1210	Comp. S.A.	1210	1210	1210	0.00	1610	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1710	SAT	1550	1545	1540	-0.05	420	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	420	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3890	3890	3890	3890	3890	0.00	1220	Comp. S.A.	1220	1220	1220	0.00	1620	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1720	SAT	1550	1545	1540	-0.05	430	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	430	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3900	3900	3900	3900	3900	0.00	1230	Comp. S.A.	1230	1230	1230	0.00	1630	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1730	SAT	1550	1545	1540	-0.05	440	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	440	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3910	3910	3910	3910	3910	0.00	1240	Comp. S.A.	1240	1240	1240	0.00	1640	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1740	SAT	1550	1545	1540	-0.05	450	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	450	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3920	3920	3920	3920	3920	0.00	1250	Comp. S.A.	1250	1250	1250	0.00	1650	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1750	SAT	1550	1545	1540	-0.05	460	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	460	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3930	3930	3930	3930	3930	0.00	1260	Comp. S.A.	1260	1260	1260	0.00	1660	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1760	SAT	1550	1545	1540	-0.05	470	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	470	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3940	3940	3940	3940	3940	0.00	1270	Comp. S.A.	1270	1270	1270	0.00	1670	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1770	SAT	1550	1545	1540	-0.05	480	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	480	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3950	3950	3950	3950	3950	0.00	1280	Comp. S.A.	1280	1280	1280	0.00	1680	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1780	SAT	1550	1545	1540	-0.05	490	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	490	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3960	3960	3960	3960	3960	0.00	1290	Comp. S.A.	1290	1290	1290	0.00	1690	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1790	SAT	1550	1545	1540	-0.05	500	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	500	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3970	3970	3970	3970	3970	0.00	1300	Comp. S.A.	1300	1300	1300	0.00	1700	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1800	SAT	1550	1545	1540	-0.05	510	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	510	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3980	3980	3980	3980	3980	0.00	1310	Comp. S.A.	1310	1310	1310	0.00	1710	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1810	SAT	1550	1545	1540	-0.05	520	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	520	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
3990	3990	3990	3990	3990	0.00	1320	Comp. S.A.	1320	1320	1320	0.00	1720	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1820	SAT	1550	1545	1540	-0.05	530	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	530	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
4000	4000	4000	4000	4000	0.00	1330	Comp. S.A.	1330	1330	1330	0.00	1730	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1830	SAT	1550	1545	1540	-0.05	540	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	540	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
4010	4010	4010	4010	4010	0.00	1340	Comp. S.A.	1340	1340	1340	0.00	1740	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1840	SAT	1550	1545	1540	-0.05	550	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	550	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
4020	4020	4020	4020	4020	0.00	1350	Comp. S.A.	1350	1350	1350	0.00	1750	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1850	SAT	1550	1545	1540	-0.05	560	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	560	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
4030	4030	4030	4030	4030	0.00	1360	Comp. S.A.	1360	1360	1360	0.00	1760	Legard	3431	3400	3405	-0.15	1860	SAT	1550	1545	1540	-0.05	570	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20	570	Easton Kodak	220.50	214	216	-2.20
4040	4040	4040	4040	4040	0.00	1370	Comp. S.A.	1370	1370	1370	0.00																								

**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS prix	COURS 28/12	COURS DES achats	COURS DES ventes
Braz-Uribe (1 sac)	5 212	5 128	4 900	5 385
Braz-Uribe (2 sacs)	5 250	5 080	4 800	5 385
Allemagne (100 dm)	389 700	340 250	329 500	350 000
Allemagne (200 dm)	16 440	16 440	16 440	16 770
France (100 kg)	301 500	301 510	291 500	311 500
France (200 kg)	4 513	4 516	4 300	4 615
Danemark (100 kg)	85 700	85 220	83 500	86 125
Danemark (200 kg)	9 360	9 360	9 125	9 515
Gruées (100 drachmes)	3 280	4 150	4 050	4 250
Gruées (200 kg)	301 800	288 000	288 000	298 000
Grèce (100 kg)	80 800	80 800	80 800	84 500
Grèce (200 kg)	87 800	88 000	88 000	91 500
Grèce (200 kg)	87 800	88 000	88 000	91 500
Espagne (100 kg)	3 317	5 050	5 050	48 900
Portugal (100 sacs)	3 905	3 400	3 400	4 220
Portugal (15 sacs)	4 470	4 115	4 115	4 615
Portugal (20 sacs)	4 415	3 660	3 660	3 660

### Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES		COURS préc.	COURS 28/11
Or fin (kilo en barre)	84350	84500	84500
Or fin (en lingot)	84800	84850	84850
Napoleón (20F)	420	420	420
France Fr (10 F)	420		
Place Suisse (20 F)	448	45	48
Place Latine (20 F)	394	38	40
Souverain	485	48	48
Place 20 dollars	2440	2440	2440
Place 10 dollars	1230	1230	1230
Place 5 dollars	730		
Place 50 pesec.	2480	2440	2440
Place 10 florins	389	389	389

Guy Duguesne	439	2 100
Haribo Hides Zan	210	2 100
Monksman	297	2 100

NY	335	....	
Lacrosse de Moncton	222	225	
Moncton	825	....	
Potomac (MD)	1350	....	
Penticton, Penticton	372	....	
Quebec	340	....	
Quebec R.V.	180	178	10
St. Catharines-Wellington	2001	....	
Saskatoon	216	....	
S.E.P.A.	1524	1522	
S.P.A. est. R.	348	....	
Uttara	380	....	
Waterloo	1500	1360	8

## PUBLICITÉ

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu



Une décision du Conseil constitutionnel

## Les pouvoirs d'investigation de l'administration doivent être soumis au contrôle des magistrats

Le Conseil constitutionnel a décidé, jeudi 27 décembre, que le nouvel article 40 du code des postes et télécommunications, tel qu'il résultait du texte de la loi récemment adoptée par le Parlement, était contraire à la Constitution. Cette disposition accordait à des agents de l'administration le pouvoir de rechercher, dans des locaux professionnels, les infractions à cette nouvelle législation. Fidèle à une doctrine qu'il a commencée à bâtir en 1983, le Conseil estime que de telles investigations nécessitent le contrôle de la magistrature. D'autres prérogatives administratives pourraient se retrouver en infraction avec cette nouvelle jurisprudence constitutionnelle.

La protection des libertés individuelles est la mission la plus essentielle du Conseil constitutionnel. Pour ce faire, au fil des ans, il affine et affirme sa jurisprudence, saisissant toutes les occasions qui lui sont offertes de rappeler l'administration au respect de ce sage principe et de mettre fin, ainsi, à des pratiques aussi anciennes que contestables. Il reste encore beaucoup à faire pour que la réglementation soit entièrement débarrassée de dispositions abusives. Les gouvernements s'y efforcent, parfois, d'eux-mêmes, mais bien souvent les gardiens de la constitutionnalité jugent qu'ils ne vont pas assez loin et demandent au législateur d'être plus soucieux.

C'est encore ce qui vient de se passer à l'occasion de la loi sur la réglementation des télécommunications. La direction avait été clairement indiquée par la décision du Conseil constitutionnel du 29 décembre 1983 sur la loi de finances pour 1984. Pour mettre fin à des errements administratifs en matière de contrôle d'impôts directs et de taxes sur les chiffres d'affaires, selon une pratique qui s'appuyait sur l'ordonnance de 1945 sur le contrôle économique, le gouvernement avait mis au point une nouvelle législation, obligeant les fonctionnaires des finances à n'intervenir qu'avec l'autorisation du président du tribunal de grande instance. Le Conseil avait estimé que la surveillance de celui-ci n'était pas suffisante. Le Parlement avait dû refaire sa copie dans la loi de finances pour 1985. Cette fois, le Conseil n'avait rien trouvé à redire. Les règles qu'il avait posées avaient servi de base à la nouvelle législation sur le contrôle des prix et de la concurrence, sur celui de la fiscalité indirecte et sur les pouvoirs de la douane, institués par les ordonnances de 1986.

### La droite a gain de cause

L'administration n'est pas, pour autant, privée de tous moyens d'action. Ainsi, le 19 janvier 1988, à propos des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse, le Conseil avait décidé que les agents de celle-ci pouvaient intervenir hors du contrôle de magistrats, puisqu'il s'agissait de simples enquêtes administratives sans conséquences pénales. M. Paul Quilès, en préparant son projet sur la réglementation des télécommunications, avait cru se «caler» sur cet ensemble de jurisprudence.

Pour permettre de surveiller que personne n'importe, ne commercialise ni n'utilise du matériel non agréé par l'administration, ni ne se sert de fréquences qui ne lui sont pas attribuées, le ministre souhaitait renforcer les moyens de contrôle des agents de son ministère, déjà réglementés par l'article 40 du code des PTT. Pour éviter des abus, il avait prévu que, en dehors des agents de police judiciaire, les enquêtes ne pourraient être effectuées que par des «fonctionnaires de l'administra-

tion des télécommunications habilités à cet effet» et que, s'ils devaient procéder à des saisies de matériels, ils devraient avoir obtenu l'autorisation du président du tribunal de grande instance. Cependant, le nouveau texte prévoyait aussi que sans cette autorisation, ils pourraient non seulement, comme par le passé, «constater» les infractions, mais aussi les «rechercher».

Cette disposition avait été schématiquement contestée par la droite lors des débats parlementaires, bien que la majorité ait fait remarquer qu'il n'y avait pas de droit de perquisition, que seuls les locaux professionnels pouvaient être visités, et que les occupants de ceux-ci pourraient même s'y opposer. Les députés RPR et UDF n'en avaient pas moins saisi le Conseil constitutionnel, et celui-ci, jeudi 27 décembre, vient de leur donner en grande partie raison.

### Inspection du travail et Sécurité sociale

Certes le Conseil ne trouve rien à redire au droit de saisine, dont il estime qu'il respecte sa jurisprudence, mais il n'accepte pas les conditions du droit d'enquête. Considérant que les suites de celle-ci peuvent avoir des conséquences pénales, il rappelle qu'en la matière le législateur doit notamment «préserv[er] l'exercice des droits de la défense, veill[er] au respect du droit de propriété et de la liberté individuelle», particulièrement «lorsque peut être mise en cause l'inviolabilité du domicile».

Analysant la disposition contestée à l'aune de ces principes, le Conseil remarque que les pouvoirs attribués aux agents de l'administration ne sont «dans le but de rechercher des infractions qui, pour la plupart, constituent des délits passibles de peines d'emprisonnement; qu'ils ne sont assujettis à aucune exigence procédurale autre que l'obligation faite aux officiers et agents de police judiciaire ainsi qu'aux fonctionnaires habilités de transmettre dans les cinq jours les procès-verbaux qu'ils établissent au procureur de la République; que n'est prévue ni l'information préalable de ce magistrat ni la communication d'une copie du procès-verbal à la personne concernée; qu'il n'est pas fait mention d'une limitation dans le temps de l'accès aux locaux visités (...); que n'est pas non plus prise en considération l'hypothèse dans laquelle les locaux susceptibles d'être visités serviraient pour partie de domicile aux intéressés».

La conclusion qu'en tire le Conseil est simple: les deux premiers alinéas de ce nouvel article 40 du code des PTT «ne comportent pas de garanties suffisantes pour assurer le respect des droits et libertés de valeur constitutionnelle». Et comme il considère que les autres alinéas de cet article, ceux concernant le droit de saisine, ne sont que la conséquence de ceux qu'il annule, c'est l'ensemble de cet article 40

dont il interdit la promulgation, le reste de la loi pouvant l'être sans difficulté.

Pour les télécommunications, l'inconvénient n'est pas très grand. Il suffira au ministre de préparer un nouveau texte, tenant compte de la décision du Conseil constitutionnel. Cela sera d'autant plus simple que, fidèle à une de ses habitudes celui-ci, en fait, clairement indiqué quelles étaient les règles de procédures que devaient suivre les fonctionnaires du ministère pour que leurs interventions soient conformes à la Constitution. Seulement bien d'autres pratiques administratives sont, indirectement, condamnées par cette décision. Par exemple, certaines modalités d'intervention des inspecteurs du travail, ou des agents de contrôle de la Sécurité sociale.

Comme pour le droit de perquisition de l'administration fiscale, le gouvernement va-t-il lui-même mettre en chantier un toilettage des textes? Cela serait souhaitable, car il n'y a, pour l'heure, pas d'autres moyens que l'intervention du législateur, pour éviter que les citoyens ne soient soumis à des pratiques administratives contraires aux normes constitutionnelles, si ces pratiques sont prévues par un texte législatif. La seule vraie garantie du justiciable, contre de tels abus, serait qu'il puisse lui-même demander au Conseil constitutionnel de déclarer contraire à la loi fondamentale une disposition dont il serait la victime. C'est ce que prévoyait la réforme de la Constitution proposée par le président de la République. Malheureusement, la mauvaise volonté du Sénat a empêché cette amélioration de l'Etat de droit.

THIERRY BRÉHIER

Après l'assassinat de Lucien Tirrotoni

## Les nationalistes corses mettent en cause les dirigeants locaux du RPR et du MRG

Le Front de libération nationale de la Corse (FLNC) a rendu public, jeudi 27 décembre, un communiqué dans lequel il cherche à diriger les soupçons vers les chefs locaux du RPR et du MRG, après l'assassinat, le 19 décembre, de Lucien Tirrotoni, président de la chambre régionale d'agriculture.

BASTIA

de notre correspondant

Dans une communication écrite adressée aux rédactions insulaires par son «canal habituel» (1), jeudi 27 décembre, le FLNC évoque le récent assassinat de Lucien Tirrotoni (le Monde du 21 décembre), pour mettre en cause «un réseau barbouillard, regroupant à la fois des fonctionnaires liés à une certaine droite et à une certaine gauche française, des truands utilisés occasionnellement, mais, aussi, des milieux affairistes». Ce «réseau» aurait, selon le FLNC, la charge de «déstabiliser la situation», au profit de «farouches partisans du statu quo politique et de tout aussi farouches antinationalistes». Les nationalistes clandestins désignent ainsi, de façon allusive mais transparente, certains responsables du RPR ou du MRG qui ont manifesté publiquement la plus vive opposition à la politique de «dialogue» de M. Pierre Joxe avec les nationalistes.

L'organisation clandestine reconnaît ne pas «encore» disposer d'informations précises, mais elle ne se prive pas d'analyser «la rapide exploitation politique faite [du meurtre de Lucien Tirrotoni] par certaines forces archaïques, le bombardement médiatique assénant l'idée que des nationalistes ne seraient pas étrangers à cet assassinat». Selon le FLNC, l'assassinat de Lucien Tirrotoni et celui, le 26 septembre dernier, de Charles Antoine Grossi, maire de Grosseto-Prugna (Corse-du-Sud), s'ins-

craient dans une suite d'actions de déstabilisation de l'opinion, constituant «un travail préparatoire propice à de prétendues représailles dirigées, bien évidemment, contre les nationalistes».

Ce constat permet au FLNC de lancer une nouvelle mise en garde: «Si l'on touche à un seul militant nationaliste, quelle que soit son appartenance politique, noire riposte sera implacable et visera directement les instigateurs, et pas uniquement les exécutants».

Cette déclaration du FLNC intervient à un moment où les plus virulentes attaques contre le projet de nouveau statut pour la Corse, préparé par M. Joxe, sont lancées, notamment, par M. François Giacobbi, sénateur (MRG) de la Haute-Corse, qui estime que «depuis longtemps, la sécurité des biens et des personnes n'est plus assurée en Corse». De son côté, M. Charles Ornano, «bonapartiste», sénateur de la Corse-du-Sud et maire d'Ajaccio, avait choisi, avec le président de l'assemblée régionale, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député (RPR) de la Corse-du-Sud, de réunir quelque cent vingt élus locaux après les obsèques de Lucien Tirrotoni pour «en appeler au chef de l'Etat et non au ministre de l'Intérieur», ce dernier étant contesté parce que ne remplissant pas «les missions de justice et de sécurité que les citoyens attendent de l'Etat».

Ce n'est pas la première fois que de telles accusations sont lancées par les nationalistes, alors même, parfois, qu'ils sont eux-mêmes suspects. Lors du long conflit social sur l'île, au printemps 1989, une tentative d'enlèvement du préfet de la Haute-Corse, M. Bernard Boucault, aujourd'hui directeur adjoint du cabinet du ministre de l'Intérieur, n'avait jamais été éclaircie. Or, la piste la plus souvent évoquée, notamment dans les milieux gouvernementaux ne conduit pas aux nationalistes.

MICHEL CODACCIONI

(1) Le «canal habituel» du FLNC est désormais utilisé par les clandestins proches de la nouvelle organisation publique, le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), créé par des dissidents de l'Armée nationale corse. Le «canal historique» du Front est utilisé, en revanche, par les clandestins proches des «durs» qui dirigent désormais la Cuncta.

### CUBA

## M. Fidel Castro décrète une «amnistie générale pour les porcs»

Trêve des querelles à La Havane: le président Fidel Castro a décrété une «amnistie générale pour les porcs», rendue nécessaire par les restrictions économiques qui vont imposer aux Cubains de renoncer à leur traditionnel plat de fête de fin d'année, a annoncé jeudi 27 décembre, l'Agence cubaine de presse avant de conclure: «Environ 200 000 porcs survivront aux fêtes de fin d'année à Cuba du fait de la stratégie mise en place par les autorités pour préserver le bétail».

Fidel Castro a tenu personnellement à expliquer sa «clémence» inattendue devant les députés,

lors d'une session de fin d'année du Parlement consacrée à la production agricole. «Nous avons décrété une amnistie générale pour les porcs», a déclaré le Lider máximo devant des députés, qui ont éclaté de rire et applaudi bruyamment avant de l'entendre très sérieusement expliquer que les abattoirs massifs qui surviennent habituellement à cette période de l'année seraient coûtés la vie à nombre de jeunes verrats et de jeunes truies qui se trouvent actuellement en période de reproduction, ce qui aurait conduit à une grave pénurie pour les mois de janvier, février et mars. — (AP.)

### ANGOLA

## L'aéroport de Luanda gravement endommagé par un attentat à la bombe

Une bombe de forte puissance a explosé, jeudi 27 décembre, dans la soirée, à l'aéroport international de Luanda, provoquant des dégâts considérables, a annoncé la télévision nationale. Selon cette dernière, la responsabilité de cet attentat incombe aux rebelles de l'UNITA.

L'engin a détruit en partie la salle d'embarquement ainsi que les salons d'accueil des personnalités. L'accès à l'aéroport a aussitôt été interdit au public et l'on ignorait, vendredi matin, s'il y avait eu des victimes. — (AFP.)

### EN BREF

■ M. Marchais est sorti de l'hôpital. — M. Georges Marchais a quitté, vendredi 28 décembre, l'hôpital Henri-Duffaut d'Avignon où il avait été admis le 26 décembre, à la suite d'un léger malaise cardiaque.

■ Décès de Raymond Perinetti, ancien maire de Grenoble. — L'Humanité annonce, jeudi 27 décembre, le décès de Raymond Perinetti, ancien maire de Grenoble. Le quotidien communiste rappelle que Raymond Perinetti, adhérent du PCF depuis 1934, avait participé, pendant la Résistance, à la création des Franc-Tireurs et Partisans (FTP) de la Loire, avant de devenir, en 1943, commandant de la zone sud de cet organisation, puis de représenter le PCF au comité du Front national. Raymond Perinetti, entré dans Lyon à la tête des FTP, avait été maire de Grenoble du 20 décembre 1948 au 31 janvier 1949.

■ Les élections législatives partielles dans le Rhône. — Un publicitaire et éditeur de l'«Antenne» de Lyon, M. Michel Chomarat, qui avait animé, en 1989, la contestation contre le projet de cité internationale défendu par la municipalité de Lyon, a décidé de se porter candidat dans la deuxième circonscription de Rhône à l'élection législative partielle du 27 janvier prochain, provoquée par la démission de M. Michel Noir. M. Chomarat entend se présenter sous

l'étiquette «majorité présidentielle». Le candidat du Parti socialiste ne sera connu que le 3 janvier, au terme d'une assemblée de circonscription.

■ Trois députés de l'opposition répondent à National Hebdo. — Sous le titre «A la recherche de la droite perdue», National Hebdo (daté 27 décembre-3 janvier) donne la parole à trois députés de l'opposition, MM. Jean Brocard (UDF-PR, Haute-Savoie), Edouard Frédéric-Dupont (app. RPR, Paris) et Eric Raoult (RPR, Seine-Saint-Denis), pour analyser avec eux les difficultés de la droite libérale à se faire entendre à l'Assemblée nationale et à «tenir la route». «Comme M. Brocard, comme M. Raoult, nombre de députés souhaiteraient l'accord avec le Front national pour battre la gauche», affirme National Hebdo. Malheureusement, il existe au sein des appareils de bonnes gens qui ne partagent pas leurs vues en matière, par exemple, de politique familiale ou d'immigration.

■ L'utilisation du DDT suspendue en Amazonie. — La justice brésilienne a ordonné l'ouverture d'une enquête, jeudi 27 décembre, sur les conséquences des insecticides à base de DDT qui sont utilisés en Amazonie contre la malaria. L'utilisation du DDT est suspendue en attendant les résultats de cette enquête, qui doit arbitrer un différend surgi entre deux membres du gouvernement brésilien. Le secré-

taire à l'environnement, M. José Lutzenberger, s'est en effet prononcé contre le DDT, alors que le ministre de la santé, M. Alceni Guerra, estime que l'insecticide reste indispensable au moment où la malaria fait des ravages en Amazonie. — (AFP, Reuters.)

■ Le défilé d'autobus de Montpellier évacué par les CRS. — Une centaine de CRS ont fait évacuer sans incident, vendredi 28 décembre, le principal dépôt d'autobus de Montpellier, occupé depuis vingt-neuf jours par des chauffeurs en grève. Les deux tiers des 255 chauffeurs d'autobus de Montpellier sont en grève depuis le 29 novembre pour protester contre une nouvelle organisation de leur service. La Société montpelliéraine des transports urbains (SMTU) exigeait l'évacuation du dépôt pour reprendre les négociations. M. Georges Frèche, maire de Montpellier et président de la SMTU, s'est refusé à remettre en cause la nouvelle organisation, tout en se disant prêt à discuter d'aménagements aux nouveaux horaires, voire d'augmentations de salaires.

■ GUINÉE: majorité écrasante pour la nouvelle Constitution. — Avec 98,7 % des suffrages, les Guinéens ont approuvé, dimanche 23 décembre, un projet de Constitution mettant fin au régime militaire et introduisant le bipartisme. — (Reuters.)

### L'ESSENTIEL

#### DÉBATS

France: «Entre deux peurs», par François Léotard; «Renverser Saddam Hussein», par Fakhri Karim ..... 2

#### ÉTRANGER

La crise du Golfe ..... 5  
Nouvelles scandales au Japon ..... 6  
Un ancien ministre inculpé de fraude fiscale ..... 6  
Le maintien de l'ordre en Chine ..... 6  
De nouvelles mesures adoptées par le Parlement ..... 6  
Algérie ..... 7  
Manifestations à Alger ..... 7

#### SOCIÉTÉ

Le Glifan en cause ..... 8  
Interdit en Belgique, le médicament pourrait faire l'objet d'une réunion européenne ..... 8

#### COMMUNICATION

Années de transition pour la publicité ..... 9  
Les agences de publicité et les médias reviennent leur train de vie ..... 9

#### CULTURE

L'art des Ballets russes ..... 11  
Un album avant la grande exposition ..... 11  
Une vie de Charles Dullin ..... 11  
Un livre juste et documenté sur un personnage complexe ..... 11

#### SANS VISA

■ Le Rhin sans romantisme ..... 13  
■ Coup d'œil: l'éminence rouge ..... 13  
■ La table «Parcours», l'islam aux nouveaux trésors ..... 13 à 18

#### ÉCONOMIE

Récession en Amérique latine ..... 20  
Le produit intérieur brut de la région a baissé de 0,6 % en 1990 ..... 20  
Démographie française ..... 20  
Les jeunes préfèrent toujours la cohabitation même si, en 1989, le nombre des mariages a légèrement augmenté ..... 20

#### Services

Abonnements ..... 2  
Annonces classées ..... 10  
Bulletin d'enseignement ..... 10  
Carnet ..... 10  
Jeux ..... 16  
Loto ..... 21  
Marchés financiers ..... 22-23  
Météorologie ..... 10  
Radio-Télévision ..... 19  
Philatélie ..... 10  
Spectacles ..... 12  
La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 28 décembre 1990 a été tiré à 495 341 exemplaires.

**L'ATREILLE**  
SOLDES ANNUELS  
à tous nos rayons  
62 rue St André-des-Arts 6<sup>e</sup>  
Tél: 43.29.44.10  
PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS